

Macron-Trump, histoire d'une relation particulière

► Le président français se rend aux Etats-Unis du 23 au 26 avril. C'est la première visite d'Etat d'un dirigeant étranger depuis l'élection de Donald Trump

► Malgré leurs profils très différents et leurs divergences, les deux hommes entretiennent depuis un an des liens de confiance, politiques et personnels

► « Le Monde » revient sur les coulisses de cette relation parfois étonnante, marquée par de nombreux échanges et quelques courriers confidentiels

► Les récentes frappes aériennes contre certaines cibles syriennes ont été déclenchées à la suite de plusieurs conversations téléphoniques directes

► Le séjour américain de M. Macron sera l'occasion d'évoquer le dossier du nucléaire iranien, un point de désaccord majeur

PAGES 2-3

JUSTIN TRUDEAU, CE FÉMINISTE

► Dans un entretien exclusif accordé au « Monde », le premier ministre canadien évoque son parcours et ses relations avec son père, qui occupa autrefois les mêmes fonctions

► Il s'engage à placer la question de l'égalité entre les sexes au cœur de « toutes les discussions » du prochain G7, organisé au Canada en juin

PAGES 22-23



En 2015. SAMUEL KIRSZENBAUM/MODD'S POUR « LE MONDE »

Immigration LOI SUR L'ASILE : L'ART DE MAÎTRISER LA CONTESTATION

Les voix discordantes au sein du groupe parlementaire La République en marche sur le projet de loi asile et immigration n'ont pas disparu. Mais, mises en veilleuse, elles n'ont pas réussi à infléchir la ligne du gouvernement. La discussion du texte devait se poursuivre pendant le week-end

PAGE 6

M
ÉDITORIAL
AIR FRANCE :
LE PARI
DU RÉFÉRENDUM
PAGE 26 ET NOS
INFORMATIONS CAHIER ÉCO

Universités
Ces étudiants qui ne suivent pas le mouvement

PAGE 10

NDDL
Le pas en avant des zadistes

PAGE 8

Politique
Les ambitions catalanes de Valls

PAGE 4

Presse
« Corse-Matin » change de mains

CAHIER ÉCO - PAGE 8

Débat
Pourquoi faudrait-il être « végan » ?

PAGES 24-25

Bourges Le Printemps à l'heure belge



La chanteuse Angèle. CHARLOTTE ABRAMOW

Une dizaine d'artistes belges se produiront cette année au Printemps de Bourges (24-29 avril). Parmi eux, la jeune chanteuse Angèle (photo), très populaire auprès des ados, mais aussi Damso, Hamza, ou encore Ca-

ballero et JeanJass. « Une telle vague, c'est du jamais-vu. Il s'agit vraiment de ce qu'on appelle une "scène", à la fois structurée et proliférante », estime Jean-Michel Dupas, le programmateur de cette 42^e édition du festival.

PAGES 16-17

Corée du Nord
Pyongyang dit suspendre ses essais nucléaires

PAGE 4

Géopolitique
Groenland : en attendant l'indépendance

Cette île grande comme quatre fois la France et très peu peuplée (55 800 habitants) est à un moment-clé de son histoire. Les élections législatives du 24 avril devraient marquer le début d'un processus menant, à plus ou moins long terme, à la souveraineté vis-à-vis du Danemark. Ses richesses minérales sont très convoitées, notamment par les Chinois

PAGES 12-14

OPTICIEN ENGAGÉ
PARTENAIRE

Pour vos LUNETTES choisissez un opticien PARTENAIRE ESSILOR

LA VISITE D'ÉTAT DE MACRON À WASHINGTON

Macron-Trump, des amis sans affinités

Alors que tout les éloigne dans leurs convictions et leurs parcours, les deux présidents affichent une entente personnelle qu'ils mettront en scène pendant trois jours à partir de lundi

WASHINGTON - correspondant

La nuit est tombée depuis longtemps sur l'Élysée. Mais le premier étage du palais est resté éclairé. Dimanche 8 avril, Emmanuel Macron a convoqué sa garde rapprochée, dont son conseiller diplomatique, Philippe Etienne, et son chef d'état-major particulier, l'amiral Bernard Rogel, pour une réunion d'urgence dans son bureau. Les services de renseignement français ont fait état de deux possibles attaques chimiques à Douma, en Syrie. Dans l'après-midi, Emmanuel Macron a demandé à la cellule diplomatique de l'Élysée d'organiser un appel téléphonique avec le président américain, Donald Trump.

La communication est établie peu avant minuit depuis la ligne sécurisée utilisée pour les appels classifiés. «Hello Donald, how have you been? [“Bonsoir Donald, comment vas-tu?”], commence M. Macron. – Emmaaoueeel, what's up? [“Emmanuel, quoi de neuf?”] », lance M. Trump, comme à l'accoutumée.

Pendant la semaine qui suit, MM. Macron et Trump se parleront tous les soirs, jusqu'aux frappes conjointes sur des sites liés au programme chimique de Damas, dans la nuit du 13 au 14 avril. «Dans la première partie de la semaine, Donald Trump était un peu dans l'exaltation, il a fait des Tweet, il voulait réfléchir à plusieurs options», raconte un diplomate français. Puis, à partir du moment où l'opération a été décidée, il a compris qu'il fallait être beaucoup plus discret. Au téléphone, il est donc soudain devenu plus prudent, parlant par ellipses, presque de manière codée. Il y a toujours chez lui une part de théâtre.» Le président américain a été, ajoute cette source, pendant toute la durée de la crise, un partenaire d'une grande «fiabilité».

Aussi bien pour le locataire de l'Élysée que pour celui de la Maison Blanche, cette opération militaire a été un moment de vérité pour la relation, à la fois personnelle et politique, qui s'est nouée entre eux depuis un an. Une relation forte et étonnante. Car tout sépare les deux hommes sans pourtant les opposer. D'un côté, un tonitruant magnat de l'immobilier, un démagogue assumé chantre de l'«America First» et de l'unilatéralisme. De l'autre, un brillant énarque, représentant de ces élites haïes des populistes, héraut d'une Europe ouverte et du multilatéralisme.

Aucun dirigeant n'a d'ailleurs porté de jugement plus sévère sur la présidence Twitter de Donald Trump qu'Emmanuel Macron dans un entretien au magazine *Time*, en novembre 2017. «Quand vous avez la responsabilité de grandes institutions et de beaucoup de personnes, vous ne pouvez pas réagir en permanence sur ce type de média ou sur n'importe quel autre média. Vous avez besoin de temps et de distance, vous devez vérifier les informations, réfléchir à ce à quoi vous devez réagir ou non», expliquait le président français.

Donald Trump, qui a écarté en un temps record de sa présidence tous ceux qui pouvaient donner l'impression de lui faire la leçon, a pourtant accordé à son homologue français le trophée symbolique de la première visite d'Etat de sa présidence, le 24 avril. En l'espace d'une seule année, les deux hommes ont nourri, au fil de dizaines d'entretiens téléphoniques, une proximité que Barack Obama et François Hollande n'avaient jamais pu établir, malgré des convictions partagées. «Macron a su passer au-dessus du mépris unanime et gagner la confiance de Trump», résume le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. Il a même réussi à devenir le seul interlocuteur de Trump en Europe. Une belle prouesse.»

DEUX ANIMAUX POLITIQUES

Tout a commencé le 8 mai 2017, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, avec un appel téléphonique du président américain. «Emmanuel, c'est génial, cette victoire et ce que tu as fait au Louvre. J'ai passé toute ma nuit devant la télévision. Ce sont des images magnifiques! Bravo!», lance un Donald Trump enthousiaste.

D'instinct, les deux animaux politiques se flairent et se reconnaissent. Outsiders, ils ont été élus à la surprise générale après avoir cassé les codes politiques de leurs pays respectifs. Malgré tout ce qui les oppose sur les solutions à apporter, le diagnostic qu'ils posent sur les blocages de leurs sociétés respectives se rapproche singulièrement. «Tu es comme moi, un gagnant et un dealmaker [“faiseur d'accord”], nous allons très bien travailler ensemble», insiste le président américain, qui définit volontiers aussi son homologue français comme un «trailblazer», un pionnier.

La surprise passée, Emmanuel Macron et son équipe en charge de la politique internationale se rendent à l'évidence. «Quoi que l'on pense de la personnalité de Donald Trump, il

News, la chaîne conservatrice qu'affectionne Donald Trump. Le chef de l'Etat, accompagné lors de la visite par Jean-Yves Le Drian (affaires étrangères), Florence Parly (armées) et Bruno Le Maire (économie), abordera dans ses entretiens tous les grands sujets internationaux.

Plusieurs pommes de discorde

Les points de convergence sont évidents dans la lutte contre le terrorisme en Syrie et en Irak, ainsi que dans le Sahel. Mais il y a également plusieurs pommes de discorde, comme le climat, le commerce international – alors que l'administration américaine a relevé les taxes douanières sur l'acier

(25 %) et l'aluminium (10 %) – et surtout le nucléaire iranien.

Donald Trump n'a jamais caché son hostilité à «l'horrible accord» de juillet 2015 entre les «5 + 1» (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne) et Téhéran. Il a posé la date du 12 mai comme ultimatum à ses alliés européens pour durcir l'accord, faute de quoi il remettrait en vigueur les sanctions contre Téhéran, donnant ainsi le coup de grâce à l'accord. M. Trump réclame notamment des gages pour l'après, alors que les mesures gelant l'activité nucléaire de Téhéran sont censées expirer entre 2025 et 2030. Paris partage les préoccupations américaines, notam-



Emmanuel Macron et Donald Trump, devant l'hôtel des Invalides, à Paris, le 13 juillet 2017.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/
FRENCH-POLITICS
POUR «LE MONDE»

OUTSIDERS, MACRON ET TRUMP ONT ÉTÉ ÉLUS À LA SURPRISE GÉNÉRALE APRÈS AVOIR CASSÉ LES CODES POLITIQUES DE LEURS PAYS RESPECTIFS

est le président des Etats-Unis, la première puissance mondiale, notre allié depuis deux cent cinquante ans et il sera notre interlocuteur», résume un diplomate. Le chef de l'Etat garde ce cap malgré les critiques, y compris celles de son prédécesseur François Hollande. Pendant la campagne américaine, le socialiste n'avait pas hésité à évoquer le «haut-le-cœur» que lui donnaient les «excès» du candidat républicain. Le pouvoir hollandiste n'avait d'ailleurs prévu qu'un seul communiqué de félicitations pour Hillary Clinton. «Trump, c'est le scénario catastrophe», confiait alors un diplomate français.

Macron fait le pari inverse, il achète Trump à la baisse. «Donald Trump est mal vu à peu près partout dans le monde sauf en Arabie saoudite et en Israël. Ses relations personnelles avec la chancelière allemande, Angela Merkel, comme avec la première ministre britannique, Theresa May, dont il est pourtant proche idéologiquement, sont très mauvaises, car il est manifestement mal à l'aise avec l'image renvoyée par de telles femmes politiques», explique Laurence Nardon, responsable du programme Etats-Unis de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Le premier face-à-face entre les deux hommes se tient le 25 mai à Bruxelles, la capitale d'une Union européenne que Donald Trump n'apprécie guère et où siège l'OTAN, qu'il a qualifiée de bureaucratie «dispensieuse et inutile» pendant sa campagne. C'est également la première sortie internationale d'Emmanuel Macron, élu deux semaines plus tôt face à Marine Le Pen dont le président des Etats-Unis avait estimé qu'elle était «la plus forte sur les frontières et pour ce qui arrive en France», en référence à la vague d'attentats djihadistes.

MM. Macron et Trump se rencontrent à l'ambassade des Etats-Unis. L'histoire ne retiendra pas les propos de circonstance échangés devant la presse avant leur entretien, mais l'exercice de la poignée de main que le président américain est réputé pratiquer de manière très directive. Cette fois, l'empoignade de neuf secondes, les yeux dans les yeux, tourne à l'avantage du jeune Français, qui relâche le dernier sa pression.

«Ma poignée de main avec lui, ce n'est pas innocent, ce n'est pas l'alpha et l'oméga d'une politique mais un moment de vérité, expliqua-t-il ensuite au *Journal du dimanche*. Il faut montrer qu'on ne fera pas de petites concessions, même symboliques.»

Il y a déjà urgence pour Emmanuel Macron. Donald Trump, qui n'a cessé de repousser l'annonce de sa décision sur l'accord de Paris contre le réchauffement climatique, est tiraillé entre sa promesse de campagne de sortir d'un compromis présenté comme «injuste», alors qu'il n'impose pourtant rien, et les pressions de ceux qui, à la Maison Blanche, sont soucieux de ne pas isoler les Etats-Unis. Lors du sommet du G7 à Taormine, en Italie, une autre première pour les deux hommes, Emmanuel Macron pense encore pouvoir convaincre Donald Trump.

Las, le 1^{er} juin, ce dernier annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord. «J'ai été élu pour représenter Pittsburgh [ancienne capitale sidérurgique de Pennsylvanie], pas Paris», se justifie-t-il. Le président français riposte aussitôt par un «Make Our Planet Great Again», écho au «Make America Great Again» teinté de nostalgie qui a été la signature de campagne du candidat républicain. Macron a toutefois pris soin d'appeler Trump pour le prévenir: «Je suis désolé, Donald, on vient de voir ta déclaration, je ne suis pas d'accord, je suis obligé d'intervenir.»

«RELATION PERSONNELLE FORTE»

Le centenaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis dans la première guerre mondiale donne l'occasion à Emmanuel Macron de ressouder le lien avec une invitation de prestige: le défilé militaire du 14-Juillet à Paris. Il sait son homologue sensible à la pompe. Le président américain est flatté, mais il hésite. «Je ne veux pas créer de polémique. Beaucoup de gens m'adorent mais d'autres n'aiment pas ma politique et je ne veux pas t'embarrasser, je vais t'envoyer mes meilleurs gens», explique-t-il au téléphone. Macron insiste: «Si tu viens toi, les Français seront fiers de t'accueillir.» Trump vacille. «Melania pourra venir aussi?», demande-t-il après un silence. Macron se tourne vers ses conseillers qui lèvent le pouce en signe de victoire en murmurant un «Yes!», ils savent que c'est gagné. «D'accord», conclut l'Américain. Je viendrai donc avec Melania. Et ce sera le meilleur 14-Juillet!»

Dîner de couples au Jules Verne, un restaurant étoilé situé au deuxième étage de la tour Eiffel. Cérémonie aux Invalides avec garde d'honneur et fanfare. Hommage à la tombe du maréchal Foch puis à celle de Napoléon. Le chef de l'Etat sort le grand jeu pour épater son homologue et surjoue la proximité. «Nos deux nations sont alliées depuis toujours, mais nous avons une relation personnelle forte à laquelle je suis attaché», explique-t-il.

De leur côté, Brigitte Macron et Melania Trump visitent la cathédrale Notre-Dame avant de descendre la Seine sur une péniche. Le lendemain, la prestance des troupes qui défilent sur les Champs-Élysées enthousiasme ce président qui a échappé à la guerre du Vietnam. Au point qu'il réclame aussitôt une parade similaire à Washington. «Avec des chevaux!», précise-t-il à ses conseillers.

MARC SEMO

Les fastes d'une visite d'Etat et la divergence sur l'accord nucléaire avec l'Iran

LA VISITE D'ÉTAT d'Emmanuel Macron, lundi 23 avril à Washington, est la première d'un dirigeant étranger depuis l'installation de Donald Trump à la Maison Blanche. Reçu avec faste pour le défilé du 14-Juillet par son «ami», le président américain ne veut pas être en reste.

Ces trois jours de visite se déroulent en grande pompe, avec entretien dans le bureau Ovale à la Maison Blanche, dîner à Mount Vernon, la maison de George Washington, discours au Congrès comme pour tous ses prédécesseurs de la V^e République, à l'exception de François Hollande. Emmanuel Macron accordera également un grand entretien à Fox



vais vendre des tickets!», lui a-t-il glissé en riant. Fréquentes, les communications téléphoniques s'enchaînent. Pour son «ami», le président américain découpe à l'occasion des articles évoquant leurs bonnes relations ou bien l'amélioration des résultats économiques de l'Hexagone: «it's true» ou «great job», écrit-il dans la marge après avoir entouré au Stabilo un titre ou un commentaire. Les coupures de presse sont ensuite envoyées à Paris par la valise diplomatique.

Nombre d'éditorialistes américains, volontiers critiques sur les foucades et l'imprévisibilité du président américain, saluent ce lien. «Emmanuel Macron incarne l'ultime meilleur espoir pour les alliés des Etats-Unis de limiter le côté apocalyptique de la nature de Trump», relevait en septembre 2017 Roger Cohen, du *New York Times*. Peu avant la reconnaissance par les Etats-Unis de Jérusalem comme capitale d'Israël, un ministre de l'administration Trump a d'ailleurs demandé à un ministre français avec lequel il est en lien fréquent si Macron pouvait «appeler» le président américain pour tenter de le dissuader. «Lui au moins, Trump le respecte et l'admire», arguait-il alors. Macron s'exécute, en vain.

Car, en dépit de la relation personnelle forte qui unit les deux hommes, le pouvoir d'influence du président français sur son homologue américain reste limité. Comme en témoignent le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le climat, le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem ou les mesures de protectionnisme sur l'acier et l'aluminium. «Macron n'a pas l'ambition d'influencer Trump, il sait qu'il ne le fera pas changer de positions et seul compte pour lui son électoral, surtout à quelques mois des élections de mi-mandat. Mais il pense pouvoir le modérer sur certains points», note l'historien Thomas Snégaroff, professeur à Sciences Po.

Une échéance sensible se précise: la décision de Washington de rester ou non dans l'accord

**« MACRON
N'A PAS L'AMBITION
D'INFLUENCER
TRUMP, MAIS
IL PENSE POUVOIR
LE MODÉRER SUR
CERTAINS POINTS »**

THOMAS SNÉGAROFF
professeur à Sciences Po

de 2015 qui empêche l'Iran de poursuivre un programme nucléaire controversé. Donald Trump ne cesse de répéter qu'il s'agit du «pire» accord jamais négocié par son pays. Une loi oblige le président à maintenir ou non l'engagement de l'Amérique, à intervalles réguliers. La prochaine échéance est pour le 12 mai et Trump a annoncé qu'il ne reconduirait pas la suspension des sanctions. Macron espère arriver à le convaincre que cet accord, malgré ses limites, doit être préservé. Ce sera le principal enjeu de la visite à Washington, leur première rencontre depuis New York, en marge de la dernière assemblée générale des Nations unies, en septembre 2017.

DIFFÉRENDS

A la tribune du temple du multilatéralisme, jadis moqué par Donald Trump, les deux leaders se sont affrontés. Trump décrit des régions du monde sur le point de «somber en enfer» et multiplie les attaques contre l'ennemi nord-coréen, menacé d'annihilation, contre l'Iran ou le Venezuela. Il défend les Etats claquemurés derrière leurs frontières. «En tant que président des Etats-Unis, je mettrai toujours l'Amérique en premier», assure-t-il. C'est à lui qu'Emmanuel Macron semble répondre quand il invite ses pairs «à réconcilier notre intérêt et nos valeurs, notre sécurité et le bien commun de la planète». «Partout où le multilatéralisme se dote des armes de son efficacité, il est utile», plaide le Français.

Mais ces visions du monde aux antipodes n'empêchent pas des convergences de fond sur la Syrie, la lutte contre le terrorisme, le Mali, la Corée du Nord... Et même l'Iran. Macron veut maintenir l'accord nucléaire mais partage les préoccupations de son interlocuteur sur les limites et lacunes de celui-ci. Emmanuel Macron, qui aime revendiquer l'héritage «gaullo-mitterrandien» et l'indépendance de la France sur la scène extérieure, n'oublie pas que, dans les crises internatio-

nales graves, De Gaulle comme Mitterrand ont été les plus fiables alliés de Washington.

Le président français observe aussi avec intérêt les succès obtenus par Trump sur la scène intérieure. En décembre 2017, il a ainsi noté que le président américain avait fait voter par le Congrès la baisse d'impôts promise pendant sa campagne. «Le président considère qu'un homme élu contre tout le monde est porteur de quelque chose qu'il ne faut pas négliger», résume le porte-parole de l'Élysée, Bruno Roger-Petit. Il le voit comme un homme politique de son temps.

Dans la capitale américaine, les Français ne sont plus, depuis longtemps, les «cheese-eating surrender monkeys», les «singes capitulards bouffeurs de fromage» de 2003, stigmatisés pour leur refus de se joindre à l'invasion de l'Irak. L'intervention au Mali, en 2013, a convaincu le Pentagone de la détermination française et la présence aux côtés d'Emmanuel Macron de Jean-Yves Le Drian, passé de la défense aux affaires étrangères, est un atout.

La liste des différends ne cesse pourtant de s'allonger. Le commerce international en est un autre. Donnant satisfaction à la tendance protectionniste de son électoral, M. Trump a annoncé le 8 mars que les importations d'acier et d'aluminium seraient désormais taxées. S'il est prompt à moquer ses interlocuteurs, y compris son voisin le premier ministre canadien Justin Trudeau, Donald Trump n'a jamais mis en cause publiquement Emmanuel Macron. Ce dernier incarne pourtant tout ce que le courant nationaliste qui a assuré l'élection du milliardaire exècre: l'expertise parfois arrogante des élites, l'attachement à la globalisation, et le refus de boucs émissaires commodes, qu'il s'agisse de l'immigration ou de l'islam. Combien de temps peut encore durer cette relation paradoxale où le succès de l'un signifierait la défaite de l'autre? ■

GILLES PARIS, SOLENN DE ROYER
ET MARC SEMO (À PARIS)

La visite à Paris marque un tournant. Dès lors, Donald Trump ne jure plus que par «Emmaaaanoueel». Il y a quelques jours, l'Américain a d'ailleurs appelé le Français pour lui dire que «le Tout-Washington» voulait assister au dîner d'Etat qu'il donnera à la Maison Blanche le 24 avril en l'honneur de Macron. «Tous mes copains veulent venir! Je

Le chaos prend le contrôle

WESTWORLD
saison 2 en simultané avec les US
à partir du 23 avril
saison 1 disponible en replay

OCS
100% cinéma séries

CANAL SFR bouygues free PlayStation fransat molotov vitis Vialis UBox et sur **ocs.fr**

OCS : Option soumise à conditions, disponible en France métropolitaine, pour les abonnés internet-TV d'Orange. CANAL, box de SFR, Bbox de Bouygues Telecom, Freebox, PlayStation®, Fransat, Molotov, Vitis, Vialis, Ubox et sur ocs.fr. Tarifs et conditions selon distributeur. Plus d'informations sur www.ocs.fr. © 2018 Home Box Office, Inc. All rights reserved. HBO® and all related programs are the property of Home Box Office, Inc.

Préserver son capital vue, c'est essentiel.

40 millions de Français ont des problèmes de vue qui rendent nécessaire le port de lunettes ou de lentilles de contact ⁽¹⁾. Rien d'étonnant, donc, au fait que la vue soit la première préoccupation santé des Français ⁽²⁾. Aujourd'hui, les verres de lunettes sont de plus en plus complexes et embarquent des technologies de pointe pour améliorer la qualité de vision de chacun. Le rôle d'expert et de conseil de l'opticien est déterminant. Essilor et plus de 3 000 opticiens s'engagent ensemble autour du label OPTICIEN ENGAGÉ™ pour mieux répondre aux enjeux de prévention en termes de santé visuelle et promouvoir une optique de qualité.

**OPTICIEN
ENGAGÉ™**
PARTENAIRE 

UN LABEL ENGAGEANT ET INNOVANT

60 % des Français sont porteurs de lunettes ou de lentilles ⁽¹⁾, chacun d'entre eux a besoin d'une correction qui lui est propre. Les innovations technologiques sont telles qu'elles permettent de bénéficier de solutions hyperpersonnalisées. Mais comment faire le bon choix ? Cela passe d'abord par le choix d'un opticien qui connaît parfaitement ces innovations et qui sait faire un diagnostic individuel pour recommander les bons verres à chacun. Pour l'opticien, ce savoir-faire repose sur une formation de qualité, la mise à jour permanente de ses connaissances et, bien entendu, un travail en étroite collaboration et en toute transparence avec les fabricants de verres ophtalmiques. Pour bénéficier de la meilleure qualité de vision possible, les Français peuvent compter sur le duo Essilor/OPTICIEN ENGAGÉ™. En effet, Essilor, leader mondial des verres ophtalmiques, met tout en œuvre pour permettre aux Français de bénéficier des meilleurs verres et du meilleur accompagnement. Engagé dans la qualité et l'excellence au service des porteurs de lunettes, Essilor France a créé en 2016 le label OPTICIEN ENGAGÉ™, afin d'éclairer les consommateurs dans leurs achats de lunettes et les orienter vers des professionnels qui s'attachent à trouver la meilleure solution visuelle et à s'assurer de leur satisfaction. Les opticiens bénéficiant du label s'engagent à respecter un protocole comprenant plusieurs étapes clés, dont notamment :

- l'analyse fine et précise des besoins de chaque personne pour émettre une recommandation pertinente en termes de verres correcteurs ;



- le choix de la monture selon des critères esthétiques, mais aussi morphologiques et physiologiques ;
- l'ajustage de cette monture sur le visage, étape primordiale pour un confort visuel optimal ;
- la prise de mesures oculaires ultra-précises pour répondre à la précision technologique des verres innovants du marché.

Retrouvez l'OPTICIEN ENGAGÉ le plus proche de chez vous sur www.essilor.fr

L'INNOVATION OPTIQUE VUE PAR ESSILOR

Pour répondre toujours mieux et de manière personnalisée aux besoins des porteurs de lunettes, Essilor investit en recherche et développement : chaque année, plus de 200 millions d'euros y sont dédiés. Le pool scientifique d'Essilor travaille

Pour bénéficier de la meilleure qualité de vision possible, les Français peuvent compter sur le duo Essilor/OPTICIEN ENGAGÉ™.

Retrouvez tous les OPTICIENS ENGAGÉS sur www.essilor.fr

avec de nombreux partenaires académiques et privés, au niveau mondial. Cette recherche massive porte ses fruits, les verres Essilor Eyezen® et Varilux® X series™ sont venus enrichir les dernières innovations d'Essilor.

Essilor® Eyezen® : un verre dédié à l'usage digital⁽³⁾
Plus de 90 % des 20-65 ans utilisent quotidiennement au moins un écran digital ⁽⁴⁾. 59 % des 16-24 ans déclarent ressentir des troubles visuels face aux écrans ⁽⁵⁾. Pour soutenir les efforts répétés de mise au point liés à l'usage des outils digitaux, Essilor a développé les verres Essilor® Eyezen®. Ils bénéficient de la technologie Eyezen Focus, qui intègre une puissance additionnelle (effet loupe) dans la zone inférieure du verre permettant de soulager les yeux de la fatigue visuelle ⁽⁶⁾. Ces verres peuvent être associés à des technologies qui contribuent à protéger la

réтина contre la lumière bleu-violet nocive ⁽⁷⁾, tout en laissant passer la lumière bleue turquoise essentielle à la régulation des rythmes biologiques. En effet, avec le temps, l'effet de la lumière bleue nocive est l'un des facteurs contribuant, avec d'autres, à certaines maladies des yeux ⁽⁸⁾. Protéger ses yeux des lumières nocives est donc essentiel. Les verres Essilor Eyezen soulagent vos yeux devant les écrans et peuvent aussi préserver durablement votre santé visuelle ⁽⁹⁾. Les verres Essilor Eyezen® existent aussi pour ceux qui n'ont pas besoin de correction visuelle.

Varilux® X series™ révolutionne le verre progressif⁽³⁾

A partir de 45 ans, la presbytie touche tout un chacun. 26 millions de Français sont concernés ⁽¹⁾. Mais les presbytes changent et avec eux, leurs attentes, leurs modes de vie et leurs besoins, notamment avec l'usage des outils digitaux. La gêne principale de certains presbytes est liée à la nécessité de bouger la tête ⁽¹⁰⁾ pour trouver la bonne zone de vision dans le verre quand ils réalisent des activités du quotidien à portée de bras (à moins de 70 cm de l'œil) : utilisation du téléphone portable, lecture du journal, travail sur écran... Pour leur offrir une vision nette et sans contrainte, Essilor s'est attaché à comprendre leurs nouveaux besoins visuels pour optimiser ses verres progressifs. C'est ainsi que les verres Varilux® X series™ ont vu le jour. Ils sont issus de cinq années de recherche et d'études menées à travers le monde, avec la collaboration de 300 personnes aux compétences multiples (ingénieurs, spécialistes de la vision, posturologues, etc.) et auprès de presque 3 000 presbytes porteurs de lunettes. Concentrés de technologies embarquées, les verres progressifs Varilux® X series™ sont complètement adaptés aux nouveaux modes de vie des presbytes et offrent une vision optimale à toutes les distances. Les différents tests menés ont permis de montrer que 95 % ⁽¹⁰⁾ des presbytes porteurs de ces verres en sont satisfaits pour réaliser leurs activités, qu'il s'agisse de tâches courantes ou plus minutieuses et pour réaliser plusieurs tâches en même temps. Plus de 9 utilisateurs sur 10 ⁽¹¹⁾ ne sont plus contraints de bouger la tête pour voir net.

Trois Questions à Alexandre Montague Directeur général d'Essilor France

Quels sont, selon vous, les enjeux de la santé visuelle aujourd'hui ?

La place de la vision est centrale, 80 % des informations perçues passent par nos yeux. La vue nous permet de bien grandir, de bien se déplacer, d'être autonome. Le sujet de la vision est donc réellement un enjeu majeur. Bien qu'il existe déjà de multiples solutions pour accompagner les porteurs de lunettes, les défis à relever sont encore nombreux. L'évolution des usages et le vieillissement de la population modifient les besoins visuels. Ils augmentent et se diversifient. Il est donc essentiel de prendre soin de ses yeux tout au long de sa vie en portant des verres performants et adaptés et en se protégeant des lumières nocives. C'est pour cela qu'Essilor s'engage dans des actions de sensibilisation et de prévention auprès des différentes populations, aussi bien en France que dans le monde.

En quoi l'innovation optique permet-elle de répondre à ces enjeux cruciaux ?

L'innovation est essentielle pour répondre à ces nouveaux défis. Je parle bien sûr

d'une innovation utile à tous, qui prend en compte la réalité des besoins visuels, qui intègre les nouvelles connaissances, notamment en matière d'interaction entre l'œil et la lumière, qui répond aux exigences de nos modes de vie actuels, rapides et en mouvement permanent.

Le verre ophtalmique est un produit extraordinaire. Il paraît simple, alors que c'est un concentré de technologies qui permet de corriger et de protéger la vue. Aujourd'hui, l'innovation est telle qu'à chaque besoin correspond un verre unique. D'ailleurs, nos ateliers de fabrication sont conçus pour répondre de manière industrielle à des demandes individuelles, nécessitant la réalisation de verres sur mesure. N'oublions pas que l'innovation est l'ADN d'Essilor. Nos 500 chercheurs travaillent en étroite collaboration avec des médecins, des laboratoires de recherche publics mais aussi privés. Leur objectif est d'améliorer en permanence les surfaces optiques, les matériaux utilisés, les traitements de surface et les teintes des verres. L'innovation nous

permet d'accompagner chaque personne dans la gestion de son capital visuel.

Quel est le rôle de l'opticien dans la filière de santé visuelle ?

Si l'ophtalmologiste est le pilier de la filière de santé visuelle, les opticiens en sont des professionnels clés. Garantir le confort visuel ne se fait pas uniquement à travers l'exécution d'une prescription. Les opticiens doivent faire le lien entre un besoin unique et une solution unique. Ils jouent un rôle majeur en analysant les besoins de chacun et en recommandant les verres correcteurs les plus adaptés à l'usage attendu. Pour permettre à chacun de reconnaître les opticiens qui font la différence, nous avons mis en place le Label OPTICIEN ENGAGÉ™. Renouvelé chaque année, ce label permet aux consommateurs de choisir leur opticien de manière éclairée. Ils peuvent retrouver tous les OPTICIEN ENGAGÉS sur www.essilor.fr. C'est un pas de plus dans la démarche de santé visuelle engagée par Essilor.



Alexandre Montague
Directeur général d'Essilor France

- Sources
1. INSEE 2015.
 2. Baromètre 2016 de la santé visuelle.
 3. Ce dispositif médical est un produit de santé réglementé, qui est livré à l'opticien dans une pochette marquée CE, conformément à la réglementation. Il doit être monté dans des montures ophtalmiques par des opticiens qualifiés. Nous vous invitons à lire attentivement les instructions figurant dans le dépliant accompagnant le certificat d'authenticité.
 4. Etude Ipsos pour Essilor, menée en 2014 en France, en Chine, au Brésil et aux Etats-Unis.
 5. Baromètre 2017 de la santé visuelle.
 6. Test au porté Essilor® Eyezen™ N=76. Test conduit par un institut d'étude indépendant.
 7. Entre 415-455 nm, recherche Essilor en collaboration avec le Paris Vision Institute et publié dans un article revu par des pairs dans Plos One en 2013.
 8. Krigei A. et al. Light-induced retinal damage using different light sources, protocols and rat strains reveals LED phototoxicity. Neuroscience. 2016;339:296-307.
 9. Arnault E. et al. Phototoxic action spectrum on a retinal pigment epithelium model of age-related macular degeneration exposed to sunlight normalized conditions. Plos One 2013; 8:e71398.
 10. Compréhension des besoins consommateurs - Etude qualitative 2015, 5 groupes de discussion - France & Etats-Unis - ~30 porteurs de verres progressifs haut de gamme. Test de concept quantitatif 2016 - France & Etats-Unis - n=1549 (France = 602 ; Etats-Unis = 927).
 11. Single-center study Eurosyn France (N = 42). OPTICIEN ENGAGÉ™, Varilux® X series™ et Essilor® Eyezen® sont des marques déposées de la société Essilor International - © Essilor International - RCS Créteil 439 769 654.

« Le verre ophtalmique est un produit extraordinaire. Il paraît simple, alors que c'est un concentré de technologies qui permet de corriger et de protéger la vue. »

Asile : le chemin escarpé des contestataires

Lors des débats sur le texte asile-immigration, les macronistes critiques se sont exprimés. Sans infléchir la ligne

Ne surtout pas manquer le scrutin. Il est presque 22 heures, jeudi 19 avril, et la députée La République en marche (LRM) du Bas-Rhin, Martine Wonner, rejoint à petites foulées son siège en haut de l'Hémicycle. L'Assemblée nationale vote alors l'un des amendements au projet de loi asile et immigration déposé par le groupe socialiste. La députée « marcheuse » pressera le bouton « pour », contrairement à ses collègues de la majorité.

Soutenir l'opposition sur certains votes est devenu l'une des dernières voies d'expression des députés LRM réfractaires au texte. Les débats sur ce projet de loi, qui a pour vocation principale de réduire les délais de traitement des demandes d'asile, se sont largement prolongés cette semaine. Dans ce contexte, une frange de macronistes qui s'opposent au texte a mené un combat discret, noyé dans les excès d'un débat principalement animé par la droite et l'extrême droite.

Loin d'une fronde systématique, ils ont avancé sur une ligne de crête, entre opposition franche et volonté de ne pas attaquer frontalement la majorité à laquelle ils appartiennent. Pas question pour eux de multiplier les prises de parole, comme l'ont fait leurs collègues du groupe Les Républicains (LR). « Allonger le débat pour quoi faire », balaye le député de la Vienne, Jean-Michel Clément. *Mes idées on les connaît, je n'ai pas besoin d'en rajouter une couche.* Pour ne pas trop entraver l'examen de ce texte, les opposants se sont organisés. Ils ont réduit de moitié le nombre d'amendements déposés. Parfois, ils ont même renoncé à prendre la parole.

« On a joué le jeu »

Jeudi soir, quatre d'entre eux ont accepté de ne pas s'exprimer lors de la discussion sur l'un des points les plus contestés du texte : la réduction des délais de recours après un refus de demande d'asile. Les débats s'éternisaient et il avait été demandé aux groupes de limiter le nombre de leurs orateurs. Les « marcheurs » se sont exécutés, avant de regretter tout de suite, voyant que les socialistes s'y refusaient. « On a joué le jeu, mais ça fait partie des frustrations », confie Delphine Bagarry, députée des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le groupe de LRM, au sein duquel le projet de loi a fait l'objet de vifs débats, le plus dur est passé. Le nombre des voix récalcitrantes a diminué. Certains comme Matthieu Orphelin (Maine-et-Loire), qui ont vivement négocié avec le



Martine Wonner (au micro) et Delphine Bagarry (à gauche), à l'Assemblée nationale, le 15 février. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

cabinet du ministre de l'intérieur pour amender le texte en commission, ont pris le parti de ne pas s'exprimer dans l'Hémicycle. Le nombre de signataires de certains amendements a fondu entre l'examen en commission et en séance publique. Entre-temps, Richard Ferrand, président du groupe, a menacé d'exclure ceux qui voteront contre lors d'une réunion le 10 avril. Un coup de pression qui a calmé certains velléitaires.

Par petites touches, néanmoins, la quinzaine de députés prenant la parole ont contribué à faire entendre une musique différente. A leur voix se sont jointes celles d'élus MoDem. Avec des mots durs, les centristes ont notamment critiqué le recours favorisé aux audiences vidéo à différents stades de la procédure et la réduction des délais de recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Un amendement prévoyant de supprimer cette mesure a été l'un des scrutins les plus serrés, rejeté de vingt voix seule-

ment. L'ensemble des députés MoDem présents ont voté pour, de même que l'ensemble des élus de gauche et 15 LRM. Une opposition stérile. Soutenu par la grande majorité des macronistes, le gouvernement fait avancer son texte sans devoir vraiment le modifier.

Dans ce contexte, la majorité a réussi la plupart du temps à éviter que le ton monte entre députés du même groupe. Les députés favorables au texte n'ont eu de cesse de défendre un texte « équilibré ». Gérard Collomb a, lui, oscillé entre un ton conciliant et quelques mots secs. « *Lorsqu'on est ministre de l'intérieur, on est conscient de ses responsabilités, tous les jours* », a-t-il rétorqué à Florence Granjus, députée LRM des Yvelines, qui s'était inquiétée du risque de voir la CNDA submergée de dossiers.

Au final, le texte a marginalement évolué. Les macronistes les plus critiques espéraient encore deux avancées : un aménagement du délit de solidarité et la possibilité pour les demandeurs d'asile

Pour ne pas trop entraver l'examen du texte, les opposants ont parfois renoncé à prendre la parole

de travailler dès six mois après le dépôt de leur demande. Dans la semaine, ils ont aussi appris la création d'un groupe de travail pour préparer une proposition de loi sur la rétention des mineurs. Un grand nombre de députés LRM – au-delà des contestataires – souhaitaient introduire son interdiction dans le texte mais le ministre s'y est refusé. Le traitement de cette question est repoussé de plusieurs mois.

Delphine Bagarry veut pourtant voir la victoire ailleurs. « *On a fait s'interroger le groupe* », se félicite-

elle. Les contestataires se sont fait entendre au-delà du Palais-Bourbon. Toute la semaine, ils ont multiplié les interventions dans les médias, publié des tribunes, au point d'agacer leurs collègues. « *OK, il n'y a que les dingues ici* », glissait lundi 16 avril une élue LRM, voyant ses collègues répondre aux caméras. Vendredi 20 avril, à la presse qui interrogeait Delphine Bagarry, Richard Ferrand prodiguait ce conseil piquant : « *Ecoutez bien M^{me} Bagarry, elle ne représente qu'elle-même, mais c'est précieux.* »

Plutôt que de divergences, le patron des « marcheurs » préfère parler de « *sincérités divergentes* ». « *Ce sont des gens estimables qui ne s'expriment pas avec la volonté de nuire à la majorité* », estime-t-il. Interrogé par BFM-TV et *Mediapart*, dimanche 15 avril au soir, Emmanuel Macron a dit que les discussions étaient « *légitimes* » et les députés LRM « *libres* ». Certains y ont vu un encouragement. « *Parce que le président de la Répu-*

blique a voulu rassembler des personnes venues de tous horizons politiques, on a d'autant plus besoin que des sensibilités s'expriment! », estime Stella Dupont, députée du Maine-et-Loire.

Richard Ferrand continue, lui, à vouloir appliquer strictement le règlement intérieur du groupe. « *S'abstenir est un péché véniel, voter contre ce soit un péché mortel* », maintient-il. Combien oseront, au moment du vote, risquer l'exclusion ? Pour l'heure, un seul député affirme clairement qu'il s'exécute : Jean-Michel Clément, mal à l'aise depuis le début de la législature au sein du groupe LRM. Ses collègues sont plus mesurés. Mercredi soir, le petit groupe d'opposants a convié M. Ferrand à un dîner pour réexpliquer une dernière fois sa démarche. Le chef de file des « marcheurs » leur a redit qu'il « *prendrait ses dispositions* » à l'issue du texte, sans expliciter. « *Il est resté dans le vague et nous aussi* », confie Delphine Bagarry. ■

MANON RESCAN

Le délit de solidarité pourrait être « adapté »

De plus en plus souvent, la justice choisit des motifs détournés pour poursuivre les personnes qui viennent en aide aux migrants

La solidarité est-elle un délit ? Le sujet revient régulièrement sur le devant de la scène au gré des interpellations ou des condamnations. Des « délinquants solidaires », comme ils se sont rebaptisés, sont devenus emblématiques. Cédric Herrou, le paysan de la Roya, placé plusieurs fois en garde à vue au nom de l'article L. 622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda), en est la meilleure illustration. Rebaptisé « délit de solidarité », ce texte stipule que « *toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une*

amende de 30 000 euros ». Dimanche 15 avril, lors de son entretien télévisé, le chef de l'Etat a souhaité voir modifier ce texte, qui devait être discuté au cours du week-end dans le cadre de l'examen de la loi asile et migration à l'Assemblée. Emmanuel Macron estime qu'« *ily a des femmes et des hommes qui parfois sauvent des vies* », « *qui font preuve d'humanité* » et dans leur cas il se dit favorable à l'idée de « *l'adapter* » pour tenir compte de « *ce geste d'humanité* ». Il n'est pas le premier, puisque si l'article a subi des réécritures depuis son entrée dans l'arsenal législatif en mai 1938, sa dernière version datée de décembre 2012 a été élaborée dans cet état d'esprit. A l'époque, le législateur souhaitait que les pour-

suites soient limitées à ceux qui demandent une contrepartie à leur aide. Les restrictions ajoutées n'ont pourtant pas empêché la multiplication de l'usage de ce texte depuis 2014 contre des associatifs et des personnes n'ayant pas bénéficié de contreparties. Sans compter que la justice choisit de plus en plus souvent des motifs détournés pour poursuivre ces soutiens.

« Climat d'intimidation »

L'Auberge des migrants, une des principales associations d'aide du Calais, affirme en faire régulièrement l'expérience. Ainsi, son président, Christian Salomé, vient d'être auditionné mi-avril à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), sur

demande du procureur, pour une avance d'argent faite depuis son compte personnel... Sa « *deuxième audition sur les comptes de l'Auberge* », commente cet habitué des ennuis qui a par ailleurs passé sa matinée du 26 mars au commissariat de Calais, interrogé pour « *délit d'installation en réunion sur le terrain d'autrui* ». « *Trois jours plus tôt, deux bénévoles de l'association avaient distribué des tentes après que la police eut démantelé un rudiment de campement* », rappelle Loan Torondel, un jeune salarié de L'Auberge, convoqué pour le même motif, et non au titre de l'article de l'article L. 622-1 du Ceseda.

Outre des « *dizaines de contrôle d'identité* » auxquels il s'est toujours plié, le jeune homme de

21 ans arrivé en stage à Calais, après ses deux années de classe préparatoire en maths, est convoqué, lui, en justice le 29 mai à Boulogne-sur-Mer. M. Torondel devra répondre d'un Tweet posté le 1^{er} janvier 2018, montrant deux policiers près d'un migrant assis. Outre la mention « *policier prenant la couverture d'un migrant* », la réalité de ce moment hivernal était rappelée sous forme d'un dialogue fictif : « *Mais il fait 2°!* », était-il écrit, suivi d'un « *Peut-être mais nous sommes la nation française monsieur* » ; expression dans la droite ligne des milliers de Tweet ayant repris cette partie des vœux télévisés du chef de l'Etat, la veille, rappelant que malgré nos « *doutes* », « *nous sommes la nation française* ». Pour

William Bourdon, son avocat, « *cette poursuite s'inscrit bien évidemment dans la spirale de la criminalisation de ceux qui manifestent leur solidarité sous quelque forme que ce soit envers les migrants. Elle est malheureusement symptomatique du climat d'intimidation inacceptable que les pouvoirs publics veulent faire régner* ».

M^e Bourdon estime que pour dissuader d'aider, « *on n'hésite plus à mobiliser des infractions qui poursuivent habituellement d'autres finalités et qui précisément sont gouvernées par le droit à la liberté d'expression* ». Des faits qui tendent à minimiser l'avancée législative sur laquelle vont pourtant se battre quelques députés. ■

MARYLINE BAUMARD

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

NE PÉNALISEZ PAS LES HÔPITAUX PRIVÉS À BUT NON LUCRATIF, UN MODÈLE PERFORMANT DÉSORMAIS FRAGILISÉ

Modèle dominant dans la plupart des pays industrialisés, l'hôpital privé à but non lucratif joue dans le paysage hospitalier français un rôle important et historique aux côtés des hôpitaux publics et des cliniques privées.

Les atouts de ce modèle ont été si souvent mis en avant que nous aurions pu nous attendre à ce que la réforme du système de santé s'en inspire.

Il n'en est rien. **Le gouvernement nous impose pour l'année 2018 une baisse de 2,7% des tarifs qui financent notre activité, baisse très nettement supérieure à celles que subissent les établissements publics (-1,2%) et les cliniques privées (-0,9%).**

Il crée pour le futur de nos établissements les bases de tarifs significativement et durablement plus bas que ceux du secteur public, alors que nous supportons du fait de notre statut des charges sociales plus lourdes. En même temps, certains d'entre nous sont en bute à des attaques sur la présence des hospitalo-universitaires au sein de leurs corps médicaux.

Ces décisions sont difficilement compréhensibles au regard du rôle majeur que jouent nos hôpitaux dans l'offre de soins hospitaliers de leurs régions où ils sont considérés comme des références. Elles heurtent tous les acteurs investis dans ces établissements ainsi que les Fondations, Mutuelles et les Associations qui les soutiennent. Nos patients ne manqueront pas de s'inquiéter du maintien, dans ces conditions, de la qualité de service à laquelle ils sont habitués.

Quelques vérités incontestables mais trop souvent négligées doivent être rappelées au sujet des hôpitaux privés à but non lucratif :

- Nos établissements, le plus souvent créés par des Fondations reconnues d'utilité publique par des Mutuelles ou par des Associations ne développent aucune activité commerciale et ont pour seul but de contribuer au progrès de la Santé Publique, dont ils ont été les pionniers, bien avant la création de la Sécurité Sociale. Ils se distinguent par une approche des soins profondément humaniste, au sein d'établissements eux-mêmes à taille humaine.
- Nos établissements sont pleinement acteurs du Service Public et en supportent toutes les obligations : accueil de tous les patients sans discrimination, continuité des soins, formation des jeunes professionnels, recherche...
- Nos établissements, en sus des contraintes du Service Public, sont les seuls en France à avoir inscrit dans leurs valeurs l'absence de reste à charge pour le patient.
- Nos établissements allient, au respect d'obligations identiques à celles de l'hôpital public, la souplesse et la rigueur de gestion du privé. Ils ont maintes fois montré leur capacité et leur rapidité d'adaptation à l'évolution des besoins de santé de la population. En dépit de charges sociales plus lourdes et de la nécessité de financer seuls leurs investissements, ils ont démontré qu'ils arrivaient jusqu'ici à s'équilibrer avec des tarifs identiques à ceux du secteur public.

Qu'on ne s'y méprenne pas : ce n'est en aucun cas la régulation du système de santé que nous mettons en cause. Nous saluons et même encourageons la priorité mise par le gouvernement sur la résolution des difficultés du système de santé français et de la crise de l'hôpital public.

En revanche nous dénonçons le choix de pénaliser nos hôpitaux, qui, si les décisions prises étaient maintenues, seraient désormais confrontés à une équation impossible : celle de supporter les obligations de service public les plus contraignantes, et les charges sociales les plus élevées, avec les tarifs les plus bas.

Ces décisions vont à l'encontre de la volonté affichée par le Président de la République de moderniser les structures du pays. Nous pensons que le modèle des hôpitaux privés à but non lucratif devrait être montré en exemple plutôt que pris pour cible.

Monsieur le Premier ministre, nous en appelons à votre sens de l'équité, et nous vous demandons de mettre un terme à ces décisions injustes, première étape d'une discussion plus large sur la place de l'hospitalisation privée à but non lucratif en France.

Nous, Présidents des Fédérations des établissements à but non lucratif



Antoine DUBOUT
Président



Thierry BEAUDET
Président

Nous, Présidents des conseils d'administration bénévoles des fondations, associations et mutuelles, et Présidents des Commissions Médicales d'Etablissement qui portons le modèle des hôpitaux privés à but non lucratif.

Groupement des hopitaux de l'Institut Catholique De Lille

Jacques Richir / Président
Dr. Amélie Lansiaux / Présidente CME

Hôpital Foch

Jean-Paul Vermès / Président
Dr. Brigitte Bonan / Présidente CME

Groupe Hospitalier Paris Saint-Joseph

Georges-Christian Chazot / Président
Dr. Pascal Priollet / Président CME

Hôpital Saint Joseph Marseille

Antoine Dubout / Président
Dr. Nicolas Valerio / Président CME

Groupe Mutualiste Hospitalier Grand Ouest

Joseph Deniaud / Président
Dr. Isabelle Vrignaud / Présidente CME

Groupe AHNAC

Dominique Diago / Présidente
Dr. Gilbert Lacroix / Président CME

Hôpitaux privés de Metz

Pierre Batsch / Président
Dr. Jacques Mariot / Président CME

Institut Mutualiste Montsouris

Daniel Havis / Président
Dr. Marc Beaussier / Président CME

Fondation Adolphe de Rothschild

Benjamin de Rothschild / Président
Dr. Jean-Michel Devys / Président CME

Groupe Diaconesses Croix St Simon

Jérôme Brunel / Président
Dr. Thierry Harvey / Président CME

Groupe Hospitalier Mutualiste de Grenoble

Christian Jarry / Président
Dr. Stéphane Vinzio / Président CME

Centre Hospitalier Saint Joseph Saint Luc Lyon

Michel Greco / Président
Dr. Emmanuel Villar / Président CME

Hôpital Marie Lannelongue

Henri Lachmann / Président
Pr. Elie Fadel / Président CME

Fondation Maison de Santé Protestante de Bordeaux - Bagatelle

Gabriel Marly / Président du Conseil d'Administration
François Gateau / Président de la commission «Finance et Audit»
Dr. Pascal Paravis / Président CME

Groupe RESAMUT - UMGEGL

Jean-Christophe Baudin / Président
Antoine Catinchi / Directeur Général

Hôpital Saint Camille

Emmanuel Duret / Président
Dr. Véronique Collot / Présidente CME

Groupe Pavillon de la Mutualité - Mutualité Française de Gironde

René Martin / Président
Dr. Francis Dumas / Président CME

Hôpital Européen de Marseille - Fondation Ambroise Paré

Jean-Luc Dalmas / Directeur Général
Dr. Hervé Pegliasco / Président CME

Fondation de la Maison du diaconat de Mulhouse

Jean Widmaier / Président
Diego Calabro / Directeur Général

Institut Hospitalier Franco-Britannique

Patrick Leclercq / Président
Dr. Sylvie Plassard / Présidente CME

Groupe Hospitalier HSTV

Soeur Marie-José Villain / Présidente
Dr. Anne-Sophie Rouxel / Présidente CME

Lenval Hôpital pour Enfants

Philippe Pradal / Président
Dr. François de la Brière / Président CME

Centre Hospitalier de Bligny

Jean-Noël Mirabaud / Président
Dr. Jean-Baptiste Méric / Président CME

Hôpital Joseph Ducuing

Eric Fallet / Directeur
Dr. Gérard Giordano / Membre CME

Groupe Mutualiste EOV

René Game / Président
Rémi Bouvier / Directeur Général

Infirmierie Protestante de Lyon

Hugues Labrosse / Président
Dr. Olivier Raspado / Président de CME

Groenland

En attendant l'indépendance

Les élections législatives du 24 avril, dans ce territoire grand comme quatre fois la France, mais comptant seulement 55 800 habitants, devraient donner le départ au processus menant à une souveraineté vis-à-vis du Danemark. La participation inédite de sept partis souligne l'importance de l'enjeu, à l'heure où la société groenlandaise est traversée par de profondes divisions

NUUK (GROENLAND) - envoyé spécial

Entre la fin de l'été et le début du printemps, les aurores boréales ne sont pas rares sous les latitudes arctiques. Ces lumières du Nord ont aussi inspiré le nom du concert pop-folk Nordic Blue Lights, auquel ont assisté, lundi 26 mars, 400 personnes au centre culturel Katuaq de Nuuk. Un bâtiment de verre et de bois, dont la forme imite celle d'une aurore boréale. A l'échelle de la capitale du Groenland, qui compte 18 000 habitants, la soirée musicale est un événement. A travers ces ballades en groenlandais et en anglais d'un compositeur local populaire, « il était essentiel de montrer ce que peut permettre l'unité d'un peuple », selon la chef de chœur Bente Colding-Jorgensen.

Cette parenthèse d'harmonie collective intervient dans un contexte de profondes divisions politiques et sociales au sein du territoire autonome, partie intégrante du royaume du Danemark depuis l'arrivée des premiers colons évangélistes à Nuuk, en 1721. Mardi 24 avril, quelque 40 000 électeurs sont appelés aux urnes pour élire les 31 députés de l'Inatsisartut, le Parlement groenlandais. Ce rendez-vous quadriennal voit cette fois s'affronter pas moins de sept partis : un record sur la deuxième plus grande île de la planète, terre de glace d'une superficie équivalente à quatre fois la France, et où ne vivent que 55 800 habitants.

Pour nombre d'observateurs, la fragmentation en petites chapelles des deux grands partis traditionnels, Siumut (« en avant », social-démocrate rural) et Inuit Ataqatigiit (« communauté inuite », socialiste-écologiste urbain et donné gagnant du scrutin), est le symptôme de la fièvre générale à l'heure d'aborder concrètement la question-clé du débat public groenlandais. Celle de l'indépendance par rapport au Danemark, et des moyens pour l'obtenir.

« Le spectre politique s'est considérablement élargi », se réjouit l'ex-ministre du travail, de l'industrie, du commerce, de l'énergie et des affaires étrangères Vittus Qujaukitsoq. Candidat aux législatives, cet homme replet de 46 ans a quitté Siumut pour lancer son propre parti, Nunatta Qitornai (« nos descendants »), en septembre 2017, quelques mois après une démission fracassante de son « mégaministère ». Au nom du gouverne-

ment mais sans l'accord du premier ministre groenlandais Kim Kielsen, il avait déposé, en avril 2017, une plainte contre le Danemark auprès des Nations unies. Motif : Copenhague aurait négligé la pollution nucléaire engendrée par la présence militaire des Etats-Unis, son allié, sur le site de Thulé, dans le nord-ouest du Groenland. Elle fut retirée par le gouvernement quelques mois après.

En janvier 1968, un B-52 s'était en effet écrasé dans l'océan Arctique. Il transportait quatre bombes à hydrogène, dont trois se sont pulvérisées. Sans occasionner de détonation atomique, l'accident n'a pas été sans conséquences, provoquant des maladies parfois mortelles liées aux radiations chez les travailleurs inuits réquisitionnés pour le programme de nettoyage.

Devenue aujourd'hui une enclave de l'armée américaine où vivent près de 600 personnes, la base aérienne de Thulé, située à une centaine de kilomètres du premier village, présente un important intérêt stratégique : depuis la guerre froide, elle abrite un système de détection radar et satellitaire qui participe du bouclier antimissile américain.

« SARAH PALIN » LOCALE

Dans son appartement situé sur les hauteurs de la capitale, en contrebas de Store Malene, deuxième plus haut sommet de Nuuk, Vittus Qujaukitsoq ne boude pas son plaisir lorsqu'il montre à ses visiteurs les photos accrochées aux murs de son salon. On le voit posant fièrement avec le dalaï-lama, avec l'ancien secrétaire d'Etat américain John Kerry ou avec Laurent Fabius – « mon ami », plastronne-t-il –, à l'époque où le ministre des affaires étrangères français présidait la COP21, qui déboucha sur l'accord de Paris sur le climat, entré en vigueur le 4 novembre 2016.

Pour ces législatives, le Groenlandais a décidé de s'allier à Aleqa Hammond, ancienne première ministre de 2013 à 2014. Personnalité haute en couleur et clivante, celle-ci avait dû quitter son poste à la suite d'accusations de détournement de fonds publics. Certains n'hésitent pas à l'affubler du surnom de « Sarah Palin du Groenland ». Il faut dire que, outre un goût immodéré pour la mise en scène, elle a en commun avec l'ancienne gouverneure républicaine de l'Alaska, candidate malheureuse à la vice-présidence des Etats-Unis en 2008, une rhétorique populiste exacerbée. Aleqa Hammond est aujourd'hui l'une des deux députées représentant le

« C'EST UN TERRITOIRE AUX PROBLÉMATIQUES STRATÉGIQUES CONSIDÉRABLES, BOURRÉ DE POTENTIALS, MAIS QUI RESTE GÉRÉ COMME UN VILLAGE »

MIKAA MERED
professeur de géopolitique

Groenland au Parlement danois, le Folketing. Aucune règle constitutionnelle ne lui interdit de cumuler cette fonction avec un mandat de parlementaire à Nuuk – dans le cas, bien sûr, où elle serait élue le 24 avril.

Dans le salon de sa maison, aux murs couverts de peintures et d'objets d'art inuit, l'élégante femme de 52 ans se rêve en leadeuse charismatique : « Ce pays a besoin de quelqu'un de transgressif, qui parle sans crainte des vrais problèmes. » Elle évoque la période pendant laquelle elle était première ministre par un « quand j'étais présidente... ». « Je veux voir l'indépendance de mon vivant, assène-t-elle. Je ne peux imaginer un jour plus beau. » Pas de doute, les accents populistes d'une colistière de cette trempe offrent un coup de projecteur inespéré au nouveau petit parti Nunatta Qitornai. Et même si la formation est créditée de 3,6 % des voix, dans un sondage publié le 20 avril pour le quotidien *Sermitsiaq* et la radiotélévision publique KNR, l'ex-première ministre pourrait bien être la faiseuse de roi de cette élection où les deux principaux partis sont au coude-à-coude.

A l'issue du vote du 24 avril, le gouvernement, désigné par la coalition majoritaire, donnera le tempo du calendrier menant, à plus ou moins long terme, à l'indépendance. Car la chose est entendue pour six des sept partis en lice : la souveraineté vis-à-vis de la couronne danoise est le but ultime. Sur les réseaux sociaux, en particulier sur Facebook, le sujet divise. Au point que chaque formation y joue la surenchère pour exister. Les divergences sont nombreuses, notamment sur le calendrier pour atteindre l'indépendance : « Objectif 2021 », « d'ici huit à dix ans » ou « une à deux générations »...

Une seule formation, le Samarbejdspartiet (« Parti de la coopération »), apparu au début du mois de mars, s'est prononcée en faveur d'un renforcement de la relation avec la métropole danoise et contre l'indépendance. Mais elle est minoritaire (2,9 % des intentions de vote). « Dans les rangs du personnel politique, tout le monde ou presque s'accorde sur le fait que l'indépendance est nécessaire, résume Thomas Munk Veirum, journaliste politique pour KNR. Encore faut-il se mettre d'accord sur la manière dont on l'atteint. »

Colonie danoise pendant près de deux siècles, le Groenland forme depuis 1953 la troisième entité de la Communauté du royaume danois, aux côtés du territoire métropolitain et des îles Féroé. Il bénéficie aujourd'hui du

titre de « pays constitutif ». « En pratique, cela signifie que les Groenlandais ou les Féringiens jouissent des mêmes privilèges que les citoyens danois et, donc, européens », explique Bo Lidegaard, analyste politique et ancien rédacteur en chef du quotidien danois *Politiken*. Un paradoxe puisque le Groenland s'est retiré en 1985, à la suite d'un référendum, de ce qui n'était encore que la Communauté économique européenne, contrairement au Danemark métropolitain.

Le statut d'autonomie dont jouit l'île est le fruit d'un long processus. Première grande étape : l'entrée en vigueur, en 1979, d'une loi d'autonomie interne (*hjemmestyre*, en danois). Adoptée par référendum, elle a permis la création d'un Parlement et ouvert la voie à la formation d'un gouvernement. Le tout accompagné « d'un transfert de pouvoirs législatifs et judiciaires dans un grand nombre de domaines : gestion interne, impôts, questions économiques, pêche, chasse, élevage, éducation et culture, environnement, immobilier, religion... », comme l'explique Nathalie Blanc-Noël, maîtresse de conférences en science politique à Bordeaux-Université, dans un article publié dans *La Documentation française* en 2010.

Deuxième étape-clé dans la marche du Groenland vers l'indépendance : le 21 juin 2009, jour de la fête nationale, la loi d'autonomie renforcée (*selvstyre*), adoptée elle aussi par référendum, entre en vigueur. Parmi la trentaine de compétences qui lui sont dévolues figure la gestion des ressources – indispensable pour assurer la viabilité économique du territoire.

MINE DE RUBIS ET DÉPENDANCE

En plus de conférer au groenlandais le statut de langue officielle unique (dans les faits, le danois est encore majoritairement utilisé au quotidien ou dans l'administration), le texte garantit également le droit à l'autodétermination. « Depuis 2009, la posture du Danemark est la même : il revient au Groenland, et au Groenland seul, de décider de son avenir », précise Bo Lidegaard. L'indépendance n'a donc jamais été aussi proche. En théorie, tout au moins. « Il n'y a aucun doute sur le fait que le Danemark acceptera l'indépendance d'un point de vue formel, ajoute Ulrik Pram Gad, enseignant associé à l'Institut pour la culture et les études globales de l'université d'Aalborg. Mais si le Groenland accède à la souveraineté, il est évident que Copenhague mettra fin à sa contribution financière. »

Une « contribution » qui est tout sauf symbolique : chaque année, le royaume verse 3,9 milliards de couronnes danoises de subventions, l'équivalent de 500 millions d'euros. Soit une somme représentant plus de la moitié du budget du gouvernement groenlandais. Sans compter le fait que les affaires étrangères, la défense et la police sont encore, dans les faits, un domaine réservé du pouvoir central danois. L'aide de Copenhague est donc encore essentielle à la viabilité de l'île, dont 90 % des exportations sont liées à la pêche.

La nécessité de compenser une telle enveloppe n'est pas apparue dans les discours des femmes et des hommes politiques que nous avons rencontrés. « C'est un territoire aux problématiques stratégiques considérables, bourré de potentiels, mais qui reste géré comme un village, sans vision globale, tranche Mikaa Mered, professeur de géopolitique arctique à l'Institut libre d'études des relations internationales (Ileri), à Paris. Les élites sont impressionnables. Les talents qui essaient de percer sont peu audibles et abandonnent rapidement la vie politique. »

Né d'une scission avec Siumut en 2014, Partii Naleraq (crédité de 11,1 % des voix) est la formation la plus déterminée à régler rapidement la question. A l'occasion du précédent scrutin, Hans Enoksen, fondateur du parti et premier ministre de 2002 à 2009, avait déjà proposé l'indépendance pour 2021, soit trois cents ans exactement après la première arrivée des missionnaires luthériens à Nuuk et le début de la colonisation. « On nous soupçonne que c'est impossible, qu'on ne peut pas se le permettre, pourtant, la croissance est forte », estime Qarsoq Hoegh-Dam, conseiller politique



Ci-contre, la candidate du parti Nunatta Qitornai Aleqa Hammond, photographiée durant son bref mandat de première ministre en 2014. Ci-dessous, le village de Gardar, qui était autrefois l'un des plus importants camps vikings au Groenland.

CIRIL JAZBEC

mut et Inuit Ataqatigiit, affichent une posture similaire : tout en martelant que l'indépendance est atteignable d'ici une à deux générations, ils préfèrent s'attaquer aux fléaux de la société groenlandaise. A commencer par l'alcoolisme et la dépression. Sans oublier les violences, sexuelles ou physiques, qu'aurait subies un grand nombre de jeunes. Un rapport gouvernemental publié en mars 2016 estimait ainsi que « 5 000 enfants souffr[ai]ent de harcèlement scolaire ou de solitude » et « un nombre significatif de mineurs ont été victimes d'agressions sexuelles ou ont été négligés par des parents alcooliques ». Le territoire affiche par ailleurs le taux de suicide par habitant le plus élevé au monde, 73 pour 100 000 habitants en 2017.

« Avant toute chose, il nous faut penser nos plaies », juge Paninnguaq Tarrak-Petrussen, candidate aux législatives pour Siumut. Agée de 28 ans, la jeune femme revient de loin : alcoolique à 15 ans, elle a fait deux tentatives de suicide avant de suivre un programme de désintoxication. Pour elle, « toute une frange de la jeunesse est oubliée, rendue invisible ». L'indépendance maintenant ? « Ce serait irresponsable, nous devons d'abord retrouver le sens de la communauté. »

LE GRAND FLOU

Même préoccupation dans les rangs d'Inuit Ataqatigiit, le fragile favori des élections. Comme Siumut, le parti a fait des problèmes sociaux et de l'éducation ses priorités. « Nous manquons de gens diplômés, de professeurs, de médecins, de chercheurs... Autant de forces vives qui pourraient rapporter de l'argent », détaille la candidate Nikoline Ziemer. Pour cette biologiste, « la réussite scolaire » et la création de programmes à destination des parents sont des clés qui permettront de mettre en place « un système qui, pour l'heure, ne marche pas ». Les problèmes intérieurs ne sont pas le seul obstacle à l'indépendance. Que pèsera un Groenland souverain, mais dépourvu de forces armées, dans une géopolitique arctique en pleine mutation ? La Chine, les Etats-Unis, le Canada, la Norvège... et la France multiplient en effet les prises de position stratégiques dans ce nouvel espace de l'économie globalisée que la fonte des glaces rend plus accessible. Avec la construction d'infrastructures, ainsi qu'avec l'augmentation des patrouilles ou des exercices de surface, sous-marins, terrestres et aériens, la zone arctique connaît un regain de présence militaire de l'OTAN, de la Russie et même de la Chine.

A Nuuk, c'est le grand flou. « Le pays dépend encore énormément du Danemark, alors il doit diversifier ses dépendances grâce à des accords de libre-échange pour gagner en indépendance », pense Ulrik Pram Gad, de l'université d'Aalborg. L'anti-indépendantiste Tillie Martinussen, fondatrice du Samarbejdspartiet, prône la réintégration complète de l'île à l'Europe et une relation d'« interdépendance » avec Copenhague. « D'un point de vue scientifique, culturel, stratégique et historique, c'est déjà le cas », commente l'analyste politique Bo Lidegaard.

Au vu de la présence militaire américaine sur la base de Thulé, le scénario le plus crédible serait que le territoire reste dans la sphère d'influence des Etats-Unis, l'allié historique, et dans l'OTAN, où il siègerait en tant qu'Etat souverain. Mais l'indépendance suppose des financements, qui aujourd'hui sont davantage consentis par des investisseurs chinois. Ce hiatus, Tillie Martinussen en fait un argument en faveur du maintien de l'île dans la Communauté du royaume danois. « Pékin, qui lorgne nos terres rares [la Chine détient les plus importantes ressources de ces métaux], n'est pas connu pour être le plus fervent défenseur des droits humains, ironise la candidate. C'est une superpuissance, et nous respectons cela, mais ce n'est vraiment pas une bonne idée de s'en rapprocher. » Reste que Pékin œuvre et manœuvre pour un rapprochement avec Nuuk. L'intérêt manifesté ces derniers mois par de nombreuses entreprises chinoises dans les projets d'agrandissement de trois aéroports groenlandais n'est pas passé inaperçu. ■

ALEXIS DUVAL



de la formation. Le produit intérieur brut (2,1 milliards d'euros en 2016) a certes doublé entre 2000 et 2015, mais connaît un ralentissement considérable depuis 2013. De ce point de vue, l'objectif de 2021 ressemble à de l'utopie. « Je n'irai pas jusqu'à dire que cette option est ridicule, mais... », réagit le leader de Nunatta Qitornai, Vittus Qujaukitsoq. Selon lui, la contribution danoise pourrait être compensée en augmentant les quotas de pêche, « et en exigeant un bail de la part des Etats-Unis en échange de leur présence militaire, ajouté-t-il avec aplomb. Il faut que ce soit Nuuk qui négocie avec l'allié américain, pas Copenhague ».

Pour financer sa souveraineté, les potentialités du Groenland en matière d'extractions pétrolière et minière font l'objet de toutes les conjectures. « La richesse du sous-sol de l'Arctique suscite de grands espoirs économiques et politiques », résume Marine Duc, doctorante en géographie à l'université de Bordeaux-Montaigne, dans un article paru dans la revue *Géococonfluences* en novembre 2017.

Pour l'heure, cependant, seule une mine de rubis est en activité. Il existe aussi des projets

« NOUS MANQUONS DE GENS DIPLÔMÉS, DE PROFESSEURS, DE MÉDECINS, DE CHERCHEURS... QUI POURRAIENT RAPPORTER DE L'ARGENT »

NIKOLINE ZIEMER
candidate du parti
Inuit Ataqatigiit

d'exploration, notamment à Kuannersuit, censé regorger d'uranium et de terres rares – ces métaux indispensables à la fabrication de produits de haute technologie. Des ressources qui ne manquent pas d'attiser l'appétit des investisseurs internationaux : Chine, Etats-Unis, Canada, Japon, Corée du Sud, Australie... les mains tendues se multiplient. Mais les conditions extrêmes du climat sous les latitudes arctiques, la fragilité des infrastructures techniques et bancaires ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée compliquent l'exploitation. Ce qui incite la doctorante Marine Duc à parler « d'extractivisme sans extraction ». En résumé, le gouvernement affiche sa volonté de tirer profit de ses mines tant politiquement qu'économiquement, alors qu'il n'en dégage pour l'heure que très peu de revenus.

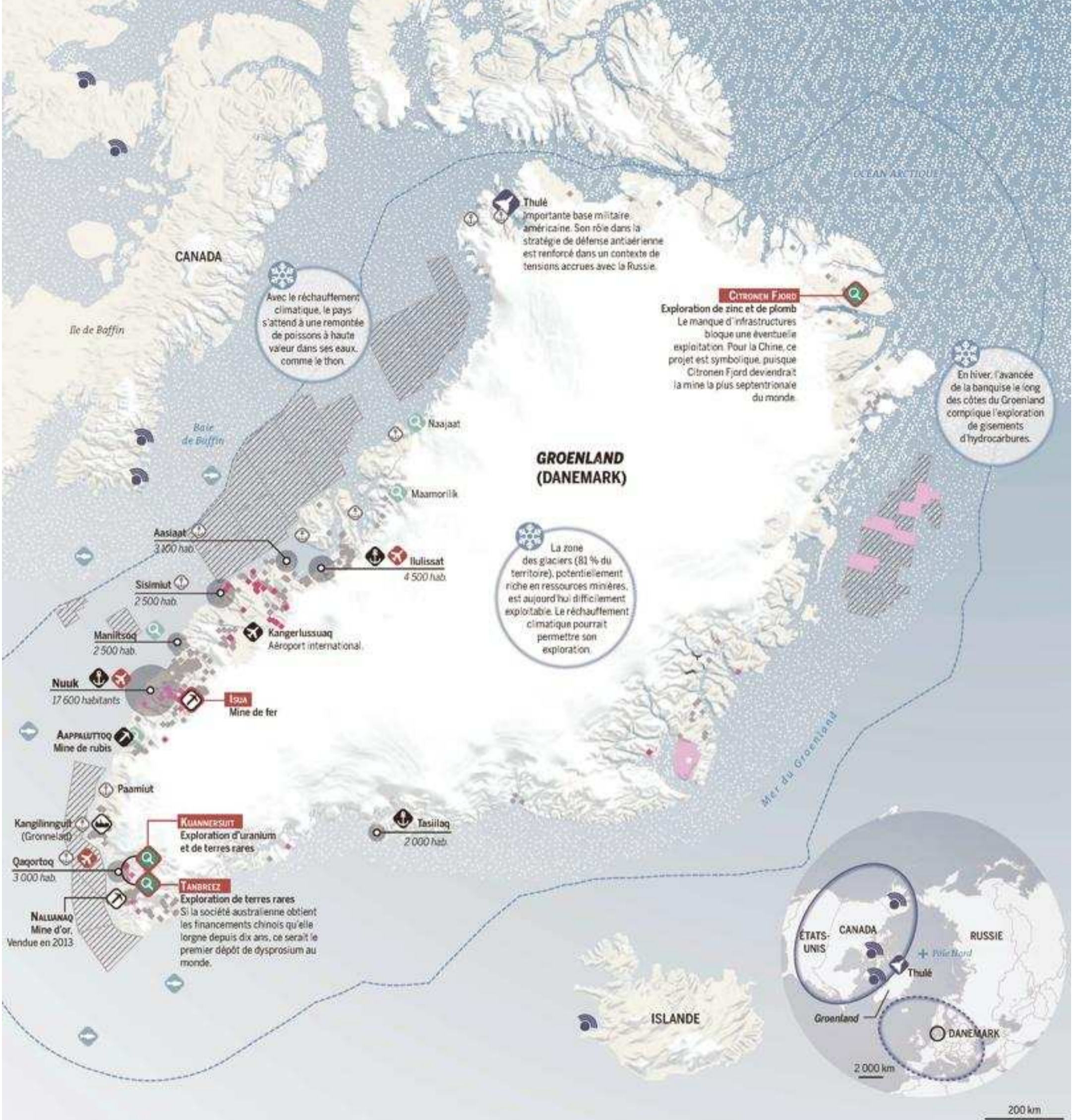
Dès lors qu'on cherche à aborder concrètement la question de l'indépendance sur le plan économique, on se heurte à une forme d'amateurisme. « Aucun des partis en lice n'est aujourd'hui armé pour gérer l'indépendance ou des projets d'extraction minérale massifs,

déplore le professeur de géopolitique Mikaa Mered. A ce jour, personne n'a encore établi de scénario chiffré sérieux, ni même une vague évaluation, montrant que l'indépendance est finançable à court ou long terme. » Or, la question est pourtant au cœur de l'enjeu, comme l'a montré un sondage publié en 2017 : 78 % des Groenlandais se prononcent contre la déclaration de l'indépendance si celle-ci conduisait à une baisse de leur niveau de vie.

Le premier ministre sortant, Kim Kielsen, a beau avoir créé, fin 2016, un portefeuille spécialement consacré à la question, la démarche tenait surtout de l'affichage politique. La ministre de l'indépendance et des affaires étrangères, Suka Frederiksen, qui n'a pas donné suite aux sollicitations du *Monde*, présente un bilan décevant eu égard aux ambitions initiales. Ce qui a permis à l'opposition d'avancer promesses farfelues et déclarations incantatoires. Mais ces dernières dissimulent mal l'impréparation d'une élite qui ne semble pas vouloir assumer les conséquences de la souveraineté. Sans le dire formellement, les deux principaux partis, Siu-

Les ressources convoitées du Groenland

Pour financer leur souveraineté, les indépendantistes misent sur les richesses minérales, qui intéressent la Chine au premier chef



PENDANT QUE LE GROENLAND FANTASME L'EXPLOITATION DE SES RESSOURCES...

- D'importantes ressources estimées**
 - Terres rares (deuxièmes réserves derrière la Chine)
 - Uranium
 - Autres métaux
 - Zone d'exploration d'hydrocarbures
 - Ressources halieutiques (90% des exportations)
 - Zone économique exclusive
 - Ressources potentielles liées au réchauffement climatique
- Une exploitation difficile**
 - Mine en activité commerciale
 - Champ d'exploration d'hydrocarbures abandonné
 - Licences dont le propriétaire a eu des difficultés financières ou a fait faillite
- Des obstacles géographiques et des infrastructures insuffisantes**
 - Glaciers
 - Limite de la banquise
 - en été (septembre 2017)
 - en hiver (janvier 2018)
 - Villes principales (68% de la population)
 - Aéroport international
 - Principal port
 - Port secondaire (partiellement fermé au cours de l'année)

... LES AUTRES PUISSANCES PLACENT LEURS PIONS

- Une forte dépendance vis-à-vis du Danemark**
 - Plus de 50% des revenus du gouvernement groenlandais sont versés par le Danemark sous forme de subventions annuelles (25% du PIB).
 - Ancienne base navale américaine, visée par une opération chinoise de rachat stoppée par le Danemark en 2016
 - Des investisseurs étrangers**
 - Reprise potentielle de licences d'exploration ou d'exploitation par la Chine
 - Projet d'investissements chinois dans l'agrandissement d'aéroports secondaires
 - Investissements dans le secteur minier (licence d'exploration)
 - Canada
 - Australie
 - Un pilier stratégique pour la défense nord-américaine**
 - Système de défense anti-aérien nord-américain (Norad)
 - Ligne de défense aérienne de l'OTAN protégeant l'Union européenne
 - Base aérienne américaine au Groenland
- Cartographie : Audrey Delaporte et Véronique Malécot
Carte réalisée avec l'aide de Mikaa Mered, professeur d'économie et géopolitique des mondes arctiques et antarctiques à l'institut libre d'étude des relations internationales (Iler)
- Sources : Bureau groenlandais des statistiques ; Bureau of Minerals and Petroleum ; Diploweb ; Marine Duc ; « L'extractivisme sans extraction ? Au Groenland, des politiques de développement territorial entre volontarisme minier et dépossession », Géocroniques, novembre 2017 ; Reuters



Efraïm Halevy

« Les problèmes intérieurs d'Israël pourraient devenir une menace existentielle »

A l'heure où Israël fête ses 70 ans, l'ancien chef du Mossad, qui soutient la solution à deux Etats, s'inquiète des divisions au sein des institutions et de la société, notamment sur les questions religieuses

JÉRUSALEM - correspondant

Efraïm Halevy, 83 ans, fut le directeur du Mossad entre 1988 et 2002, service secret dans lequel il a passé l'essentiel de sa carrière. Cette voix très respectée du débat public en Israël a servi sous cinq premiers ministres. Il a été aussi ambassadeur auprès de l'Union européenne. Alors que l'Etat d'Israël a fêté cette semaine le 70^e anniversaire de son existence, il revient sur les conditions de survie de son pays, mais aussi sur la crise qu'il traverse.

Vous êtes né à Londres, en 1934, et vous êtes arrivé en Israël en 1948. Que représente pour vous le 70^e anniversaire de la naissance de l'Etat ?

On ne peut séparer les 70 ans de l'histoire d'Israël de celle de la nation juive. Celle-ci a préservé son identité sous la forme d'une diaspora pendant deux mille ans en se répandant sur la majeure partie du globe, malgré les distances entre communautés et

alors que les moyens de transports et de communication étaient limités. La naissance d'Israël a fait suite à la seconde guerre mondiale. Je suis arrivé ici en avril 1948, quelques semaines avant la naissance de l'Etat [l'indépendance a été déclarée le 14 mai 1948 par David Ben Gourion]. Jérusalem était assiégée, on a dû attendre le premier cessez-le-feu pour y parvenir.

A l'époque, il n'y avait ici que 600 000 juifs. La question de leur survie, avec des armées régulières nous entourant au sud, à l'est et au nord, se posait. La quantité de nos forces combattantes représentait 10 % de la population. Le nombre de victimes fut de 6 000, soit 10 % de ces 10 %. La question du soutien international n'était pas claire. Le général américain George Marshall [alors secrétaire d'Etat], par exemple, ne croyait pas à la survie de notre Etat. Il voulait qu'on reporte la déclaration d'indépendance. Les juifs américains qui voulaient nous faire parvenir des armes se retrouvaient devant les tribunaux. Ce sont surtout les Soviétiques qui nous ont aidés.

Pourquoi reste-t-il si difficile, voire impossible, de parler en Israël de la Nakba, la « catastrophe », que fut l'exode de centaines de milliers de Palestiniens en 1948 ?

Il faut commencer par dire que nous avions accepté le plan de partition de la Palestine à l'ONU, dans la résolution du 29 novembre 1947. De leur côté, les Arabes ont refusé et choisi la guerre. Ils ont décidé d'envoyer leurs armées et ils ont échoué. Il y a eu pendant des mois des attaques contre les communautés juives. La Nakba nous a été

imputée, mais ce fut leur choix, dès lors qu'ils ont choisi tout ou rien. Ils se la sont infligée. Quand on a arrêté la guerre, les Palestiniens n'ont rien obtenu. Ils n'avaient même pas d'entité minimum, puisque les Egyptiens ont pris Gaza, les Jordaniens l'actuelle Cisjordanie. Leur tort fut qu'ils ne s'étaient pas préparés à l'échec britannique, à la fin du mandat. Entre 1918 et 1948, nous nous sommes organisés. Nous avons construit nos institutions, de la santé à l'éducation. En matière sécuritaire, c'est le premier ministre Ben Gourion qui a unifié toutes les forces. Alors que les Palestiniens, eux, ont attendu la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), en 1964, pour avoir un front unifié.

C'est en 1961 que vous avez rejoint le Mossad, le service de sécurité extérieure que vous avez dirigé par la suite...

Ben Gourion a voulu, en 1949, que ce service dépende directement du premier ministre et que les services de sécurité soient séparés de l'armée. Le Mossad était chargé du renseignement sur nos ennemis à l'étranger et des actions secrètes. Ce pouvait être vendre quelque chose à des pays arabes avec lesquels nous n'avions pas de relation diplomatique, ou établir un contact confidentiel avec un autre service. L'opération la plus célèbre fut la capture d'Adolf Eichmann [criminel de guerre nazi] en Argentine en 1960. A partir de 1958-1959, on a compris qu'on avait un problème international sérieux. Beaucoup de pays ne voulaient pas avoir de relations avec Israël. Le Mossad a commencé à développer une diplomatie secrète.

Quand, aujourd'hui, le premier ministre Benyamin Nétanyahou se félicite d'un « nouvel horizon » avec les pays arabes sunnites, croyez-vous qu'une normalisation soit possible, sans avancée sur la question palestinienne ?

Il existe un engagement très fort, de nature religieuse, dans le monde arabe, soit plusieurs dizaines de pays, en faveur des musulmans sur la terre sacrée de Palestine. Il est difficile pour certains d'accepter une normalisation avec nous. Mais l'opposition s'est affaiblie pour deux raisons. L'Egypte et la Jordanie ont signé un traité de paix avec Israël. Cela représente une percée pour nous et une forme de tragédie pour les Palestiniens. Ensuite, les pays arabes montrent de plus en plus d'impatience en raison des tergiversations palestiniennes.

Mahmoud Abbas [président de l'autorité palestinienne] mène la bataille d'hier, pas celle d'aujourd'hui. Il fait preuve de moins de sagesse que le Hamas [mouvement islamiste qui contrôle Gaza depuis 2007]. Le Hamas a changé sa charte au printemps 2017. Israël prétend que cela ne signifie rien, mais c'est inexact, de leur point de vue. Le Hamas accepte à titre transitoire les frontières de 1967 pour un Etat palestinien. Il ne faut pas demander aux Palestiniens d'accepter une solution complète sur tous les points, cela ne marchera pas. Il faut un accord provisoire, sur l'établissement d'un Etat sous conditions.

Vous êtes partisan de longue date de la

« The Unknown Land of the South », de Ella Littwitz.
(DAVID PLAS. COURTESY THE MARGUERITE STEED HOFFMAN COLLECTION AND HARLAN LEVEY)

Ella Littwitz

Née en 1982, en Israël, Ella Littwitz étudie d'abord à l'Académie nationale des arts et du design de Bezalel, à Jérusalem, avant de reprendre ses études à Gand (Belgique). Ses œuvres interrogent aussi bien l'histoire que la botanique, la politique que l'archéologie. On les découvre en Europe, notamment lors de la Biennale de Moscou, en 2017, et aux Etats-Unis. Cette somme de thématiques, Ella Littwitz la retrouve pour *The Unknown Land of the South* (« la terre inconnue du Sud »). L'artiste s'est en partie inspirée de ce continent hypothétique, dont le nom apparut dans l'Antiquité et dont les contours furent cartographiés entre les XV^e et XVIII^e siècles. Cette « terre inconnue », qui n'a aucune origine rationnelle ou scientifique, mais est plutôt philosophique, se définit comme un territoire utopique où les frontières artificielles issues de divisions politiques n'existent pas. Ella Littwitz a mêlé cette idée à sa propre histoire, créant ainsi une sculpture circulaire et compartimentée en vingt-quatre rectangles métalliques. Dans chaque segment, on retrouve de la terre d'un pays dans lequel l'artiste israélienne est interdite d'entrée du fait de sa nationalité. Grâce à des contributeurs, restés anonymes, de ces pays, elle peut continuer de travailler et de faire évoluer cette sculpture.

solution à deux Etats. Mais elle semble morte...

Peut-être que la coque a beaucoup de trous, mais il n'y a pas d'autre bateau. Nous devons parler au Hamas. Je l'ai affirmé très tôt. On dit que, si on acceptait un cessez-le-feu, ce mouvement en profiterait pour renforcer ses capacités militaires. Mais au bout de quelques années, le cessez-le-feu provoque un changement majeur dans les conditions de vie. Pour les gens, le Hamas perdrait de son attrait.

Je n'ai aucune admiration pour le Hamas, mais regardons son histoire. Il a été créé en 1987. On a eu la première Intifada, puis la seconde, qui nous a coûté 1 000 morts en cinq ans. A la fin, nous avons décidé de nous retirer de façon unilatérale de Gaza et de construire une barrière de sécurité avec la Cisjordanie. Ce sont des contraintes imposées par le Hamas. Nous avons mené trois guerres contre lui en dix ans. En 2014, nous avons déployé une puissance sans précédent. Et le Hamas a survécu. Nous prétendons depuis trente ans avoir mis une dissuasion en place. En réalité, il s'agit d'une dissuasion mutuelle.

Cela dit, le Hamas est très affaibli et isolé...

Voyez ce qui se passe avec la « marche du retour ». Le Hamas essaie de transformer ses faiblesses en force. Il a des problèmes très aigus en interne. Mais sa direction – je déteste le reconnaître – a une meilleure compréhension de ce qui se passe en Israël que l'inverse. Ses dirigeants sont restés des années dans nos prisons : ils nous ont étudiés, appris notre langue. Nous sommes victimes de notre propre propagande en déclarant qu'on ne parle pas à des terroristes assassins. Ce sont aussi des êtres humains qui réfléchissent.

La situation est intenable pour les 2 millions de personnes à Gaza. Nous n'avons jamais quitté Gaza. Nous contrôlons l'espace aérien, maritime, les frontières, l'électricité... Regardez le nombre de militaires mobilisés pour la « marche du retour » qui ont arrêté leur entraînement destiné à les préparer à la menace iranienne ou à celle du Hezbollah. On paie un prix lourd.

Et quel est le prix de l'occupation ?

Il existe, mais nous avons été capables de le réduire. On a conditionné la société pour qu'elle l'accepte. Même s'il existe une forte minorité qui rejette l'occupation et surveille sa réalité, la population est globalement dans le déni. Avec le sentiment qu'il faut se concentrer sur l'essentiel : la nucléarisation au Moyen-Orient, le risque d'une attaque sans précédent venue du nord (Syrie et Liban), la possibilité que le système de défense ne soit pas étanche...

Vous avez déclaré récemment que la société israélienne était « dangereusement malade »...

La société civile et politique est dans un état de crise profonde. Le niveau des députés est faible, comparé au passé. D'abord, le développement des médias de masse et l'accès direct à des millions de personnes ont réduit la réflexion politique à des slogans. Nétanyahou n'a plus besoin de faire de conférence de presse, il va sur Facebook. Ensuite, le niveau du débat public s'est effondré. Il n'y a pas eu de discussion sur la politique étrangère à la Knesset depuis des années ! Le public est de plus en plus ignorant. Il n'est pas désinformé, il est non informé.

Existe-t-il une menace existentielle pesant sur Israël ?

Il n'y a pas de menace existentielle sur nous ! Israël vivra à jamais. C'est une erreur fatale pour un leader de prétendre le contraire. On adresse ainsi un énorme compliment à nos ennemis, en leur reconnaissant la capacité de nous détruire.

En revanche, les problèmes intérieurs d'Israël pourraient devenir une menace existentielle. Notamment les divisions sur les questions religieuses, qui affectent terriblement la société. La religion juive, comme ce fut longtemps le cas du christianisme, est une religion masculine, donnant aux hommes un rôle central, sans participation des femmes. Mais les femmes, en Israël, se lèvent. Pas seulement pour demander le pouvoir politique – cela viendra –, mais aussi pour demander l'égalité dans les cercles universitaires. Il faut que la religion soit séparée de l'Etat. En majeure partie, les députés ne sont pas religieux. Le Likoud [la formation de M. Nétanyahou] doit se rendre compte que les femmes se détournent de lui, s'il continue son alliance avec les ultrareligieux. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PIOTR SMOLAR



MOSSAD

LA NOUVELLE SCÈNE MUSICALE BELGE

Irrévérencieuse et polyvalente, joueuse et partageuse, la jeune scène belge est l'attraction de la 42^e édition du festival berruyer (du 24 au 29 avril), d'Angèle à Damso, d'Hamza à Caballero & JeanJass



A gauche, la chanteuse Angèle, à Paris en septembre 2017.

CHARLOTTE ABRAMOW

A droite, le chanteur Hamza, à Paris en août 2017.

LUDOVIC STELMASZEWSKI

Ci-dessous, le duo Caballero et JeanJass, à Bruxelles, en novembre 2017.

KEVIN JORDAN O'SHEA

Diablies rouges à Bourges

REPORTAGE

BRUXELLES - envoyé spécial

Dans une autre vie, Henri était chauffeur de bus. A 82 ans, le voilà chauffeur de salle: «*Allez gégèèèè!*» Quand il ne donne pas de la voix, Henri joue des mains: voyez-le filmant, smartphone en pogne, les prouesses vocales d'Angèle Van Laeken, sa petite-fille, sinon de sang, du moins de cœur. A son bras, sa femme épousée en secondes noces, Cornélie; Angèle, elle, l'appelle «*mamie Pilou*». En «*septante-neuf ans d'existence*», comme elle dit avec son accent made in Molenbeek, Cornélie est restée fidèle à ce quartier populaire de la capitale belge. Alors, si Henri et elle ont bravé, en ce 17 avril, la trentaine de kilomètres qui séparent Bruxelles de Louvain-la-Neuve, c'est que le jeu en vaut la chandelle: ce soir, c'est soir de premières.

Première fois qu'Angèle présente en Belgique le tour de chant qu'elle donnera, le 26 avril, au Printemps de Bourges. Première fois, surtout, qu'Henri et Cornélie se rendent à un «*vrai*» spectacle de celle qui, de mémoire de mamie, a toujours chanté, «*même quand elle était haute comme trois pommes*». Depuis, la gamine a grandi. Jusqu'à rassembler, du haut de ses 22 ans et sur la foi de deux hits (*La Loi de Murphy* et *Je veux tes yeux*), plusieurs centaines d'ados dans une grosse grange incongrue, La Ferme du Biéreau.

De fait, papy et mamie ne sont pas les seuls anciens à se trémousser dans la salle; Marka et Laurence, alias papa et maman, vibrent à leurs côtés. Lui aussi est chanteur; elle, humoriste. Dans la famille Van Laeken, ne manque que le frère-rappeur, Roméo Elvis, 25 ans au compteur: «*Il est sur la route, d'ailleurs sa tournée passera par La Ferme dans moins d'un mois!*, plastronne papa Marka. *Quant à moi, j'ai joué ici il y a un an, avec Angèle aux claviers...*» Sous ses airs de coq en cuir, le rockeur est un vrai papa poule:

« LA SCÈNE HIP-HOP LOCALE EST EN TRAIN D'INVENTER QUELQUE CHOSE D'HYPER-LIBRE, SAUVAGE ET DÉTENDU, PRESQUE PUNK DANS SON CÔTÉ AUTOGÉRÉ »

AMAURY RANGER
membre de François & The Atlas Mountains

un an durant, sa fille s'est fait la main sous sa férule, apprenant les rouages du métier sur le tas, à l'ancienne. En revanche, les deux darons n'ont eu le droit d'assister aux rhapsodies de leur rappeur de fils qu'au bout de deux ans de concerts, il y a deux ans.

Vers le milieu du concert, lorsque Angèle reprend *Bruxelles* de Dick Annegarn en piano-voix, à la manière des divas jazz du temps jadis, maman Laurence et mamie Pilou es-suiet quelques larmes. Serait-ce l'écho lointain des standards d'Ella Fitzgerald et Frank Sinatra qu'elles se sont fait écouter les unes aux autres? Le souvenir des attentats de 2016, quand la ritournelle d'Annegarn fut redécouverte par tout un peuple endolori? Ou l'éloignement – Roméo et Angèle vivent à Paris, aux bras de leur amoureux –, qui resserre les liens tout en serrant les cœurs? Dire qu'une partie de la famille est à l'origine de la création de Louvain-la-Neuve, érigée dans les années 1970 après que les francophones se sont fait évincer de Louvain, en région flamande... C'est une drôle de chose que le destin, semblent suggérer leurs yeux trempés.

Angèle n'a guère le loisir de rêvasser ainsi. Après le dernier rappel, ses fans l'attendent de pied ferme. Un duo de copines roucoule, a cappella, l'«*amour suprême*» qu'elles portent à leur idole. Emue sous sa frange blonde, la star paraphe tout ce qu'on lui met sous la main, sous l'œil complice de Sylviane, son ancienne baby-sitter, devenue sa manageuse.

« STRUCTURÉE ET PROLIFÉRANTE »

Difficile de dépayser les sujets de Sa Majesté le roi Philippe ces temps-ci: la Belgique, comme le chante Roméo, est une «*famille nombreuse*», qui essaime tous azimuts. A Bourges, Angèle partagera l'affiche avec une dizaine de compatriotes: Damso, Hamza, Caballero & JeanJass, L'Or du Commun, Veence Hanao & Le Motel, Juicy... «*D'habitude, il n'y a qu'un ou deux Belges, relève Jean-Michel Dupas, le programmeur de la 42^e édition du festival. Une telle vague, c'est du jamais-vu. Il s'agit vraiment de ce qu'on appelle une "scène", structurée et proliférante.*» Car il n'y a pas qu'à Bourges que ces Diablies rouges – surnom de l'équipe belge de foot – planteront leur fourche: du pays, la jeune garde du plat pays en verra durant toute la saison des festivals.

Comme Alain Bashung, Miossec ou Dominique A avant eux, les François & the Atlas Mountains sont partis vivre à Bruxelles quelques années. Amaury Ranger, membre de ce collectif aquitain, en est revenu avec quelques certitudes: «*Autour de Roméo Elvis, La Smala ou Caballero & JeanJass, la scène hip-hop locale est en train d'inventer quelque chose d'hyperlibre, sauvage et détendu, presque punk dans son côté autogéré*», louange Ranger, fier de proposer un plateau de rap belge au Cocunut Festival, qu'il organise à Saintes (Charente-Maritime), du 6 au 9 septembre.

PROGRAMME

MERCREDI 25 AVRIL

Hamza et L'Or du commun à La Halle au blé.

JEUDI 26 AVRIL

Juicy au 22, Veence Hanao x Le Motel à l'Auditorium, Damso, Caballero & JeanJass au W, Angèle au Palais d'Auron.

Printemps de Bourges, du 24 au 29 avril.
Printemps-bourges.com

A deux pas de la place de Brouckère, en plein cœur de Bruxelles, c'est avec une batte de baseball qu'Anthony nous ouvre la porte des bureaux de l'incubateur qu'il a cofondé il y a une dizaine d'années, Back in the Dayz. Il a rapporté le bout de bois de Cuba, où ses équipés ont tourné le prochain vidéoclip d'Hamza. Juste avant La Havane, le rappeur américanophile a visité Miami: il en garde des étoiles plein les yeux, et un mirifique couvre-chef rose et bleu. Hamza partage ce penchant pour les visières yankees avec Caballero & JeanJass.

C'est l'un des signes distinctifs de notre cohorte: nul, ici, ne dispose que d'une seule casquette. A commencer par Back in the Dayz, qui exerce tous les métiers du music business: producteur de concerts, de festivals et de disques, agent, manager, distributeur, média, à travers des émissions de radio et un webzine. Les faiseurs de son sont au diapason: JeanJass est à la fois «*M.C.*» et «*beatmaker*»; Caballero a un œil sur l'image de ses projets – clips, pochettes... –, qu'il supervise, et l'autre sur ses punchlines; depuis peu, Roméo Elvis s'est improvisé acteur dans des sketches qu'il poste sur sa chaîne YouTube; quand elle ne gère pas son compte Instagram, Angèle chante, écrit, compose, produit...

UN JEU COLLECTIF, IMPRÉVISIBLE, ENLEVÉ

«*A mes débuts, je voulais tout faire seule, pour faire mentir le cliché selon lequel les femmes ne seraient que des interprètes, se souvient celle qui met la dernière touche, avec plusieurs coproducteurs, à son premier album, prévu pour septembre. Mais, en côtoyant les gens du hip-hop, j'ai compris qu'on n'est jamais meilleurs qu'à plusieurs.*» A charge pour Back in the Dayz de ménager les ego: pour reprendre le titre du premier album de Damso, gare à ne pas diluer l'«*ipséité*» de chacun dans l'effervescence du collectif. Ça, Max sait faire: «*L'esprit de troupe, je connais: mon père avait installé un théâtre dans les couloirs de notre maison, à Charleroi, raconte l'autre fondateur, avec Anthony, de Back in the Dayz. Dès 13-14 ans, j'organisais avec JeanJass, Anthony et quelques autres des soirées pour faire vivre notre ville, très morte à l'époque. Toutes les institutions que l'on sollicitait nous envoyaient paître... En 2009, on a fait venir, sans le moindre soutien, Orelsan à Charleroi, dont le concert venait d'être annulé à Bruxelles. L'esprit de Back in the Dayz, en circuit autonome, est né ce jour-là. Puis les coups de projecteurs qu'ont jetés sur nous des gros noms du rap français, Booba ou Lomepal – avec lequel on collabore depuis des années –, ont fait le reste.*»

Max a embauché dix salariés en un an. Il a installé leurs bureaux rue Adolphe Max – «*J'espère qu'elle deviendra bientôt la rue Max, sans Adolphe*», blague le Moghol de 29 ans. «*Le rap français carbure à l'ego-trip, à l'esprit de sérieux... Les catégories entre hip-hop, pop et electro y sont encore très étanches: pas de ça chez nous, rigolent JeanJass et Caballero, ani-*



mateurs à leurs heures perdues d'une émission intitulée «*High et fines herbes*», qui mêle haschich et frichti. *Amis français, on vous adore, mais il faut bien admettre que la beuh est meilleure en Belgique.*»

Reconnaitre que l'herbe n'est pas plus verte outre-Quévraïn, voilà qui est neuf: «*Il y a longtemps eu un complexe d'infériorité chez nous, analyse Julien Fournier, chargé par le Centre Wallonie-Bruxelles de défendre les musiques actuelles belges à l'étranger. De Brel à Poelvoorde, la starification était souvent vécue sur un mode autodestructeur. La Belgique est un petit marché, qui a besoin de la France pour se développer. Mais, avec le succès de Stromae et la vogue d'humoristes wallons dans les médias français, le cliché du cousin belge à la ramasse a pris du plomb dans l'aile. On dégage une image plus confiante et aiguisée. Aux lendemains des attaques de Bruxelles, une soirée hip-hop intitulée Niveau 4, en référence au degré d'alerte, a été organisée, c'est dire le tranchant de cette scène!*»

Le parallèle avec les Diablies rouges est tentant. A quelques exceptions près – la Coupe du Monde de 1990... –, le football et la pop belges n'ont souvent produit que de grandes individualités. Mais les voilà qui, portés par des générations exceptionnelles, dispensent enfin un jeu collectif, enlevé. Les conflits identitaires semblent laissés au vestiaire: très populaire en Flandres, Roméo Elvis vient d'inviter le rappeur néerlandophone Zwangere Guy à partager à son côté l'antenne de Skyrock.



Car c'est toute la diversité bruxelloise, capitale de l'Europe et carrefour d'immigrations, qui se donne ici à voir et à entendre : du sang marocain, espagnol ou congolais coule dans les veines d'Hamza, Jeanjass, Caballero ou Damso. Si la « belgitude » produit tant de tubes, à la manière d'Hazard et de Bruyne distribuant but sur but, c'est pour sa faculté à faire plier les défenses, linguistiques, stylistiques ou morales. Sur son ordi, Hamza a marié le sample d'un classique algérien, *Ya Rayah*, à des rythmiques hip-hop que n'aurait pas reniées son idole de jeunesse, 50 Cent : « *Le logiciel sur lequel je travaille, Fruity Loops, aurait été inventé par un Belge, issu du monde du porno !* », s'amuse le ludion.

CONVICTIONS FÉMINISTES

Des passements de jambes qui, à l'heure de #metoo, ne passent pas toujours bien. Le 21 février, sa séance de dédicace à la Fnac de Bruxelles a été annulée par la bourgmestre, alertée par des associations féministes choquées par la misogynie que véhiculeraient, selon elles, les couplets d'Hamza. Dix jours plus tard, sollicité par l'Union royale belge de football pour composer l'hymne des Diables rouges, en vue du Mondial russe, Damso a subi le même sort, pour les mêmes motifs. « *C'est une vraie histoire belge, se désole le rappeur Vence Hanao, qui a coécrit plusieurs hits pour Angèle. La Coupe du monde, c'est Tintin, un spectacle montré à des personnes de 7 à 77 ans, qui ne maîtrisent pas toutes l'histoire et les conventions du hip-hop. L'Union*

belge a suivi les joueurs, fans de Damso, sans penser aux conséquences de son choix. »

Le succès aura-t-il raison de la belle liberté belge ? Pour son nouvel album, consacré à Bodie, une ville fantôme de la Sierra Nevada (Californie), Vence Hanao s'est plongé dans les théories dites de « l'effondrement ». Le trentenaire veut croire que ses camarades sauront gérer la surexposition médiatique : « *Il y a trop de ressources, trop d'intelligence, trop de talents parmi nous pour que tout s'arrête du jour au lendemain.* »

Une certitude qu'Angèle reprend de volée, sur la scène de La Ferme, au moment d'interpréter le titre inédit *Balance ton quoi*. Celle qui a longtemps tourné en première partie de Damso y fait habilement la jonction entre ses convictions féministes, qu'elle affiche de tee-shirts en stories sur les réseaux, et ces garçons qui, même s'ils « *parlent mal des filles* », ont bon fond. Dans le public, Marka applaudit à tout rompre. Lui a le cuir épais. Au début des années 1980, la formation dont il était bassiste a partagé la « une » de la bible rock de l'époque, le *New Musical Express*, consacrée à la « scène belge » d'alors. Le groupe s'appelait Allez Allez ; les modes s'en sont allées, lui est resté. Fada de foot, il a composé il y a peu *It's Only Football*, que des supporters verraient bien devenir l'hymne des Diables. Marka esquivé le sujet. Il préfère joindre sa voix à celle, un peu fatiguée, de papy Henri. Ainsi est cette Belgique-là, bancale, joviale, familiale. Alors, allez gégègèèè, allez les Belges ! ■

AURELIANO TONET

Une Foire de Bruxelles au parfum de Cologne

Le rendez-vous, qui fête ses 50 ans, s'est spécialisé dans l'art le plus contemporain

ARTS BRUXELLES

Bruxelles, ou Cologne ? Ah, que voilà bien des problèmes d'amateurs d'art ! Les deux plus anciennes foires d'art contemporain du monde (Art Cologne a été fondé en 1967, Art Brussels fête ses 50 ans) ouvrent cette année la même semaine. Les plus acharnés feront les deux, un Thalys relie les deux villes. Pour les autres, laquelle choisir ? Disons pour faire simple que les gros calibres sont allés à la pêche aux riches collectionneurs allemands : on trouve à Cologne 200 galeries venues de 31 pays montrer de l'art contemporain, mais aussi de l'art moderne, dont Kamel Mennour, Lelong, Lisbon, David Zwirner, Hauser & Wirth, Thaddaeus Ropac, White Cube et l'inévitable Gagosian.

Inévitable ? Mais non, il suffit de choisir Bruxelles ! Les galeries présentes (147 issues de 32 pays) n'ont pas moins de mérite et montrent des artistes moins attendus. C'est qu'elles s'adressent aux mythiques collectionneurs belges qui ne sont pas moins argentés que leurs confrères du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, mais n'aiment rien tant que la nouveauté.

Ce n'est pas ici qu'on aurait pu inventer, comme en Allemagne, le « Kunstkompass » (« La Boussole de l'art »), ce classement annuel qui conseille les acheteurs en évaluant la notoriété d'un artiste : le Belge achète avec les yeux plus qu'avec les oreilles. Et les yeux étaient gâtés pour ce jubilé, même si la concurrence de Cologne avait dissuadé quelques grandes enseignes étrangères de venir : un tiers des participants sont belges, contre 17% en 2017. « *Il faut bien constater que les années fastes, avec la venue de galeries prestigieuses de Londres ou de New York, sont passées, et l'on ne compte plus que quinze galeries non européennes...* » remarque, avec regret, *Le Soir* de

« 93 % des 759 artistes exposés sont vivants, et 30 % ont moins de 40 ans ! »

ANNE VIERSTRAETE
directrice d'Art Brussels

Bruxelles. Certes, mais parmi lesquelles HdM, basée à Pékin, venue avec tout plein d'artistes chinois passionnants, dont l'étonnant Yang Yongliang, et un intrus sympathique, le Français Ivan Messac !

Simplicité et humour

Les collectionneurs eux, étaient au rendez-vous, et pas tous belges comme Don et Mera Rubell, venus de Floride, ou Patrizia Sandretto Re Rebaudengo, basée à Turin. Ils veulent l'art le plus frais possible, et Bruxelles, depuis sa création en 1968, s'est précisément spécialisée dans le marché de l'art le plus contemporain même si, anniversaire oblige, la galerie Antoine Laurentin a rendu un passionnant hommage à la scène belge des années 1960, méconnue chez nous, et c'est dommage : Evelyne Axell (1935-1972) était une grande du pop art, et Jacques Verduyn, un hyperréaliste attachant. Son *Hello Jean Girl* de 1974 a toute la fraîcheur des années yéyé. Le stand de Laurentin figure dans la section « Rediscovery », qui est une des plus passionnantes de la foire pour qui s'intéresse un petit peu à l'histoire de l'art.

Car, Anne Vierstraete, la directrice, l'a rappelé, l'idée de ce type de manifestation vient précisément d'historiens d'art, et plus précisément de René Berger, directeur du Musée cantonal des beaux-arts de Lausanne. En 1963, il avait eu l'idée de regrouper dans son bâtiment les galeries alors en

pointe : cela allait de Jean-Robert Arnaud à Leo Castelli. Préfacée par la sociologue Raymonde Moulin, qui allait bientôt soutenir sa thèse sur le marché de l'art, l'exposition dura les trois mois d'été. Une deuxième édition eut lieu en 1966, et une troisième fut organisée à l'ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, en 1970. C'est donc bien de l'initiative de gens de musées que sont nées ces foires, et il n'est pas étonnant de les croiser dans les allées, à la pêche aux jeunes.

« *Quatre-vingt-treize pour cent des 759 artistes exposés à Art Brussels sont vivants, et 30 % ont moins de 40 ans !* », se félicite Anne Vierstraete, ajoutant : « *C'est vraiment le lieu où repérer les artistes de demain...* » A dire vrai, à Bruxelles, c'est même un des seuls : la ville n'a plus pour l'instant ni musée d'art moderne ni musée d'art contemporain. De la part d'un peuple qui a su se passer pendant plusieurs mois de gouvernement, on ne s'étonne plus de rien, et les Belges se débrouillent sans. Ils étaient d'ailleurs dans la même situation quand une dizaine de galeries locales ont fondé la foire en 1968, et il n'est pas certain que l'arrivée annoncée d'une annexe du Centre Pompidou à Bruxelles change profondément les choses. Ici, on aime la simplicité, l'humour, et les ateliers sont souvent collectifs. C'est pour cela que l'œuvre *Trans Doll*, réalisée en 1994 par Tony Oursler et Tracy Leibold, que montre la galerie Mitterrand, attire tous les regards : elle conjugue toutes ces qualités. Tout comme la vidéo du collectif moscovite AES + F, *Inverso mundus*, où, par exemple, un porc découpe tranquillement un boucher. Quand les Russes se mettent à l'humour belge... ■

HARRY BELLET

Art Brussels 50 years. Tour & Taxis, Avenue du Port 86c, 1000 Bruxelles, Belgique. Tous les jours de 11 heures à 19 heures, 20 €. Jusqu'au 22 avril.

Piers Faccini met le Disquaire Day à l'heure du « folk du XXI^e siècle »

Le chanteur anglo-italien profite de l'événement pour lancer une collection de vinyles, « Hear My Voice »

Réunissant quelque 230 disquaires indépendants dans 90 villes en France, le Disquaire Day, dont la 8^e édition a lieu samedi 21 avril, a du sens pour Piers Faccini. Même si l'événement n'est plus tout à fait ce qu'il était pour le chanteur anglo-italien, installé depuis 2005 à Saint-Hippolyte-du-Fort, un village dans les Cévennes gardoises. Pensé à l'origine comme « une sorte de journée solidaire autour du vinyle et pour les labels et disquaires indépendants », il a été, selon lui, « en partie récupéré par les majors, qui en profitent pour ressortir en vinyle leurs albums ».

En 2017, Piers Faccini avait enregistré pour cette occasion un 45-tours avec le chanteur Blick Bassy. Cette année, il choisit de publier le premier volume de « Hear my Voice », nouvelle collection d'EP 4 titres qu'il crée au sein de son label, Beating Drum Records. « *J'ai trouvé qu'il y avait une logique à utiliser cette opération pour lancer cette collection et donner une petite visibilité à ce que l'on essaie de*

faire. » Soit de beaux objets, disques, livres ou livre-disques, publiés en tirage limité, vendus en ligne ou chez des disquaires indépendants, et disponibles en streaming. Un travail d'artisan, création et marketing compris, mené à cinq, dont sa femme. Lui-même dessine ou peint pochettes et couvertures..

Marchand ambulant

L'idée de « Hear My Voice », explique le chanteur, est de mettre en avant des artistes représentatifs « *d'une espèce de folk du XXI^e siècle, des projets qui ne rentrent pas forcément dans des cases très évidentes et du coup passent un peu à côté du filet.* ». Première découverte, le 21 avril : Gnut, alias Claudio Domestico. Ce chanteur auteur-compositeur a réalisé plusieurs albums en Italie – dont *Rumore della luce*, qu'avait produit Piers Faccini en 2009 –, introuvables en France. L'EP propose 4 nouveaux titres, écrits en dialecte napolitain.

Suivront en mai la chanteuse néo-zélandaise Tui Mamaki, puis,

le mois suivant, Horsedreamer, pseudonyme de Roger Robinson, poète et chanteur originaire de Trinidad. Publiés à 300 exemplaires, ces trois disques ont été enregistrés chez Piers Faccini, dans un mazel, petite bâtisse agricole qu'il a aménagée en studio. Lui-même a écrit les arrangements et intervient aux instruments (pour les batteries, il a fait appel à son complice Simone Pratico).

On devrait pouvoir trouver le disque de Gnut samedi 21 avril chez une vingtaine de disquaires à travers la France, comme Cosmopolite, à Angoulême, Rolling Rocks, à Clermont-Ferrand, Quelle Part Records, à Lille, et La Malle à Disques, à Amiens. Pour les Cévennes, il faudra sans doute compter sur Raymond, qui propose « *des choses assez pointues* » sur les marchés. Nîmes est à cinquante minutes en voiture, Montpellier aussi. C'est lui le disquaire-ambulant – du coin. ■

PATRICK LABESSE

Beatingdrumrecords.com

DMITRI CHOSTAKOVITCH

Quintette pour piano. Quatuor à cordes n° 3

Piotr Anderszewski (piano), Quatuor Belcea.



Adeptes de la distorsion des repères, Dmitri Chostakovitch (1906-1975) est aujourd'hui souvent cité en modèle par les jeunes compositeurs qui se détournent des voies novatrices. Sa musique a, en effet, de quoi fasciner lorsqu'elle parvient à s'inscrire hors du temps avec la maestria du *Quintette pour piano* (1940). Chaque registre expressif y est

investi jusqu'à la saturation. À l'instar de cette fugue qui répand la désolation de manière inéluctable. Une démonstration du fataliste « c'était écrit », que le Quatuor Belcea (cordes sensibles, archets incisifs) et Piotr Anderszewski (piano doté d'un poids de balancier et d'une mouvance de sonde) réalisent à la perfection, tout comme le parcours de cette partition qui se referme sur un sourire aussi mystérieux que celui de *La Joconde*. Plus imagé, le *Quatuor n° 3* (1946) évoque la fantasmagorie d'un Jérôme Bosch qui aurait connu la seconde guerre mondiale. ■ PIERRE GERVASONI
1 CD Alpha Classics/Outthere Music.

ELLINOIA

Wanderlust

Chanteuse et compositrice, Ellinoia a choisi huit mots de différentes langues (japonais, inuit, anglais...), en titres d'autant de pièces instrumentales dans son premier album *Wanderlust*. Des mots inspirations à ses superbes compositions, comme une alliance du jazz et de la musique de chambre, interprétées par le Wanderlust Orchestra.

La nature et l'amour en sont deux des thèmes principaux. Une promenade en forêt avec *Waldeinsamkeit*, le reflet de la lune sur l'eau dans *Mangata*, l'impatience en attente de la venue de quelqu'un qu'évoque le tourbillonnant *Iksuarpok...* Délicie, précise, envoûtante, la voix d'Ellinoia est, dans ses chansons sans paroles, l'un des instruments de la formation, qui comprend un quartette à cordes, une petite section de vents (flûte, hautbois, saxophones, trombone) et une section rythmique toute de fluidité et légèreté swing. Quatre interludes, variations sur un motif mélodique, complètent ce remarquable premier album, qui révèle une grande qualité d'écriture autant que d'exécution. ■ SYLVAIN SICLIER
1 CD Music Box/Inouïe Distribution.

CHEIKH LÔ

Né la Thiass

Réédité à partir des masters de la cassette originale parue en 1995, cet enregistrement de Cheikh Lô, sorti l'année suivante en CD pour le marché international, révélait une voix sénégalaise remarquable, une vision feutrée et aérée du mbalax, le rythme emblématique du Sénégal que Youssou N'Dour a propulsé à travers le monde. La star sénégalaise

avait produit ce premier album de Cheikh Lô dans ses studios Xippi à Dakar. Il y avait prêté sa voix et permis la reprise de l'un de ses plus grands succès, *Set*, dont Cheikh Lô s'est emparé avec maestria. Les compositions du jeune chanteur, créées avec l'arrangeur et guitariste Omar Sow, dans lesquelles dansent les tambours sabar et tama du Sénégal, résonnent d'influences latines. Une veine dans laquelle il poursuivra dans ses enregistrements suivants, reprenant notamment *El Carretero*, une guajira du chanteur et guitariste cubain Guillermo Portabales. ■ PATRICK LABESSE

1 disque vinyle World Circuit/PIAS (parution pour le Disquaire Day, le CD suivra le 11 mai).
Lire aussi sur *Lemond.fr*: « *Sciarrino, Tartini, Berio, Paganini* », de Michael Barenboim (violon).

CINÉMA

Natalie Portman n'ira pas recevoir un prix en Israël

L'actrice Natalie Portman a annulé une visite en Israël, où elle devait recevoir, en juin, un prix doté de 2 millions de dollars (1,6 million d'euros) en raison d'événements « extrêmement pénibles » liés à ce pays, a annoncé l'organisation décernant cette récompense. La Genesis Prize Foundation n'a pas précisé quels étaient les événements invoqués. Le Genesis Prize récompense le travail et le dévouement d'une personnalité envers la communauté et les valeurs juives. Israël fait face

actuellement à un mouvement de protestation massif de la part de Palestiniens dans la bande de Gaza. Des dizaines d'entre eux ont été tués et des centaines blessés par des tirs israéliens depuis le début, le 30 mars, du mouvement de « La Marche du retour ». L'organisation n'a pas précisé si l'actrice de 36 ans, née à Jérusalem, touchera quand même la dotation, qu'elle avait prévu de reverser à des programmes œuvrant pour les droits des femmes. Le ministère de la culture israélien a accusé M^{me} Portman d'avoir adopté l'idéologie BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) qui vise Israël. — (AFP)



Le DJ suédois Avicii, de son vrai nom Tim Bergling, lors d'un concert à Malmö, en Suède, le 5 août 2016. TT NEWS AGENCY/REUTERS

La Suède pleure le DJ Avicii

La mort, à 28 ans, de l'auteur du tube « Wake Me up » suscite une vive émotion dans le royaume, où il était considéré comme une superstar

MALMÔ (SUÈDE) -
correspondante régionale

La nouvelle est tombée en début de soirée, vendredi 20 avril, faisant l'effet d'une bombe en Suède. Tim « Avicii » Bergling est mort. Son corps a été découvert sans vie à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, a annoncé son agent, sans préciser les causes du décès. À 28 ans, il n'était pas seulement, comme le rappellent les médias nationaux, « un des plus grands producteurs de musique et artistes que la Suède ait engendrés ». Il était aussi le symbole d'un succès étonnant : celui de l'industrie musicale d'un pays de seulement 10 millions d'habitants, qui est parvenu, ces dernières décennies, à s'imposer sur la scène internationale, avec des artistes comme la chanteuse Zara Larsson, ou le faiseur de tubes Max Martin. Il avait aussi travaillé avec Madonna, qui a posté ce commentaire sur Instagram : « *Tellement triste... Telle-ment tragique.* » David Guetta, qui avait collaboré avec lui en 2012, a publié sur son compte Twitter une photo de lui avec Avicii accompagné de ce commentaire : « *Merçi pour tes belles mélodies et pour le temps que nous avons partagé au studio, à jouer ensemble en tant que DJ, ou simplement en savourant la vie en tant qu'amis.* »

C'est autant au talent du jeune homme qu'au rôle qu'il a joué pour le rayonnement du royaume que les Suédois rendaient hommage, vendredi. Sur Instagram, le premier ministre, Stefan Löfven, salue la mémoire d'« un des plus grands artistes contemporains

qu'ait connus la Suède ». Le leader de l'opposition, Ulf Kristersson, évoque, lui, « un des plus grands succès musicaux » du pays. Tim Bergling, rappelle-t-il, « appartient à ce groupe important qui a placé la Suède sur la carte musicale internationale ». Même la famille royale a réagi, par le biais du prince Carl Philip et de sa femme, la princesse Sofia. Avicii avait animé la fête de leur mariage en 2015. « *Nous sommes reconnaissants d'avoir pu apprendre à le connaître comme artiste et comme la belle personne qu'il était* », écrit le couple. Le fondateur d'Abba, Björn Ulvaeus, regrette, lui, la disparition d'un artiste « très talentueux ».

Salles combles

En février 2014, *Wake me up*, le tube du DJ, avait battu tous les records sur le service de streaming musical suédois Spotify, en devenant le titre le plus écouté, avec plus de 200 millions d'écoutes en ligne. Le patron de la plate-forme, Daniel Ek, écrit sur Twitter : « *Les mots ne peuvent exprimer la tristesse que je ressens en apprenant qu'Avicii nous a quittés bien trop tôt. Je suis reconnaissant pour le peu de temps que nous t'avons eu sur Terre.* » Spotify proposait, vendredi soir, une playlist « *This is Avicii* », avec 49 chansons de l'artiste, qui totalisait plus de 230 000 abonnés vers 23 heures.

En Suède, la nouvelle de sa mort a dominé tous les sites d'information pendant la soirée. « *C'est complètement choquant, mais son héritage va se répercuter sur l'histoire de la musique pendant longtemps* », constate le quotidien *Svenska Dagbladet*. La jour-

Le musicien avait notamment animé, en 2015, la fête de mariage du prince Carl Philip et de la princesse Sofia

naliste Annah Björk se souvient d'un soir de mars 2012 : « *Quel qu'un du nom d'Avicii avait fait salle comble à Globen [la plus grande scène suédoise]. Pas une fois, ni deux, mais trois soirs de suite. En principe, personne de plus de 30 ans n'avait entendu parler de lui et tout d'un coup, il était le plus grand artiste du pays.* »

M^{me} Björk se souvient avoir évoqué les Beatles dans l'article qu'elle avait rédigé : « *Je faisais allusion au chaos qu'il créait, à l'incompréhension totale qu'il semblait susciter chez les adultes, ceux qui n'acceptaient pas le fait qu'une seule personne, qui appuyait sur des boutons sur son ordinateur, pouvait attirer un public énorme dans le monde entier.* » Six ans plus tard, la comparaison tient toujours : « *Il a créé un style musical qui a changé le monde autour de lui* », écrit-elle.

Le quotidien *Dagens Nyheter* évoque, lui, les disparitions de Kurt Cobain, en 1994, et d'Amy Winehouse, en 2011. « *Un froid glacial, particulièrement brutal et anxiogène, s'abat quand la mort emporte de jeunes gens* », note le journal. Avant de rappeler que si Avicii était « un artiste avant-gardiste », il était

aussi « un business », ce qui lui a valu des critiques, à lui et à son manager, Arash « Ash » Pourmouri, dont le rôle a été essentiel dans la création du phénomène. Le magazine *Forbes* avait calculé qu'il était devenu l'un des DJ les mieux payés au monde, avec des revenus estimés à 28 millions de dollars pour la seule année 2014.

Sous pression

Les journaux suédois évoquent aussi les démons de l'artiste, révélés dans le documentaire *Avicii: True Stories*, de Levan Tsikurishvili. Tim Bergling se confiait sur ses angoisses, son état de santé qui se dégradait. Il souffrait d'une pancréatite, avait dû annuler des concerts et subir une opération.

La pression était énorme pour un jeune homme considéré comme « le David Guetta suédois », qui ne semblait jamais complètement à son aise dans son rôle de superstar. Rien qu'en 2011, il avait totalisé 300 concerts. Cinq ans plus tard, au sommet de sa gloire, il annonçait sa décision de renoncer à la scène, pour se consacrer uniquement à la production de musique.

Plusieurs critiques encourageant à réécouter les titres de l'artiste. « *De nombreuses personnes plus âgées ont encore un trésor de chansons à découvrir, si elles renoncent à l'image d'un Avicii dont l'œuvre n'était destinée qu'aux ados fêtards*, commente le quotidien *Sydsvenskan*. *Malheureusement, ce n'est peut-être que maintenant qu'elles vont enfin donner une chance aux mélodies de ce compa-gnon de Garbo de 28 ans.* » ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Centre
Pompidou

LE CENTRE POMPIDOU ET FRANCE CULTURE PRÉSENTENT

28 ET 29 AVRIL
LE WEEK-END DE LA
CRÉATION ET DES IDÉESIMAGINE
1968 - 2018 :
L'ESPRIT DE MAIEXPOSITIONS
DÉBATS
ATELIERS
PERFORMANCES
CONCERTS
PROJECTIONSMASTERCLASSES
MARATHONS RADIOPHONIQUESÉMISSIONS
INTERVIEWS
RENCONTRESC'EST
GRATUIT

Au Centre Pompidou, entrée libre

Le samedi 28 et le dimanche 29 avril 2018

En savoir plus sur : www.centrepompidou.fr • www.franceculture.fr

À MILAN, QUE LA FÊTE CONTINUE !

De grandes signatures qui se bousculent, de Marcel Wanders à Philippe Starck, de nouveaux venus inattendus, comme Google et la SNCF : la capitale lombarde est plus que jamais le temple du design

DESIGN

MILAN - envoyée spéciale

Milan donne la température, du moins en Europe, du secteur du design. Quand tout le monde afflue dans la capitale lombarde, que les designers les plus cotés, du Français Philippe Starck au Japonais Oki Sato jusqu'aux frères brésiliens Campana, déambulent dans les rues en tee-shirt et que la ville autorise des installations immersives dans ses plus beaux édifices, c'est que le moral est au beau fixe. Et c'est le cas de cette cuvée 2018 du Salon du meuble et de son « off », Fuorisalone, qui s'achèvent dimanche 22 avril.

Signe tangible de la bonne santé d'un secteur ? Le nombre de candidats qui trépident à l'entrée. Cette année, Baccarat, la SNCF et... Google frappent à la porte. La cristallerie a dévoilé, jeudi 19 avril, des premiers meubles en collaboration avec le fabricant italien Luxury Living Group. La collection « Baccarat La Maison », qui associe du cristal au velours, au cuir ou à l'orme, sera mise sur le marché en 2019. La SNCF se lance, elle aussi, dans l'univers de la maison, avec la vente sur son site en ligne (ainsi que sur celui de Moustache.fr, coéditeur) de la lampe géométrique créée par Ionna Vautrin pour le TGV L'Océane. Une grande première pour l'entreprise ferroviaire, qui songe déjà à la suite, avec, peut-être, l'édition d'un lampadaire !

« En 2018, la SNCF, qui fête ses 80 ans, a décidé de faire entrer un objet iconique, symbole du voyage et de la vitesse, dans l'intimité domestique. Les Français ne comptent-ils pas le TGV parmi les cinq innovations majeures du XX^e siècle ? », se vante Stéphane Chéry, le directeur de la marque et de la communication externe. Le lancement officiel a lieu chez Rossana Orlandi, dénicheuse de talents et icône du design. Et c'est dans ce lieu plein de charme – mi-galerie, mi-restau, mi-bric à bracarty – que

Google a présenté sa nouvelle offensive en matière de design sensoriel. « Quand on parle nouvelles technologies, on pense écrans froids et objets un peu effrayants, mais l'électricité au XIX^e siècle était vécue aussi comme une nouvelle technologie un peu dérangeante. Ma mission est de rendre le hardware plus simple à utiliser et plus attrayant », explique Ivy Ross, nommée en 2016 à la tête d'une équipe de design au siège californien du groupe, le Googleplex.

Ainsi sont nées des enceintes

« mini » aux formes rondes de galets et aux interrupteurs colorés, des ordinateurs portables habillés d'un mélange de métal mat et brillant, ou des téléphones réchauffés de tissus spécialement mis au point. « On ne trouvait pas d'étoffes à la fois douces, belles et qui laissent passer le son », souligne Ivy Ross, qui a débuté comme designer de bijoux.

Parmi les autres nouvelles nouveautés du Salon : l'arrivée chez le français Roche Bobois de la star néerlandaise Marcel Wanders,

connu dès les années 1990 pour sa Knotted Chair, un fauteuil en macramé solidifié (produit par Droog), puis par sa maison d'édition à succès Moooi (fondée en 2001). Il s'agit d'une première collaboration. Ou plutôt d'une déferlante baroque-loufoque qui gagne sofa, table, buffet, luminaire, grâce à une collection baptisée « Globe Trotter ». On surfe entre Alice au pays des merveilles, Sherlock Holmes et Jules Verne avec des lampes montgolifières, des hublots dans les buffets, des



Collection « Bouncy Layers » à base de feuilles épaisses de polycarbonate, présentées par le studio Nendo. HIROSHI IWASAKI



« Wonder Buffet », tapis « Paris, London, Istanbul » et table basse « Chess » : collection « Globe Trotter » de Marcel Wanders pour Roche Bobois. DIDIER DELMAS



Co-éditée par Moustache x SNCF, la lampe TGV coûte 295 euros et pèse 2,5 kilos (d'aluminium)... MOUSTACHE X SNCF

derwichs tourneurs sur les tapis... « Marcel Wanders, avec cette inspiration puisée dans la littérature enfantine, parle au cœur des gens », se félicite Nicolas Roche, directeur artistique de la maison familiale.

« La Parisienne en bas résille »

Marcel Wanders précise n'avoir jamais « conçu une telle quantité d'objets, soit une quarantaine, pour une seule marque. Roche Bobois m'évoque la fantaisie et la couleur : nous y avons ajouté un récit de voyages, convoquant la Parisienne en bas résille, dont on retrouve le motif sur les pieds de table, jusqu'au temple japonais dojo qui a inspiré ce buffet aux portes coulissantes... » Et ce n'est pas la seule actualité du designer. Il signe de premières fragrances d'intérieur pour Alessi et un miroir Diamant pour la série limitée Les Petits Nomades de Louis Vuitton.

Pourquoi tant de lancements à Milan ? « C'est la cité mère du design, capable de transformer chaque Salon du meuble en un événement culturel et festif. Les Milanais eux-mêmes le préfèrent à la Semaine de la mode, exclusive voire élitiste. Le design s'adresse à tous les publics, il est inclusif, drôle, instructif et fait rayonner la ville dans le monde », lâche Marcel Wanders, soudain dithyrambique.

Du public, il y en a en effet en nombre faisant la queue au pied du Duomo, devant l'installation végétale « Living Nature », à laquelle a participé le botaniste français Patrick Blanc, ou devant le Museo della Permanente pour admirer les talents de scénographe et de coloriste d'Hermès Maison. Ou encore devant la tente noire dressée au lieu-dit Supersstudio par le collectif japonais Nendo. C'est là qu'Oki Sato, son fondateur, a orchestré une installation immersive autour « des objets, de l'homme et du mouvement », où il partage ses recherches les plus fascinantes. Telle cette chaise dont les épaisses feuilles de polycarbonate (1,5 mm) épousent le corps de l'utilisateur, donnant une apparence visuelle à l'idée de confort.

Dans ce même lieu, le Milanais Giulio Cappellini, directeur artistique de la marque italienne du même nom, a imaginé un Superloft, l'appartement idéal selon lui, aménagé exclusivement avec des objets et du mobilier de marques italiennes (Living Divani, Magis, etc.). Derrière elles se cachent des designers du monde entier, du Japonais Kuramata jusqu'aux frères bretons les Bouroullec. ■

V. L.

VÉRONIQUE LORELLE

Charlotte Perriand, Verner Panton, Frank Lloyd Wright... des mémoires vives

LE DESIGN N'A PAS 100 ANS et chacun cherche une légitimité – c'est de bonne guerre – en s'ancrant dans le passé. Cassina cultive cette année le revival en éditant notamment Mexique, la table de repas de Charlotte Perriand conçue pour la Maison du Mexique à la Cité universitaire de Paris, dans les années 1950 – cette pièce sera vendue en exclusivité dans la boutique parisienne Merci, du 20 juin au 14 juillet –, ainsi que le fauteuil Taliesin 1 de l'architecte américain Frank Lloyd Wright, tel un origami de bois.

Cette pièce, que le fabricant italien avait produite de 1986 à 1990, est proposée cette année dans une version historique en hêtre et merisier, et dans une édition contemporaine, limitée à 450 pièces, plus confortable. Cassina a même sorti la très graphique chaise tubulaire Beugel, dessinée en 1927 par l'architecte Gerrit T. Rietveld, et qui n'avait jamais été fabriquée industriellement.

Fendi Casa, qui fête son trentième anniversaire, réédite pour l'occasion un sofa et une méridienne de 1994 et 2004, puisés dans ses collections. Et permet de de-

signer et architecte d'intérieur français Thierry Lemaire – qui collabore depuis cinq ans avec la griffe romaine – de mettre en scène toutes ses créations dans le palazzo Carcassola Grandi, datant du XVI^e siècle, où la maison a ouvert son pre-



Fauteuil Taliesin 1, de Frank Lloyd Wright (ici, dans sa version édition limitée), réédité par Cassina. CASSINA

mier flagship, en 2017. Thierry Lemaire y montre aussi de nouvelles pièces, telle cette monumentale table en marbre brut de 4,20 mètres de long, taillée comme une planche de surf et posée sur deux pieds ovoïdes en cuivre.

Bottega Ghianda a fait appel à des vétérans multimédailles – Mario Bellini, Michele De Lucchi, Naoto Fukasawa, Jean Nouvel et Tobia Scarpa – et présente au palazzo di Brera une pièce d'exception en bois, imaginée par chacune de ces célébrités. Ainsi l'architecte Jean Nouvel a conçu une intrigante table de jeu, tel un cube sur roulettes aux tiroirs secrets, de toute beauté. C'est Enigme à tics : « Un coffre énigmatique qui ne donne pas d'emblée les règles de ses jeux. Souvenir de nos jeux injouables (...) Souvenir fantomatique de nos vies », commente-t-il.

Des sofas du futur

La plus belle exposition milanaise, mêlant pièces historiques et nouveautés, est signée du designer autrichien installé à Paris, Robert Stadler, pour Vitra, qui souhaitait, cette année, « mettre l'accent sur sa longue histoire d'amour avec le de-

sign », selon Sarah Girod, porte-parole du fabricant suisse. Sous le titre « Typecasting » – emprunté au cinéma, pour le casting de personnages stéréotypés –, Robert Stadler a mis en scène deux cents objets qui, comme autant d'acteurs, sont rassemblés en fonction de leur caractère : les athlètes, les rêveurs, les rangeurs compulsifs... Au centre trônent six sofas du futur, conçus à la fois comme une assise et une plate-forme de travail, équipés de l'électricité pour brancher lampe et tablette.

« J'ai associé ces prototypes signés de Konstantin Grcic, des frères Bouroullec, de Barber & Osgerby, de Commonplace Studio et de moi-même, à des produits iconiques édités par Vitra, comme la Living Tower de Verner Panton, datant de 1969, un rare canapé vertical offrant à la fois une intimité à l'usager et la possibilité de se rassembler. La même idée était déjà présente dans les années 1930, les années 1960 avec les hippies et aujourd'hui ! », explique Robert Stadler, pieds nus sur son sofa Hybrid, une plate-forme confortable équipée d'obligeants dossiers qui s'inclinent et tournent. ■

En visite officielle en France les 16 et 17 avril, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a rencontré le président Macron et prononcé un discours devant l'Assemblée nationale. Le fils de Pierre Elliott Trudeau, qui a dirigé le gouvernement canadien pendant quinze ans (1968-1979 et 1980-1984) sous la bannière du Parti libéral et demeure la figure politique canadienne la plus importante de la seconde moitié du XX^e siècle, a plaidé pour un monde « plus progressiste, plus diversifié, plus vert, plus inclusif, plus ouvert, plus démocratique... ». Une occasion pour ce responsable politique décontracté, âgé de 46 ans, élevé dans l'ombre de son père et sous les projecteurs à la manière des Kennedy, d'affirmer ses valeurs et un féminisme militant, qui transparaît jusque dans le dernier budget de son gouvernement et qu'il impose au prochain G7.

Je ne serais pas arrivé là si...

Si je n'avais pas d'abord choisi d'être enseignant. Cette piste, je vous assure, a été déterminante. Je me souviens de cette professeure de maths, dans le secondaire qui, voyant mon énervement devant la cinquantaine d'exercices absolument identiques que nous devions faire en cours, m'a proposé : « Fais uniquement les derniers de la série, et viens me voir. » Ce que j'ai fait. « OK, m'a-t-elle dit alors. Je vois que tu comprends. Tu vas donc passer le reste du cours à aider les élèves qui peinent sur l'exercice. » Eh bien, je n'oublierai jamais ce sentiment d'être soudainement utile et la satisfaction d'aider mes camarades de classe à comprendre. Oui, c'est bien le choix de l'enseignement, que j'ai fait vers l'âge de 22 ans, qui m'a amené là où je suis.

Ce choix de vous éloigner de la voie paternelle a-t-il été bien perçu par votre famille ?

Ni mon père ni ma mère ne m'ont jamais dicté ce que je devais faire. Mon père répétait simplement : « Il faut que tu contribues à améliorer le monde. A toi de choisir comment. » J'ai passé des années à m'interroger là-dessus. Connus des phases, en secondaire puis au lycée, où je me disais que le modèle de mon père, entrer en politique, était peut-être la voie tracée pour avoir un impact et j'imaginai alors des études de droit et une réussite universitaire. Mais je sentais bien que ce n'était pas moi. Je n'arrivais pas à me motiver pour une voie purement intellectuelle. L'idée de l'enseignement fut donc une révélation. Devenir prof, en primaire ou secondaire, ce serait une façon très puissante d'avoir un impact concret, mesurable, sur la vie de la communauté.

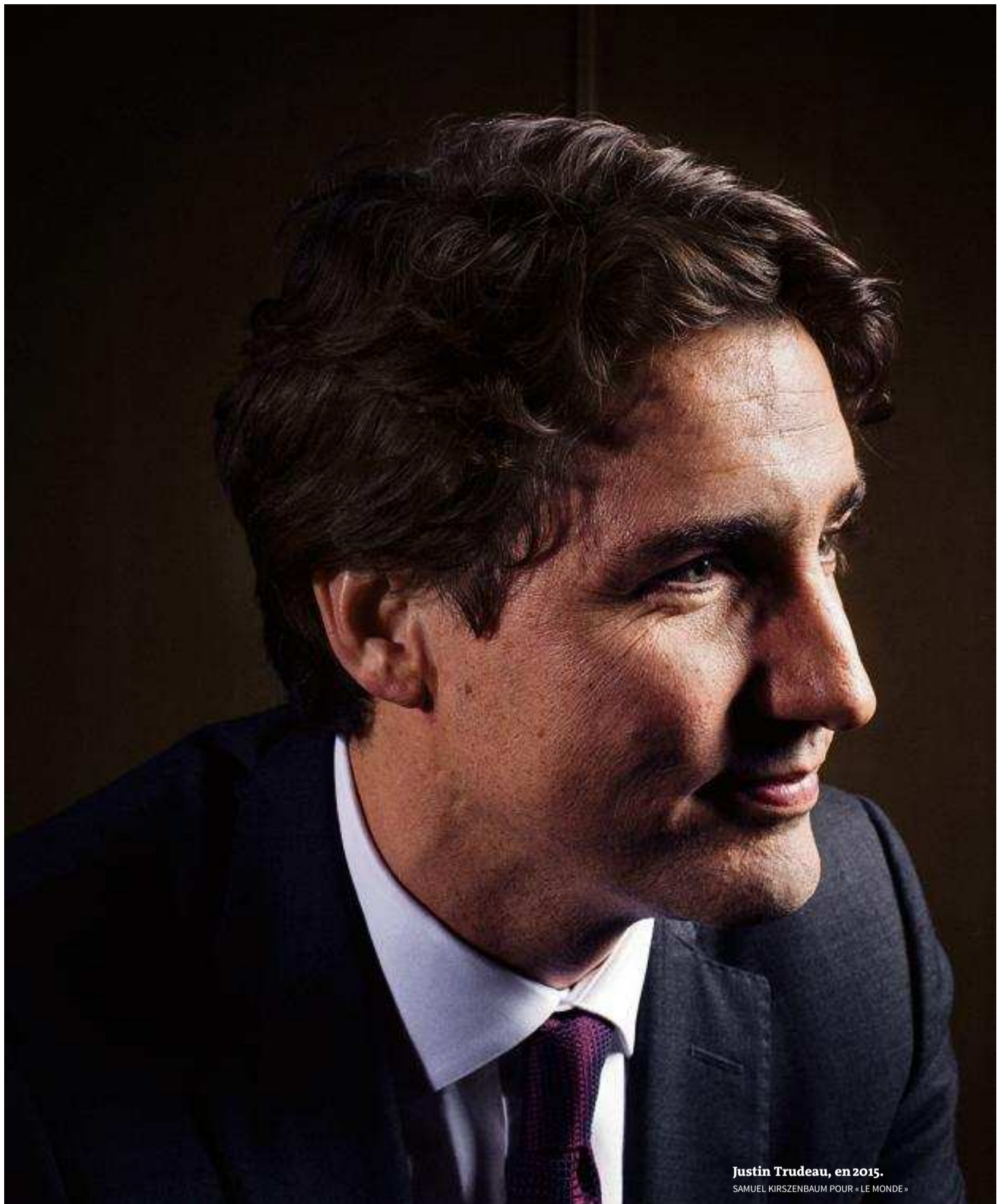
On peut donc considérer que ce fut comme une formation au poste de député et de premier ministre ?

Plus qu'une formation ! C'était la découverte et l'expression de qui je suis profondément, et de la façon dont j'interagis avec le monde, quelle que soit ma fonction. La définition d'un bon politicien ressemble à celle d'un bon professeur. Un bon prof, c'est quelqu'un de curieux qui aime partager sa curiosité, mais ce n'est pas quelqu'un qui donne les réponses. Au contraire ! Il crée les conditions permettant aux étudiants de trouver les réponses par eux-mêmes. De la même façon, un bon politicien n'est pas celui qui, paternaliste, dit au peuple : « Je m'occupe de vous. » C'est au contraire quelqu'un qui donne à la communauté dont il est responsable les moyens d'être active et de créer sa propre réussite.

Sartre disait : « L'enfance décide. »

Qu'a-t-elle décidé pour vous ?

Oh, il y a plusieurs éléments qui ont sûrement joué un rôle. D'abord, je suis né dans la résidence du premier ministre et j'y ai passé les treize premières années de ma vie avec mes deux frères plus jeunes. Mon père étant très proche de ses enfants, il m'a associé à des tas d'événements, m'a emmené dans de nombreux voyages, m'a fait rencontrer des présidents, toutes sortes de gens extraordinaires. Reagan, Thatcher, Schmidt, Palme, les funérailles de Brejnev... J'allais certes à l'école primaire du quartier, une école publique où se côtoyaient des enfants de milieux défavorisés comme des enfants d'ambassadeurs. Mais j'étais très protégé, gardé par la gendarmerie royale du Canada, je savais bien que je faisais partie des chanceux. Mes parents m'ont cependant élevé dans l'idée que le bonheur ou l'accomplissement ne se mesurent



Justin Trudeau, en 2015.

SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

Justin Trudeau

« Je suis féministe et fier de l'être ! »

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Le « Monde » interroge une personnalité en partant d'un moment décisif de son existence. A l'issue de sa visite à Paris, le premier ministre du Canada s'est confié sur son itinéraire, les doutes rencontrés et les ressorts qui l'animent

pas à ce que l'on a reçu dans la vie mais à ce qu'on est capable d'en faire. J'ai toujours senti cette responsabilité.

N'est-ce pas trop écrasant ?

Disons que l'attente que j'avais envers moi-même m'a procuré des moments difficiles à l'école secondaire.

Quand avez-vous pris votre autonomie et vous êtes-vous distancé du modèle paternel ?

Au collègue Jean-de-Brébeuf, à Montréal, où mon père avait fait lui-même ses études. Croyant que ça me stimulerait, il m'a sorti ses bulletins scolaires, datés des années 1930. Il n'y avait que des A et des A+ ! Moi, j'avais des B, des C. Quand j'aimais vraiment un sujet, je récoltais un A, mais j'étais plutôt un étudiant moyen. Et j'ai compris, là, que nous étions différents. Que nous n'avions pas la même approche de la vie. Que son travail individuel forcé, son ambition intellectuelle ne correspondaient pas à ma façon de faire. Et que mon chemin serait autre. J'ai pu alors changer de cap et me donner du temps pour trouver qui j'étais.

Votre père percevait-il vos différences ?

Il en a eu la révélation au cours d'un des derniers voyages auxquels il m'a emmené, à 18 ans, pour faire du rafting dans le Nord canadien en compagnie de leaders environnementaux. J'ai adoré ces huit jours sur la rivière, assortis de discussions passionnantes. Au retour, il a dit à ma mère : « Waouh Margaret ! Justin est très bon avec les gens. Il a un vrai contact, chaleureux, attentif, engagé. »



ÉLODIE BOUÉDEC

s'autoréguler si elles le peuvent, l'humain n'intervenant qu'en cas de nécessité pour favoriser l'harmonie. Ce qui sera sans doute parfois le cas pour que la cohabitation se passe bien, pour empêcher les invasions. On peut donc envisager la stérilisation ou la contraception.

J. P. : Vous dites qu'il faudra réguler et stériliser. Évidemment. Le problème est donc, comme je vous le disais, que l'on ne peut pas tous les garder. Alors, au lieu de les tuer, vous allez les stériliser. Voilà votre solution. C'est ce que vous appelez être antispéciste? Vous allez décider à la place des animaux qu'ils ne se reproduiront pas! C'est bien plus monstrueux que de donner aux vaches un vrai monde de vaches dans un pré avec de la protection, de l'affection, l'occasion de faire des petits. Même si, et c'est là la difficulté de nos relations aux animaux, en élevage, on articule bonne vie et bonne mort pour ces animaux. Mais vous voulez les stériliser, ce qui est bien pire.

L'abattage peut préserver les brebis d'une vie devenue très dure. A 12, 13 ans, elles perdent leurs dents et ne peuvent plus manger. On essaie donc en élevage de leur donner une bonne mort. Et de consommer la viande de cet animal. C'est-à-dire de lui assigner un autre sort que l'agonie et le pourrissement. Manger des produits animaux, et dans ce cas la viande, participe à faire circuler la vie.

A. C. : Ne trouvez-vous pas normal qu'un couple choisisse de limiter le nombre de ses enfants à un ou deux s'il le désire? Je souhaite qu'il en soit de même pour les animaux non humains, tout simplement. Sauf qu'évidemment une intervention humaine est parfois nécessaire, même si certaines espèces s'autorégulent.

Peut-on dire qu'il faut libérer les animaux tout comme il y a une émancipation des femmes et des esclaves? Est-ce comparable?

A. C. : Il s'agit pour moi d'un processus politique et philosophique progressiste en cours depuis des millénaires dans les sociétés évoluées, qui consiste à se battre pour les groupes d'individus discriminés en fonction de caractéristiques que l'on présente comme des faiblesses: le sexe, la couleur de peau, l'orientation sexuelle, voire la culture.

L'antispécisme dit qu'il faut continuer dans cette logique en augmentant la sphère de considération morale en y incluant les animaux non humains parce que la science nous a démontré l'étendue de la proximité entre les hommes et les autres animaux. Nous constatons aujourd'hui que notre ADN est à 98,5 % identique à celui d'un chimpanzé. Nous partageons en outre avec toutes les autres

« Si les humains sont pris dans un système économique qui broie les individus au nom du profit, les animaux sont broyés tout comme nous »

JOCELYNE PORCHER
sociologue

espèces animales sensibles des aptitudes d'intelligence, de sensibilité, de sociabilité, de capacité à ressentir la joie ou la tristesse... Nous avons créé une barrière artificielle entre animaux humains et non humains comme à un moment nous avons créé une barrière entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, les Blancs et les Noirs.

A chaque fois, une population dominante expliquait qu'il était normal qu'elle écrase l'autre. C'est exactement ce que l'on continue à faire aujourd'hui avec les animaux non humains en disant que ce ne sont « que » des animaux. On peut les castrer à vif, on peut leur limer les dents à vif, on peut leur faire des tas d'injections de produits, on peut les tuer au bout de six mois. Non.

J. P. : Je trouve assez insultant pour les animaux de les mêler à nos propres rapports de domination. Le sexisme, le racisme sont des affaires d'humains. Les animaux domestiques sont étrangers à ces histoires propres à l'espèce humaine.

A. C. : Il y a plusieurs millénaires, les re-

JOCELYNE PORCHER

Sociologue et directrice de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, Jocelyne Porcher étudie les relations de travail entre humains et animaux, notamment au sein du collectif de chercheurs Animal's Lab. Elle s'intéresse tout particulièrement aux relations affectives entre éleveurs et animaux, à la souffrance au travail, à l'élevage et aux productions animales, notamment la filière porcine industrielle. Elle est l'auteur de *Vivre avec les animaux : une utopie pour le XXI^e siècle* (La Découverte, 2011) et de *Cochons d'or : l'industrie porcine en questions* (Quae, 2010).

ligions monothéistes ont séparé les humains des autres créatures de la Terre. Cette vision est toujours dominante aujourd'hui. Tout en revendiquant que les humains partagent beaucoup avec les autres animaux, les antispécistes n'affirment pas que les humains et les autres animaux sont en tous points identiques et que nous voulons exactement les mêmes droits pour toutes les espèces. On ne réclame pas le droit de vote pour les vaches! Non, on veut l'instauration de quelques droits essentiels pour tous les animaux non humains sensibles: le droit de ne pas être tué, de ne pas être enfermé, de ne pas être torturé, de ne pas être vendu.

Les humains disposent de capacités cognitives supérieures et ont développé, plus que les autres espèces, le sens de l'éthique. Ce développement inédit de l'esprit et de la moralité nous oblige. Nous sommes en train de détruire le vivant. Les animaux sauvages sont en train de disparaître. Les hommes en sont responsables. Bientôt, les seuls animaux qui vont continuer d'exister sur cette planète, ce seront des animaux produits pour être mangés. Ce pouvoir de destruction ajoute à ce devoir de responsabilité. Peter Sloterdijk dit que l'on devient adulte le jour où l'on prend soin des plus faibles. Exactement comme des parents sont responsables de leurs enfants et agissent en leur nom, pour leur bien. Nous devons donc agir pour le bien du vivant, en tant que tuteurs de ce vivant. Alors seulement l'humanité deviendra adulte. Et, dans ce cadre de tuteurs responsables, nous pouvons être amenés à décider de stériliser certains animaux.

Vous critiquez tous les deux le capitalisme. Pourtant, pour vous, Jocelyne Porcher, les végans font le jeu des industriels. Pourquoi?

J. P. : Depuis l'introduction de la zootecnie [ensemble des sciences et des techniques mises en œuvre dans les productions animales] au XIX^e siècle, on se sert des animaux pour produire de la matière animale. Nous sommes encore dans cette dynamique historique. Or, les productions animales sont un facteur important de dégradation de notre environnement. Le véganisme jouit d'une grande médiatisation parce qu'il est présenté comme une solution au défi environnemental.

Quand, il y a vingt ans, des gens, et j'en suis, se battaient contre les productions animales, cela n'intéressait personne. Ni les politiques ni les médias. Car une seule alternative existait: l'élevage. Aujourd'hui, une autre possibilité existe: les productions animales 4.0, les substituts aux produits animaux. Grâce aux biotechnologies, on va rapidement pouvoir produire de la matière animale sans les animaux, à partir de la cellule animale. D'ici moins de dix ans, paraît-il, ces substituts seront dans les supermarchés. Les concepteurs de ces procédés avancent comme principal argument que l'on pourra ainsi ne plus tuer les animaux. La viande in vitro est d'ailleurs défendue par le mouvement abolitionniste, par ses théoriciens et ses structures militantes. Les militants font de facto le service avant-vente de cette nouvelle industrie.

A. C. : C'est un argument qui une fois de plus est sans fondement. Il prouve l'embarras dans lequel sont les éleveurs, ou les défenseurs de la viande. Ils sont obligés d'aller chercher des justifications farfelues avoir quelque chose à dire, telle l'argumentation végane est logique. Les végans ne sont pas des alliés du capitalisme, le véganisme est une philosophie de la consommation modérée.

Pour ce qui est des substituts carnés, de la fausse viande, la société capitaliste suit en effet son intérêt parce qu'elle voit que dans la population des gens ne veulent plus de la viande produite en élevage et qu'il y a donc des parts de marché à conquérir. Cela ne nous regarde pas en tant que végans. Nous vivons sans cela et nous vivons très bien, puisque nous trouvons tous nos nutriments dans les légumes verts, les légumineuses, les fruits ou les céréales. Vous n'avez pas à reprocher aux végans que certains groupes industriels aient vu où était leur intérêt. A titre personnel, la viande cellulaire m'indiffère. Disons que je ne la condamne pas. Mais, en nous reprochant son développement éventuel, et en nous traitant d'alliés du capitalisme, on sent bien que les agriculteurs sont aux abois. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARC-OLIVIER BHERER

Face au « paradoxe de la viande »

Analyse

AUDREY GARRIC
Service Planète

Que savons-nous des conditions de vie des animaux d'élevage, ou plutôt, que voulons-nous savoir? La question se pose à la lecture d'une tribune publiée par *Libération* le 18 mars, intitulée « Pourquoi les végans ont tout faux ». Les trois auteurs, le politologue Paul Ariès, le journaliste Frédéric Denhez et la sociologue et directrice de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) Jocelyne Porcher, poutfendent les individus qui excluent de leur quotidien tout produit d'origine animale (viande, poisson, œufs, lait, fromage, laine, cuir, etc.). Non, clament-ils, les végans ne vont sauver ni les animaux, ni les humains de la famine, ni l'agriculture, non plus l'écologie, notre alimentation ou notre santé. Le véganisme est dépeint comme « un monde terrifiant », qui « menace de nous faire perdre notre humanité », de « dépendre d'une alimentation industrielle 4.0 » et « d'uniformiser nos paysages ».

Parmi les arguments développés par les auteurs en figure un cher aux amateurs de viande: l'intérêt des animaux. « Nous avons des intérêts respectifs à vivre ensemble plutôt que séparés », assurent les signataires « Ainsi est-il probable, tempèrent-ils à peine, qu'ils ne demandent pas à être libérés. (...) Les animaux demandent à vivre avec nous, et nous avec eux, ils demandent à vivre une existence intéressante, intelligente et digne. »

BIEN HABILE CELUI QUI PEUT DIRE CE QUE VEULENT LES ANIMAUX DOMESTIQUES, QUAND MÊME L'ÉTHOLOGIE NE L'A PAS DÉTERMINÉ

Bien habile celui qui peut dire ce que veulent les animaux domestiques quand même l'éthologie, malgré ses progrès, n'a toujours pas réussi à le déterminer. Rien n'indique qu'ils acceptent les conditions de vie qu'on leur réserve dans les exploitations industrielles – une situation que dénoncent par ailleurs les auteurs de la tribune. En France, 69 % des poules pondeuses sont enfermées dans des cages, sur des superficies de la taille d'une feuille A4, sans jamais voir la lumière du jour; 95 % des cochons vivent sur des caillebotis, dans des box d'où ils ne peuvent s'extirper et dans lesquels ils ne peuvent même pas se retourner; ils subissent encore fréquemment l'ablation de leur queue sans anesthésie.

Surtout, qui nous prouve que ces bêtes acceptent la fin inéluctable que l'humain leur assigne, être tuées pour nous nourrir? Et ce, alors que leur existence est toujours plus courte: six semaines pour les poulets, six mois pour les cochons, cinq ans pour les vaches laitières. C'est là la grande absente de la tribune d'Ariès, Denhez et Porcher: elle est entièrement tournée vers la vie des animaux. Or, au sein des élevages, nous les faisons naître pour, à terme, les tuer.

Le phénomène psychologique derrière cette omission a déjà été décrit: c'est celui de la dissonance cognitive, théorisé dans les années

1950 par le psychologue américain Leon Festinger et auquel le philosophe franco-canadien Martin Gibert a consacré un ouvrage, *Voir son steak comme un animal mort* (Lux, 2015). Il évoque l'état d'inconfort qui survient « lorsque des cognitions, c'est-à-dire toutes sortes de croyances implicites ou explicites, vraies ou fausses, sont incompatibles avec un comportement ».

Or, comme nous tolérons mal la dissonance, poursuit-il, nous cherchons à l'atténuer ou à rétablir une cohérence entre nos croyances et notre comportement. Trois solutions s'offrent alors à nous: changer de comportement, le réinterpréter ou réinterpréter nos croyances. Les deux dernières stratégies sont évidemment les plus aisées à mettre en œuvre. Elles consistent à se persuader que les animaux ne souffrent pas vraiment, que l'on a absolument besoin de protéines animales ou qu'il y a des problèmes plus graves dans le monde. Tous ces mécanismes de pensée – ou de protection – expliquent que l'on puisse continuer à exploiter les animaux tout en voulant leur bien-être. Que l'on affirme en toute sincérité les aimer sans cesser de les manger.

CONTRE-ATTAQUE DES ÉLEVEURS

Ce « paradoxe de la viande », toujours apparu comme naturel, est depuis quelque temps décortiqué et remis en cause. Il est chaque jour davantage ébranlé par les vidéos-chocs dénonçant l'exploitation animale, diffusées de manière virale par les réseaux sociaux et reprises massivement dans les médias.

Fin mars, des associations dévoilaient les coulisses de la production de jambon de Parme, fleuron de la gastronomie italienne: animaux malades ou blessés dans des bâtiments sales et surpeuplés, cadavres en décomposition dans les couloirs... En février, l'élevage de visons pour de la fourrure a été épinglé, montrant des mustélidés tournant en rond dans de minuscules cages, parfois automutilés, sur des monticules d'excréments. Avant cela, des veaux transportés dans des camions ou des bateaux sur plusieurs milliers de kilomètres ou des souris tuées par dislocation cervicale ou asphyxie dans des laboratoires.

Dans cette guerre toujours plus violente de mots mais surtout d'images, l'industrie et les éleveurs l'ont compris: il est urgent de contre-attaquer. Sur Twitter, avec le hashtag #ceuxquifontlelait, ou sur YouTube, ils publient désormais des vidéos montrant des vaches se régaler de foin, sortir de l'étable pour leur première mise à l'herbe, vèler ou être soignées. D'autres coulisses pour montrer une autre réalité, la volonté d'élever les animaux dans les meilleures conditions possibles.

Il reste une omission dans cet effort de transparence: l'abattage des bêtes à proprement parler. Il y a bien quelques images d'animaux saignés à la ferme ou dans des abattoirs mobiles, mais dans la quasi-totalité des cas, la mise à mort reste cachée dans des lieux fermés ou très difficiles d'accès. Nous continuons à soustraire à la vue d'une opinion publique dégoûtée par le sang la réalité de la production de viande, à savoir que trois millions d'animaux sont tués chaque jour en France, le plus souvent à la chaîne. Or, c'est la condition pour un débat enfin apaisé: que chacun assume de (faire) tuer pour manger. ■

garric@lemonde.fr



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR FRÉDÉRIC POTET

Château participatif

Chargé par le président de la République d'une mission d'identification du patrimoine en péril et de recherche de nouvelles solutions économiques pour sa sauvegarde, Stéphane Bern connaît bien le cas du château de la Mothe-Chandeniers, même s'il n'y a jamais mis les pieds. L'animateur de radio et de télévision fait partie des 25 000 personnes ayant acquis cette bâtisse en ruine du nord de la Vienne, mise en vente collectivement, fin 2017, par une plate-forme de crowdfunding spécialisée dans le patrimoine culturel, Dartagnans.

La collecte avait alors enflammé le secteur du financement participatif : 1,617 million d'euros avait été collecté en quatre-vingts jours pour le rachat du château à son propriétaire, un ancien enseignant qui en demandait 500 000. Une dépêche de l'Agence France-Presse, reprise par de nombreux médias dans le monde, participa largement au succès de l'opération. Des contributeurs originaires de 115 pays devinrent copropriétaires, moyennant 50 euros, de cet édifice aux murs dévorés par une végétation envahissante. Qui sait si Stéphane Bern, qui a lancé le projet d'un Loto du patrimoine (censé rapporter entre 15 et 20 millions d'euros, en septembre), ne trouvera pas dans le sauvetage du château de la Mothe-Chandeniers une idée à copier : celle d'un nouveau modèle économique pour les monuments menacés par le chiendent.

Pour l'heure, on s'active sur place. Fermée au public depuis des décennies, la forteresse devrait accueillir ses premiers visiteurs en juin. Ce week-end, une trentaine de coactionnaires seront sur le pont pour installer un grillage autour du parc, dans le cadre d'un des nombreux chantiers participatifs qui se succéderont pendant les prochaines années. Une phase de travaux de « cristallisation », destinée à empêcher la structure de s'affaisser plus encore, devrait prochainement commencer. Son coût : 5 millions d'euros. Remettre le château dans son état originel reviendrait entre 70 et 100 millions d'euros.

«Se passer d'argent public»

Un autre chantier a d'ores et déjà été lancé : celui de la gouvernance. Une société par actions simplifiées (SAS) vient d'être créée – son logo a été soumis par vote aux 25 000 détenteurs de parts. Un conseil d'administration sera prochainement désigné. Sa mission première sera de trouver de nouveaux financements. La grande « chance » de la Mothe-Chandeniers est de compter une armée de propriétaires. Ceux-ci pourraient être de nouveau sollicités. « Si chacun acceptait de donner 20 euros sur la base du volontariat, nous pourrions très vite nous retrouver avec de quoi commencer la restauration d'une des tours du château, par exemple. Les petits ruisseaux font des grandes rivières, et même des fleuves dans le cas présent », se félicite Julien Marquis, à la fois directeur du développement de Dartagnans et fondateur de l'association Adopte un château, à l'origine du projet.

1,617 MILLION D'EUROS AVAIT ÉTÉ COLLECTÉ EN 80 JOURS POUR LE RACHAT DE LA MOTHE-CHANDENIERS

LA LÉGENDE EST TENACE : LE BÂTIMENT AURAIT CONDUIT À LA RUINE NOMBRE DE SES PROPRIÉTAIRES

D'autres pistes sont étudiées : le recours au mécénat, la vente de produits dérivés, la location du site pour des mariages, des séminaires ou des tournages... Mais de subventions, point. « Nous aimons développer un modèle économique qui se passerait d'argent public », explique Julien Marquis, 36 ans, en maniant des termes plus habituels au secteur de l'entreprise qu'à celui des monuments historiques : « étude de marché », « capacité d'investissement », « augmentation de capital »... « Pour vivre, le patrimoine doit se confronter au monde réel qui est celui du tourisme, de l'économie et de l'argent plus généralement », poursuit ce médiéviste de formation.

L'argent n'est pas tout cependant. L'autre défi, qui attend les 25 000 cochâtélains, sera de définir – démocratiquement – l'usage à venir de cette grosse gentilhommière en pierre de tuffeau. Qu'en faire ? « Le monument possède une telle attractivité que le transformer en incubateur de start-up ne fonctionnerait pas forcément », convient Julien Marquis. S'il n'a pas échappé à des contributeurs originaires de pays aussi différents que l'Afrique du Sud, Cuba ou le Pakistan, le potentiel visuel du château est par ailleurs doublé d'une légende tenace : habité par plusieurs familles depuis son édification (au XIII^e siècle ou avant), le bâtiment aurait en effet conduit à la ruine nombre de ses propriétaires.

L'un d'eux le fit reconstruire entièrement au XIX^e siècle en s'autorisant de grandes libertés sur le plan architectural. Malgré un incendie en 1932, la structure est restée à l'identique avec son escalier central très inspiré de celui du château de Blois, ses cheminées rappelant Chambord et ses arcades vénitienes. Légèrement en retrait, une église, imitation de la Sainte-Chapelle de l'île de la Cité, complète le charme romantique et iconoclaste de cette « folie néorenaissance ». Une autre légende, tenant plutôt de rumeur locale, indique que le réalisateur Steven Spielberg aurait été intéressé pour la racher, il y a quelques années.

La transformer en site touristique paraît être aujourd'hui la meilleure solution. « Il s'agit quasiment du château en ruine le plus célèbre du monde », assure Julien Marquis. Sa notoriété fait déjà converger des sollicitations de toute part – parfois inattendues comme celle d'une société américaine qui entend organiser, à l'été, une compétition de drones au-dessus de la bâtisse. Un concert de musique électro dans le parc est aussi à l'étude.

Rémunérée à hauteur de 8 % des sommes collectées, la plate-forme de crowdfunding Dartagnans envisage, elle, de mettre en vente collectivement un ou deux autres châteaux en perdition, d'ici la fin 2018. Ses dirigeants disent bénéficier de la « bienveillance » des conseillers de la ministre de la culture, Françoise Nyssen, et d'Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat fait lui aussi partie des propriétaires : une action de la Mothe-Chandeniers lui a été offerte, ainsi qu'à son épouse, dans l'espoir d'accueillir un jour le couple présidentiel. ■

AIR FRANCE : LE PARI DU RÉFÉRENDUM

ÉDITORIAL III

Coup de théâtre dans le conflit qui empoisonne Air France – et des dizaines de milliers de passagers – depuis plus d'un mois, avec déjà neuf jours de grève : Jean-Marc Janaillac, le PDG d'Air France-KLM, a annoncé vendredi 20 avril qu'il allait consulter l'ensemble des salariés sur les propositions refusées par les syndicats, qui se trouvent ainsi court-circuités.

La direction de la compagnie aérienne a fait plusieurs propositions depuis le début du conflit, toutes rejetées comme insuffisantes par l'intersyndicale, qui réclamait une augmentation salariale générale de 6 %. Le 16 avril, la direction a mis sur la table un projet d'accord portant sur une augmentation de 7 % sur quatre ans, dont 2 % en 2018 et 5 % sur les trois prochaines an-

nées ; cet accord a été soumis à la signature des syndicats jusqu'au 20 avril à midi.

Ce délai écoulé sans résultat, M. Janaillac a radicalement changé de méthode. Refusant « d'accepter ce gâchis après des années d'efforts » et misant sur un soutien minoritaire des personnels non grévistes à l'action de pilotes qui passent pour des enfants gâtés, le PDG en appelle maintenant à la base ; celle-ci sera consultée par voie électronique à partir du 26 avril, jusqu'à début mai. Mieux : M. Janaillac met sa démission dans la balance et s'engage à partir si la consultation aboutit au rejet de l'accord proposé.

Le pari est osé mais en dit long sur l'évolution des relations sociales au sein de la compagnie nationale. Aucune compagnie aérienne ne peut faire voler ses avions sans ses pilotes ; à Air France s'était donc installée une sorte de cogestion tacite entre la direction et les pilotes. Alexandre de Juniac, le prédécesseur de M. Janaillac, y a mis fin abruptement. Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), très majoritaire chez les pilotes, a depuis adopté une ligne dure ; il est en pointe dans le mouvement de grève actuelle.

Contrairement aux cheminots de la SNCF, orphelins d'un âge d'or de l'Etat-providence, les pilotes d'Air France, eux, sont les gagnants de la mondialisation. Leurs qualifications sont recherchées dans le

monde entier par des compagnies qui cherchent à satisfaire une demande de voyages en hausse constante. Air France, en revanche, fait face à une concurrence très rude. Sa situation s'est améliorée ; la compagnie a enregistré, en 2017, sa troisième année d'affilée de résultats positifs – dont les pilotes veulent toucher les dividendes, après six ans de blocage des salaires, en dehors des augmentations et primes individuelles. Mais cette amélioration est fragile, et la rentabilité de la compagnie française reste inférieure à celle de ses grandes rivales européennes, Lufthansa et British Airways.

M. Janaillac fait valoir que, dans la situation actuelle, avec, notamment, un prix du pétrole reparti à la hausse, Air France ne supporterait pas le coût de l'augmentation immédiate demandée par les syndicats. Ce coût aurait aussi pour conséquence d'affaiblir Air France par rapport à KLM au sein de la compagnie.

Dans un climat social tendu au niveau national, où la perte d'influence des syndicats est visible, le PDG d'Air France-KLM réussirait-il à faire plier le puissant SNPL ? L'accord qu'il propose n'est pas déraisonnable. Si le référendum organisé n'a pas de valeur légale, il peut en revanche complètement inverser la dynamique sociale. C'est ce qu'avait tenté Christian Blanc, alors patron d'Air France, en 1994. Avec succès. ■

journée de la terre 22 avril

message in a bottle

Chaque année, seuls 2 %* des emballages plastiques consommés dans le monde sont issus de plastiques recyclés. Aujourd'hui, on sait produire du plastique recyclé de qualité égale au plastique vierge.

C'est une opportunité pour les industriels d'intégrer toujours plus de plastiques recyclés et d'envoyer ainsi un message pour la planète.

Faire que nos plastiques ne soient plus des déchets mais une ressource, il suffit de le décider. #earthdayeveryday

Êtes-vous prêts ?



prêts pour la révolution de la ressource

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Air France : le quitte ou double de la direction

► Devant l'enlisement du conflit, la direction d'Air France a décidé de consulter les personnels sur son projet d'accord salarial

► Si sa copie est désavouée, le PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac, annonce qu'il quittera l'entreprise

► Avec la reprise, les conflits salariaux se multiplient, comme en Allemagne et au Danemark

PAGES 3-4



Le PDG d'Air France-KLM, Jean-Marc Janaillac, à Paris, le 20 avril. PHILIPPE WOJAZER/REUTERS

MÉDIAS
LE JEUNE MILLIARDAIRE TCHÈQUE QUI RACHÈTE «ELLE»

PAGE 2

IDÉES
UNE VOIE CHINOISE POUR LE CAPITALISME ?

PAGES 6-7

RECHERCHES | CHRONIQUE PAR LOÏC CHARLES

Trump ou le renouveau du mercantilisme

Après l'annonce par le président américain, Donald Trump, de l'augmentation des droits de douane sur de nombreux produits d'importation, en particulier chinois, et les menaces de mesures de rétorsion exprimées tant en Europe qu'en Chine, le retour des guerres commerciales semble désormais inévitable, et avec elles la question du mercantilisme.

Dominant les débats économiques du XVI^e au milieu du XVIII^e siècle, le mercantilisme repose sur l'idée que les rapports commerciaux entre nations visent à augmenter leur puissance. Le commerce n'est pas conçu comme relevant d'une sphère indépendante (l'économie), mais fait au contraire partie de celle de la «raison d'Etat». Comme l'écrivait un anonyme dans la France du milieu des années 1760: «Le plus grand malheur d'un Etat est d'être moins riche que ses ennemis naturels, depuis que la balance des pouvoirs est la même que celle des richesses.» Aux yeux des mercantilistes, la prospérité économique et la puissance politique sont à rechercher dans une balance com-

merciale positive. Elle permet à la fois d'accumuler de l'argent, le nerf de la guerre, et d'augmenter l'emploi. La volonté affichée par Donald Trump de restaurer l'équilibre de la balance commerciale américaine avec la Chine, le Japon et l'Union européenne le place dans cette tradition mercantiliste.

Or les économistes sont très critiques vis-à-vis du mercantilisme, d'Adam Smith (1723-1790), qui y a consacré de nombreuses pages dans son ouvrage *La Richesse des nations*, au Prix Nobel d'économie (2008) américain Paul Krugman qui, le 5 avril, a qualifié les idées de Trump de «junk economics» (littéralement «science économique à deux balles») dans sa chronique du *New York Times*.

Situation dominante

Il faut toutefois rappeler que les économistes démontrent l'inefficacité des politiques mercantilistes en utilisant le modèle de la théorie néoclassique, où les gains et pertes de richesse sont mesurés à l'équilibre (c'est-à-dire en négligeant les effets dynamiques des politiques économiques), où la concurrence est parfaite et où il

n'y a pas d'économie d'échelle (les coûts unitaires ne baissent pas si les quantités produites augmentent). Mais la remise en cause de ces hypothèses au nom d'un plus grand réalisme avait fait émerger dans les années 1980 un courant de pensée alternatif parfois qualifié de «néomercantiliste» – «la théorie stratégique du commerce international». Son principal théoricien n'était autre que... Paul Krugman!

Cette théorie explique que, sous certaines hypothèses (existence d'économies d'échelle et de grandes entreprises capables d'influencer le marché mondial), les Etats peuvent, grâce à des subventions publiques aux entreprises nationales ou à des droits de douane significatifs, modifier la structure du commerce international à leur avantage. Par exemple, ils peuvent acquérir des parts de marché importantes dans des domaines à forte valeur ajoutée qu'ils auraient dû abandonner s'ils avaient joué le jeu de la concurrence. Cette situation dominante une fois acquise, les Etats peuvent abandonner ces droits de douane: le poids de l'histoire, plu-

tôt que celui des avantages naturels, assure en effet la continuité de leurs avantages économiques «bien mal acquis» aux yeux des économistes néoclassiques...

Ce courant, qui mettait en cause deux siècles de critique du mercantilisme, connu son heure de gloire au moment où Ronald Reagan, le modèle de Trump, était président des Etats-Unis (du 20 janvier 1981 au 20 janvier 1989). Il fut ensuite mis de côté dans les années 1990, tant il semblait contredit par les avantages apparents du libre-échange, mais sans avoir été réfuté sur le plan scientifique. Des ouvrages récents des historiens américains Philip Stern et Carl Wennerlind (*Mercantilism Reimagined*, Oxford, 2013) et suédois Lars Magnusson (*The Political Economy of Mercantilism*, Routledge, 2015) ont même réévalué l'apport du mercantilisme lui-même dans l'histoire économique des nations. Et le voici en passe d'être réhabilité par le programme économique de Donald Trump. ■

Loïc Charles est professeur d'économie à l'université Paris-VIII

MATIÈRES PREMIÈRES

LE SUCRE NE FAIT PLUS RECETTE

Quand le temps est pourri, l'agriculteur reste à l'abri. Cela aurait pu être le dicton du début de l'année dans une grande partie de la France. En particulier dans le nord. Les semoirs ont été mis sous l'éteignoir. Retour du grand soleil et tout s'éveille. L'activité bat son plein dans les champs. Dans quelques jours, les semis de betterave seront achevés. Enfin. «Nous avons trois semaines de retard par rapport à une année normale», affirme Timothé Masson, de la Confédération générale des planteurs de betteraves. Même si rien n'est joué, Dame Météo ayant les dés en main, cela peut être dommageable. «La probabilité d'un très bon rendement est plus faible», ajoute-t-il. Verdict à l'automne.

Ce retard à l'allumage n'est pas le seul souci des agriculteurs. Le climat n'est guère plus radieux en Bourse. Les cours du sucre n'ont cessé de fondre. A New York, les spéculateurs ont fait perdre près de 20% de sa valeur à la poudre blanche depuis janvier, signifiant ainsi l'une des moins bonnes performances du marché des matières premières. Or, elle avait déjà été dépréciée d'autant en 2017. Résultat, elle tutoie la barre des 12 cents la livre. Vendredi 20 avril, elle se négociait à 11,87 cents la livre.

Une véritable déconfiture pour le sucre. Il souffre de l'obésité de ses stocks. En Inde, en Thaïlande comme au Brésil, les récoltes ont été nourries. Au moment même où l'Europe ouvrait les vannes, avec la fin des quotas sucriers, décréteés le 1^{er} octobre 2017.

Les grands sucriers européens, les coopératives françaises Tereos et Cristal Union comme les allemands Südzuc-

ker et Nordzucker, ont incité les agriculteurs à planter à tour de bras. En France, les champs de betteraves se sont étendus de 20%. Ajoutez un rendement quasi historique et vous obtenez une production record: 21 millions de tonnes de sucre en Europe, dont 6,3 millions en France. De quoi exporter, selon le vœu des sucriers. Mais, comme le note M. Masson, «exporter n'est pas une fin en soi, tout dépend du prix».

«Le prix est à la cave»

Or, prix et partage de la valeur animent les débats au sein de la filière. Au moment où les députés scrutent le projet de loi sur l'équilibre commercial dans l'agroalimentaire. Les planteurs ne veulent pas que d'autres se sucent sur leur dos. «Nous comprenons que le prix du sucre est à la cave, mais nous ne voulons pas être la variable d'ajustement, quand notre prix de revient est de 25 euros la tonne. Nous devons bénéficier des gains de productivité des sucriers», déclare Dominique Fievez, président de l'Association syndicale betteravière de la Somme.

Pour convaincre les agriculteurs de planter plus, Tereos s'est engagé à payer un prix minimal de 25 euros la tonne pendant deux ans. Et vient d'annoncer qu'il versera 28,40 euros pour la récolte engrangée. Cristal Union avait, lui, fixé le prix minimal à 27 euros pour la campagne 2017-2018 et à 25 euros pour les deux suivantes. La potion risque d'être plus amère cette année, si le prix du sucre reste déprimé. Les grands clients des sucriers, fabricants de sodas ou de confiseries, eux, se pourlèchent les babines... ■

LAURENCE GIRARD

Réviser son bac avec Le Monde

ÉDITION 2018

LE MONDE VOUS DONNE TOUTES LES CLÉS POUR DÉCROCHER LA MENTION

Les sujets détaillés + Les articles du Monde +
Un cahier de 16 pages pour tester ses connaissances
Philosophie - Français - Mathématiques - Histoire - Géographie - Anglais

En coédition avec En partenariat avec

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE

A la conquête de la presse de l'Ouest

Jusqu'ici inconnu en France, Daniel Kretinsky est en négociations pour racheter, notamment, « Elle » et « Marianne ». Ce milliardaire tchèque a bâti sa fortune dans l'énergie

PORTRAIT

VIENNE - correspondant

Faut-il y voir un signe du destin ? Le milliardaire tchèque qui veut racheter quelques-uns des fleurons de la presse française gère à Prague ses colossales affaires depuis la « rue de Paris ». Inconnu en France, Daniel Kretinsky n'est autre que la cinquième fortune de République tchèque. A 43 ans cette année, il a bâti tout son empire – comme souvent dans cette partie de l'Europe – grâce au très rentable secteur énergétique.

Né à Brno, la deuxième ville du pays, en 1975, il a « fait son droit » et étudié les sciences politiques, avant de travailler pour le cabinet d'avocats Gottweis & Partner. Son activité commence à décoller lorsqu'il rejoint le groupe financier J&T à Prague en 2003. En six ans seulement, il parvient à s'émanciper progressivement pour prendre seul son envol, jusqu'à fonder, en 2009, Energetic and Industrial Holding (EPH), l'un des groupes énergétiques les plus importants d'Europe centrale, fort d'un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissements de 1,5 milliard d'euros en 2017.

Aujourd'hui, ce personnage souriant, à l'allure de jeune premier et aux lunettes à monture noire rectangulaire, emploie 25 000 salariés, dans plusieurs pays du Vieux Continent. Il exploite de florissantes installations gazières et produit de l'électricité pour des centaines de milliers d'Européens, le tout en occupant les tribunes VIP du Sparta Prague – le club de football de la capitale, dont il est également propriétaire – et en pesant de tout son poids sur le marché de la presse locale.

UN « COST-KILLER » INTRAITABLE

Depuis 2013, il est premier actionnaire, avec 50 % du capital, de Czech Media Invest (CMI), le premier groupe de médias de ce pays d'Europe centrale, qui compte 10,5 millions d'habitants. Il revendique 3,25 millions de lecteurs en République tchèque, soit 37 % de la population âgée de 12 à 79 ans. Ses cinq salles de rédaction, installées dans un bâtiment design du quartier pragois branché de Holešovice, travaillent pour trois quotidiens, des portails d'information (dont le très lu Info.cz) et 29 magazines, dont l'influent hebdomadaire généraliste *Reflex*, les féminins les plus vendus et une kyrielle de revues spécialisées. CMI possède deux imprimeries et a mis sur pied son propre cursus de formation des journalistes. Le groupe domine les marchés de l'édition littéraire et de la distribution en presse papier.



Daniel Kretinsky s'est taillé la réputation d'être un « cost-killer », un chasseur de coût, assez intraitable. Il se targue notamment d'avoir redressé les comptes des titres rachetés en 2013 à la société germano-helvétique Ringier Axel Springer, basée à Zurich, pour 170 millions d'euros. Médias, sports, énergie, industrie... la fortune personnelle de M. Kretinsky pèserait 2,6 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros), selon le magazine *For-*

Le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky à Londres, le 8 mars.

TOLGA AKMEN/AFP

bes. Et cet ambitieux patron semble être à la recherche de nouveaux axes de développement. Alors que les élites économiques tchèques se ruent vers le marché chinois, il préfère, lui, se concentrer sur l'Europe.

Totalement absent de l'Hexagone, il compte conquérir Paris grâce à son sens inné du « soft power » (la manière douce) et du marketing. D'où son offensive actuelle, marquée par une succession d'annonces cette se-

À 43 ANS, LE FONDATEUR DU GROUPE ÉNERGÉTIQUE EPH COMPTE S'IMPOSER À PARIS GRÂCE À SON SENS INNÉ DU « SOFT POWER » ET DU MARKETING

maine : d'abord celle du rachat, mardi 17 avril, des radios du groupe Lagardère en Europe centrale et orientale pour 73 millions d'euros ; puis, le lendemain celle de l'ouverture de négociations pour acquérir les magazines français du groupe Lagardère, dont l'emblématique *Elle* ; enfin le dépôt d'une offre, jeudi, pour mettre la main sur l'hebdomadaire *Marianne*... « Nous considérons les radios Lagardère en République tchèque, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie comme de bons atouts, bien gérés, estime son porte-parole, Daniel Castvaj. Tout comme *Elle* et *Marianne*, qui sont des marques importantes s'insérant parfaitement dans notre stratégie. »

LES SYNDICATS DE LAGARDÈRE INQUIETS

S'il est fréquent que les grandes fortunes des pays d'Europe centrale et orientale reprennent des médias locaux, il est plus étonnant de les voir se frotter au marché plutôt morose de « l'honorable presse » occidentale. L'audace de M. Kretinsky pourrait présager des bouleversements profonds dans les années à venir. « Il est encore trop tôt pour spéculer sur les raisons de ce déploiement en France. On peut penser qu'acquérir des titres prestigieux sur la place de Paris offre à tout investisseur de la région une exposition valorisante, susceptible de constituer un avantage pour effectuer des transactions futures », explique Vaclav Stetka, un universitaire spécialiste des médias. Quoi de mieux, en effet, pour se constituer un carnet d'adresses que venir au secours de la presse dite « de qualité » ? M. Stetka cite l'exemple d'Alexandre Lebedev, un oligarque russe qui avait racheté en 2010 le quotidien britannique *The Independent*, alors sur le point de mettre la clé sous la porte. Daniel Kretinsky pourrait s'inscrire dans une démarche similaire.

D'autant qu'à Prague il n'est pas connu pour intervenir directement dans la ligne éditoriale des médias qu'il possède. De quoi le distinguer du vainqueur des dernières élections législatives, Andrej Babis, qui ne s'est jamais caché d'instrumentaliser ses titres de presse à des fins politiques. Sans doute M. Kretinsky n'a-t-il pas besoin d'employer des méthodes aussi décomplexées que le désormais nouveau premier ministre tchèque : on ne lui connaît pas d'ambitions politiques. Il se sert surtout du fleuron de son groupe, le tabloïd *Blesk*, comme d'un paratonnerre l'immunisant contre toutes les attaques. C'est le quotidien le plus lu du pays et personne ne souhaite se mettre à dos une rédaction que l'on pourrait comparer à celle du puissant *Bild* allemand : elle est susceptible de faire et de défaire toutes les réputations.

Le profil atypique de ce potentiel acquéreur inquiète les syndicats de la branche médias de Lagardère qui n'ont pas manqué de rappeler que M. Kretinsky avait été épinglé pour son business offshore aux îles Vierges britanniques, révélé par les « Panama Papers » en 2014. Malgré tout, aujourd'hui, la structure de la CMI semble transparente.

La stupeur des salariés français concernés n'en reste pas moins justifiée par le caractère « important et inédit » de cette opération, qui, si elle se finalise dans les prochaines semaines, pourrait transformer *Elle* et *Marianne* en laboratoires observés par toutes les rédactions hexagonales, observe Pauline Adès-Mével, de Reporters sans frontières. Et celle-ci de noter : « Le fait que des fleurons de la presse française puissent passer sous pavillon tchèque en dit long sur la concentration accrue des médias. » Alors, superhéros ou fossoyeur ? Nul ne sait si la presse tricolore peut trouver son salut dans la fortune d'un oligarque venu de l'Est. Pas même sûrement Daniel Kretinsky. ■

BLAISE GAUQUELIN

A Prague, guerre d'oligarques par médias interposés

LA DÉMARCHÉ du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky en France ne constitue-t-elle qu'une nouvelle étape dans la guerre à laquelle se livrent les oligarques de son pays, par médias interposés ? En 2017, la République tchèque était classée à une très honorable 23^e place au classement de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse (RFS). Mais le pays risque de dégringoler dans le tableau que l'association compte dévoiler ces prochains jours, car la concentration des médias y atteint des seuils critiques.

Avant la crise, les journaux étaient détenus à 80 % par des investisseurs

étrangers. Mais depuis 2008, de nouveaux oligarques se livrent à une bataille d'influence, à laquelle participe à sa manière feutrée M. Kretinsky.

« Confiscation des pouvoirs »

Le marché tchèque, à l'image d'une tendance que l'on peut observer dans tous les pays ayant rejoint l'Union européenne depuis 2004, se partage désormais entre quelques hommes d'affaires devant leurs fortunes aux privatisations des années 1990.

Parmi eux, on trouve le premier ministre, Andrej Babis, qui possède plusieurs quotidiens très prescripteurs

(*Mlada fronta DNES*, *Lidové noviny* et *Metro*), un hebdomadaire, des sites Internet et la radio Impuls.

Egalement dans le paysage, un certain Zdenek Bakala, ancien propriétaire d'un complexe minier : ce dernier s'est offert un quotidien économique, un hebdomadaire et un site d'information il y a dix ans. Quant à Marek Dospiva, il domine le secteur de la presse régionale depuis 2015, alors que Jaromir Soukup a acheté une chaîne de télévision et deux hebdomadaires.

En 2016, RSF évoquait des oligarques se servant de la presse pour « ré-

duire au silence leurs adversaires ». Et dénonçait également une « confiscation des pouvoirs économique, politique et médiatique » dans une zone géographique en transition démocratique, encore marquée par des décennies de régime communiste et où la culture de l'indépendance journalistique n'est pas vraiment la même qu'en Europe occidentale.

La parenthèse enchantée des décennies 1990 et 2000, qui avaient été marquées par une liberté de ton inédite, semble, en tout cas, bel et bien refermée. ■

BL. G. (VIENNE, CORRESPONDANT)

Négociations de la dernière chance au Danemark

Faute d'un accord avant le 1^{er} mai, la grève des employés du public commencera le 6 mai

COPENHAGUE - envoyée spéciale

Quand elle a mis dehors les partenaires sociaux, le 18 avril, à 5 heures du matin, après dix-neuf heures de tractations sans résultat, la médiatrice danoise Mette Christensen leur a donné des instructions très claires avant la reprise du dialogue, vendredi 20 avril, à dix heures. « Elle nous a dit de venir avec notre brosse à dents et notre sac de couchage », raconte Jesper K. Hansen, patron du principal syndicat de l'armée (CS). Pour le militaire, il ne fait aucun doute : « Soit les négociations aboutissent avant la fin du week-end, soit elles sont définitivement rompues et la grève commence. »

Engagées en décembre 2017, ces négociations portent sur le renouvellement, pour les trois prochaines années, des accords collectifs dans le secteur public, couvrant 745 000 fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales. Vendredi matin, plusieurs milliers d'entre eux se sont rassemblés devant les locaux de la direction de l'arbitrage, au centre de Copenhague, avec un mot d'ordre : « En løsning for alla » (« Une solution pour tous »).

La situation « se dégrade »

« C'est l'avenir du service public qui est en jeu », affirme Helena Otte, anesthésiste dans un hôpital de la capitale. En congé maternité, elle est venue en blouse blanche, avec sa fille de cinq mois dans son landau. « Dans tous les secteurs, la situation se dégrade. On travaille toujours plus, dans des conditions de plus en plus difficiles, au point

d'en oublier pour qui nous sommes là », dit-elle.

En tee-shirt et lunettes roses, la couleur du syndicat de la petite enfance (BUPL), Claus Nielsen, employé d'une crèche à Aarhus, deuxième ville du Danemark, explique qu'en dix ans « le nombre d'enfants à la charge des employés communaux a augmenté de 70 000 sans nouveau recrutement ». Dans l'armée, « les salaires des soldats sont tellement faibles que nous ne parvenons plus à recruter », renchérit une employée dans la marine.

Alors qu'ils avaient obtenu des hausses salariales record avant la crise financière – jusqu'à 12 % à 13 % parfois –, les employés du public ont, depuis 2008, dû se contenter d'augmentations couvrant juste l'inflation, précise Nana Hansen, spécialiste de la négociation collective au Centre de recherche sur le marché du travail de l'université de Copenhague. « Il était admis qu'ils avaient une dette à l'égard des salariés du privé, dont le niveau des salaires est resté inférieur, indique-t-elle. Mais aujourd'hui, ils estiment l'avoir payée. »

Le patronat serait prêt à accepter une hausse de 8 % sur trois ans. Mais les discussions achoppent sur deux autres revendications. L'inscription de la pause-déjeuner rémunérée dans les accords collectifs, d'abord. « C'est un acquis social, mais certains employeurs seraient prêts à le remettre en cause, ce qui se traduirait par une augmentation du temps de travail de trente minutes par jour, sans compensation salariale », dénonce Dorte Lange, vice-présidente du syndicat des enseignants.



Manifestation d'employés du secteur public danois, le 22 février, à Copenhague.
LISELOTTE SABROE/
RITZAU SCANPIX/AFP

Autre sujet crucial, autour duquel s'est cristallisée la convergence des luttes : le temps de travail des enseignants. Depuis cinq ans, il n'est plus encadré par les accords collectifs, mais – fait exceptionnel au Danemark – par une loi, adoptée par les députés, pour mettre un terme au « lock-out », c'est-à-dire la fermeture des établissements, qui avait été déclenché en 2013 par les municipalités

pour faire passer en force une réforme de l'enseignement public. Quelque 70 000 enseignants, du primaire au collège, avaient été mis au chômage technique, pendant une vingtaine de jours.

« Ce conflit a laissé une plaie profonde dans le mouvement syndical », explique Laust Hogedahl, chercheur à l'université d'Aalborg. D'abord, parce que les enseignants « se sont retrouvés isolés », mais

aussi parce que le recours au lock-out a « mis en évidence un changement de stratégie des employeurs qui, dans le public, sont aussi les législateurs », rappelle M. Hogedahl.

« Un pour tous et tous pour un »

Depuis quelques années, « ils utilisent les négociations collectives pour améliorer les finances publiques, ce qui était inimaginable avant », commente Jakob Bang, qui est négociateur en chef auprès de FOA, le principal syndicat du public. Il y voit une « remise en cause du modèle danois de la concertation ». La seule solution est de faire front commun. « C'est un pour tous et tous pour un », résume l'employée de la marine, faisant référence au « pacte des mousquetaires », adopté par les 150 syndicats impliqués dans les négociations.

En face, les employeurs publics ont sorti l'artillerie lourde. Quatre jours après le dépôt d'un préavis de grève par les syndicats mi-février, la ministre libérale de l'innovation publique, Sophie Lohde, a répliqué avec un préavis de lock-out, qui mettrait 440 000 fonctionnaires au chômage technique, soit plus de la moitié des effectifs du public.

En cas de fermeture des établissements publics le 12 mai, 440 000 fonctionnaires se retrouveraient au chômage technique

Après avoir prolongé les négociations de deux semaines une première fois, la médiatrice a joué sa dernière carte, en repoussant une seconde fois l'ultimatum. Sans accord avant le 1^{er} mai à minuit, la grève commencera le 6 et le lock-out le 12. Un mouvement social qui pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les syndicats, dont les caisses de grève se vident très vite. Sans compter qu'une paralysie du royaume pourrait rapidement « entraîner un revirement de l'opinion publique, pour le moment favorable aux revendications des fonctionnaires », s'inquiète Dorte Lange, du syndicat des enseignants. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Outre-Rhin, hausse des salaires record dans le secteur public

LA GRANDE VAGUE de grèves d'avertissement, qui a paralysé de nombreux services publics en Allemagne ces derniers jours, a pris fin mercredi 18 avril. Les parties prenantes ont trouvé un accord sur une hausse des salaires très importante : les 2,3 millions de salariés des services publics et les fonctionnaires verront leur rémunération augmenter progressivement de 7,5 %, en trois périodes, d'ici à 2020. C'est bien au-delà des 6 % que réclamait le grand syndicat des services, Verdi, qui s'en est félicité. Selon le ministère de l'intérieur, le salaire d'entrée, dans toutes les professions, augmentera de 10 %. La durée de la nouvelle convention collective a été fixée à trente mois, ce qui signifie qu'aucun conflit salarial ne devrait se produire durant cette période.

Comme dans l'industrie, les parties ont fini par s'entendre. Globalement, tous avaient intérêt à une amélioration de la situation. Verdi, qui compte de nombreux membres parmi les bas salariés de la fonction publique, a obtenu pour eux une hausse immédiate de 200 euros.

Crainte d'une perte de compétitivité

Les communes, qui subissent de plus en plus la concurrence des entreprises privées dans la lutte pour attirer des travailleurs qualifiés, seront mieux armées pour se défendre dans un contexte de quasi-plein-emploi. Et, pour finir, le nouveau ministre de l'intérieur, Horst Seehofer, est personnellement intervenu pour que les négociations aboutissent rapidement.

Reste que ce résultat risque d'aggraver le fossé entre les différentes régions d'Allemagne. Là où les communes du sud du pays, qui profitent de l'opulence de l'industrie, pourront amortir sans problème cette hausse des salaires, celles du nord et de l'ouest risquent d'accuser le coup, voire de supprimer des emplois. « La hausse des salaires de la convention collective va avoir pour conséquence que les communes au budget serré devront réduire leurs investissements », a déjà averti le président du conseil des arrondissements ruraux, Reinhard Sager. Celui-ci craint une nouvelle perte de compétitivité des régions incapables de maintenir des services publics de qualité. ■

CÉCILE BOUTELET
(BERLIN, CORRESPONDANCE)

PSA sous le feu des critiques en Allemagne pour sa gestion d'Opel

Le français, propriétaire de la marque allemande, a gelé les investissements sur le site d'Eisenach. L'affaire a pris un tour politique

BERLIN - correspondance

Opel, l'homme malade de l'automobile allemande, est toujours dans un état critique. Et il n'est pas certain que les potions amères qu'on lui administre actuellement ne sont pas en train de lui retirer ses dernières forces. Le plan de redressement en cours chez le constructeur malmène la confiance dans la nouvelle maison mère, PSA. Célébré encore récemment à Berlin et à Rüsselsheim (Hesse), au siège du groupe, comme le sauveur de la marque à l'éclair, le constructeur français est, depuis quelques jours, sous le feu des critiques. En plus d'un conflit dur sur la réduction des coûts, c'est l'hémorragie des meilleurs éléments qui menace aujourd'hui Opel.

L'ambiance a commencé à se dégrader en février, quand le syndicat IG Metall a obtenu, pour les salariés de l'industrie, 4,3 % d'aug-

mentation et des avancées sur la flexibilité du temps de travail. La nouvelle convention collective est mise en œuvre sans difficulté par la plupart des industriels de l'automobile en Allemagne, mais elle pose problème à Opel, qui doit d'urgence réduire ses coûts. La direction a proposé au syndicat de ne pas l'appliquer, dans le contexte précis du plan de redressement, puis, face à la résistance farouche d'IG Metall, elle s'est finalement inclinée, le 16 avril. Mais en annonçant, dans le même temps, le gel des investissements sur le site d'Eisenach (Thuringe).

Le conflit s'est immédiatement envenimé. Depuis des semaines, le syndicat réclame des engagements concrets de PSA sur l'avenir des sites de Rüsselsheim, d'Eisenach et de Kaiserslautern (Rhénanie-Palatinat), alors que les usines espagnoles et britanniques ont déjà obtenu des promesses de lignes de production.

IG Metall accuse le français de vouloir faire pression sur les salaires en menaçant de ne pas confier de production aux sites allemands. Si les plans actuels de PSA pour Eisenach étaient mis en exécution, a précisé le syndicat, la moitié des 1800 emplois du site disparaîtraient. Le plus petit des sites de production d'Opel en Allemagne est, depuis longtemps, considéré comme menacé, en raison des surcapacités du groupe. Il ne produirait plus qu'un seul véhicule, et la production de l'Opel Corsa serait délocalisée en Espagne. Pour IG Metall, une telle réduction des effectifs serait contraire aux engagements pris par PSA de respecter les accords conclus avec l'ex-propriétaire, General Motors.

La Thuringe étant un Land de l'Est peu industrialisé, une dévitalisation du site d'Eisenach aurait des conséquences importantes pour toute la région, dans une zone particulièrement confron-

tée à la montée du parti d'extrême droite AfD. Entre les politiques locaux et la direction de PSA, les relations se sont considérablement tendues : « Le droit allemand doit être respecté, et les conventions collectives doivent protéger du chantage et de l'arbitraire », a écrit sur Twitter Bodo Ramelow, ministre-président de Thuringe, en direction de PSA.

« Enorme pression »

Angela Merkel elle-même est intervenue, le 18 avril, pour défendre les salariés d'Eisenach. Lors d'une rencontre avec les ministres-présidents des Länder de l'Est, à Bad Schmiedeberg (Saxe-Anhalt), elle a appelé PSA à respecter ses engagements. Au regard des moyens déployés, il ne fait aucun doute que la chancelière fait du cas Opel une priorité : elle a dépêché le ministre de l'économie, Peter Altmaier, un de ses proches, pour mener les négocia-

tions sur les sites de production de la marque à l'éclair. Il est accompagné par un autre poids lourd du gouvernement, Hubertus Heil, le ministre social-démocrate du travail. Les deux ministres sont en contact étroit avec la direction du groupe PSA, a déclaré un porte-parole du ministère du travail, vendredi 20 avril.

Le paradoxe veut que, dans le même temps, des salariés désabusés quittent le groupe par centaines, précisément ceux qu'Opel voudrait retenir. Selon les calculs du président du Betriebsrat (conseil de représentation des salariés), Wolfgang Schäfer-Klug, plus de 4 000 salariés devraient quitter l'entreprise volontairement d'ici à 2020. Cela signifie que l'objectif fixé par PSA de supprimer 3 700 postes est largement tenu, a-t-il expliqué, vendredi, à Francfort, pour tenter de désamorcer la crise. Depuis quelques mois, PSA multiplie les primes de départ, re-

traits anticipées ou autres mesures de temps partiel. « Nous subissons une énorme pression, car les gens veulent partir. On commence doucement à se poser la question de savoir comment on va organiser le travail quand il n'y aura plus personne », alerte M. Schäfer-Klug.

L'argument suffira-t-il à convaincre PSA de lâcher du lest ? Au vu des inquiétants chiffres de ventes actuels, les chances sont minces. Au premier trimestre, Opel a vendu 25 000 véhicules de moins qu'un an auparavant. Et la marque continue de perdre rapidement des parts de marché : 5,8 % seulement au premier trimestre, contre 6,9 % il y a deux ans. « Carlos Tavares fait beaucoup de choses à la fois, il est extrêmement peu diplomate et ne manie que la pression. Cela pourrait mal se terminer », estime Ferdinand Dudenhöffer, de l'institut de recherche automobile CAR. ■

C. BT

FINANCE
1 milliard de dollars
d'amende
pour Wells Fargo

La banque américaine Wells Fargo a reçu, vendredi 20 avril, une amende de 1 milliard de dollars (812 millions d'euros), la plus grosse jamais infligée à une firme sous l'ère Trump, pour des pratiques commerciales illicites dont des primes d'assurance automobile superflues. — (AFP.)

COMMERCE
Appel de Bruno Le Maire
à l'administration Trump

L'Union européenne (UE) ne doit pas subir les nouveaux droits de douane américains de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium si elle veut pouvoir être en mesure de travailler avec les Etats-Unis sur le dossier du commerce avec la Chine, a estimé, vendredi 20 avril à Washington, le ministre français de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, en marge des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. L'UE échappe à ces barrières douanières jusqu'au 1^{er} mai. — (Reuters.)

Air France va organiser un référendum

Si les personnels désavouent le projet d'accord salarial, le PDG Jean-Marc Janaillac partira

Face à la persistance de la grève, Jean-Marc Janaillac, le PDG d'Air France-KLM, a décidé de jouer son va-tout, vendredi 20 avril. Deux heures à peine après le refus définitif de la majorité des organisations syndicales de la proposition d'accord salarial mise sur la table par la direction le 16 avril, le patron a décidé d'organiser une consultation directe de l'ensemble des salariés.

A partir du 26 avril, et pendant dix jours, la compagnie tricolore va consulter par voie électronique l'ensemble des pilotes, personnels de cabine ou agents au sol sur le projet d'une augmentation salariale de 7 % sur quatre ans, s'ajoutant aux augmentations individuelles.

En cas d'échec, M. Janaillac s'en ira. « Si le résultat est négatif, je ne vois pas comment je pourrais rester à la tête d'Air France », a-t-il fait savoir. « Le destin collectif de l'entreprise est la priorité. J'ai rejoint

cette entreprise pour contribuer à son retour à une place de leader, et non pas pour son déclin. Mon avenir personnel n'est rien au regard de l'immense enjeu qu'est l'avenir d'Air France. »

Attiser « la division »

C'est une « manœuvre désespérée », a critiqué, vendredi soir, Philippe Evain, le président du SNPL, qui est le syndicat majoritaire chez les pilotes. « On ne comprend pas cet entêtement » et « on ne voit pas l'intérêt pour notre PDG de mettre son départ dans la balance », a-t-il confié à l'Agence France-Presse (AFP).

Pour Vincent Salles (CGT), Air France attise « la division entre les salariés (...) en jouant sur les peurs ». C'est aussi « un déni de démocratie » vis-à-vis des syndicats, a-t-il insisté. Pour sa part, Jérôme Beaurain (SUD Aérien) assure que les salariés « ne sont pas dupes » et qu'ils vont « très certainement rejeter massivement » le texte.

La compagnie aérienne a déjà perdu environ 220 millions d'euros depuis le déclenchement du conflit

Jusqu'à présent, la proposition formulée par la direction, bien qu'un peu améliorée, n'a pas trouvé grâce aux yeux de la majorité des syndicats de la compagnie. « Nous regrettons le refus des organisations syndicales, précise le patron du groupe, mais aujourd'hui, nous ne pouvons proposer plus dans un contexte économique incertain, face à la remontée du prix du pétrole et à une concurrence toujours plus acharnée. Nous avons proposé un accord réaliste. »

Depuis sept semaines maintenant, l'intersyndicale réclame toujours un « rattrapage » de 6 % sur les salaires, une demande revue à la baisse à 5,1 % la semaine dernière, afin de couvrir le gel de la grille salariale, et donc l'inflation, depuis 2011. Philippe Evain qualifiait, jeudi, les propositions de la direction d'« indécentes » et de « farfelues ».

Pour sa part, M. Janaillac a balayé d'un revers de main l'argument du rattrapage. « Il faut cesser de vivre dans un passé révolu », a-t-il précisé, rappelant que « si Air France a pu rétablir ses comptes, elle le doit bien sûr aux efforts de ses personnels. Mais aujourd'hui, augmenter les salaires aussi fortement en 2018 pourrait être destructeur pour notre structure de coûts. Air France n'est pas assez fort pour soutenir un tel effort ».

Grève « insupportable »

La consultation ne s'inscrit pas dans le cadre légal des récentes ordonnances Pénicaud, qui prévoient la mise en place du référendum d'entreprise. « Il s'agit d'une consultation organisée par la direction générale d'Air France, convient Franck Ternier, le directeur général d'Air France. Une fois le résultat connu, s'il est positif, nous soumettrons l'accord salarial à la signature pour l'ensemble des syndicats. Ils devront prendre leurs responsabilités. »

Pour Air France, il devient urgent que la grève cesse, alors que la compagnie a déjà perdu environ 220 millions d'euros depuis le

début du conflit. Avec les mobilisations prévues les 23 et 24 avril et début mai, la perte pourrait atteindre jusqu'à 300 millions d'euros, juge M. Ternier. « Pour les 90 % de salariés non grévistes de la compagnie, cette grève est devenue insupportable », a argumenté M. Janaillac, qui ne souhaite pas accepter « l'autodestruction en cours de la compagnie ».

Seuls deux syndicats vont dans le sens de la direction. Les salariés sont « inquiets », ils « ne voient pas l'issue » de ce conflit, assure Béatrice Lestic, de la CFDT qui, tout comme la CFE-CGC, ne suit pas le mouvement de grève. Le poursuivre, « c'est remettre en cause la pérennité même » de la compagnie, redoute Ronald Noirot, membre de la CFE-CGC.

A Air France, ce référendum fait écho à celui organisé en 1994 par Christian Blanc, alors que la société était au bord du gouffre. Pour obtenir une recapitalisation de l'Etat de l'équivalent de 3 milliards d'euros, la société devait mettre en place un plan de redressement draconien, que les syndicats refusaient.

M. Blanc avait donc lancé une consultation et obtenu un véritable plébiscite, avec 81,3 % de votes favorables à son plan. Cependant, le contexte était tout autre. M. Janaillac fait aujourd'hui un pari sur l'avenir, car même dans l'hypothèse où son projet de revalorisation salariale serait entériné, sa relation avec les syndicats sera encore plus dégradée. ■

PHILIPPE JACQUÉ

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international | L'Économiste | IHUFFPOSTI

Couthures-sur-Garonne

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

13-14-15 juillet 2018



REJOIGNEZ-NOUS CET ÉTÉ !

En réservant dès maintenant,
profitez d'un tarif réduit.

Programme et billetterie sur festivalinternationaldejournisme.com

Les forages offshore peinent à trouver preneur aux États-Unis

Qui veut du pétrole offshore américain ? Les enchères du mois de mars pour des millions d'hectares offshore dans le golfe du Mexique devaient illustrer le soutien actif de Donald Trump à l'industrie pétrolière. L'administration américaine s'attendait à voir les compagnies multiplier les projets, permettant ainsi d'augmenter encore la production des États-Unis. Selon le secrétaire d'État à l'intérieur, Ryan Zinke, cela devait être le « baromètre » de la « domination énergétique » américaine théorisée par le président américain. Las, selon une étude minutieuse menée par l'agence Reuters, seul 1 % des 31 millions d'hectares ouverts aux forages potentiels a trouvé preneur.

Début janvier, M. Trump annonçait son intention d'ouvrir la quasi-totalité du littoral des États-Unis à l'exploitation du pétrole et du gaz offshore, y compris au large de la Californie, de la Floride et de l'Arctique. Une mesure qui revenait à annuler un certain nombre de dispositions de protection de l'environnement prises par Barack Obama et qui avait suscité les inquiétudes des écologistes.

LES COMPAGNIES RESTENT PRUDENTES ET PRIVILÉGIENT LES LIEUX DE PRODUCTION PEU ONÉREUX

Même si le processus de cette enchère avait commencé avant l'arrivée de M. Trump au pouvoir, elle était présentée par l'administration américaine comme une première étape, un signe que les compagnies étaient prêtes à investir massivement dans l'exploitation offshore. Mais les pétroliers ont été timides : sur 9 088 blocs maritimes ouverts à l'exploration,

seuls 105 ont reçu des offres. Et la quasi-totalité concerne des extensions d'opérations déjà existantes.

Alors que la production américaine a atteint un record de 10 millions de barils par jour fin 2017, les investissements se concentrent davantage sur terre qu'en mer. Et pour cause : la croissance de la production pétrolière américaine provient principalement de l'explosion du pétrole de schiste, particulièrement au Texas, où les géants américains ExxonMobil et Chevron ont annoncé d'importants investissements.

L'exploitation de pétrole de schiste sur terre est bien moins coûteuse que de se lancer dans de nouvelles opérations offshore dans des lieux encore inexploités.

Et, même si le prix du baril a atteint, jeudi 19 avril, 74 dollars (60 euros), son plus haut niveau depuis quatre ans, les groupes pétroliers restent prudents. Ils privilégient les lieux de production peu onéreux : en cas de retournement des prix, les investissements offshore — plusieurs milliards de dollars pour une seule opération — seront très difficiles à rentabiliser. « Le plus curieux, c'est que les États-Unis sont déjà en train d'accomplir cette domination énergétique, grâce aux forages terrestres. Nous n'avons pas tellement besoin de ces forages offshore, nous aurions pu nous contenter d'attendre une remontée des prix », analyse Michael Webber, directeur adjoint de l'Institut de l'énergie, à Austin, à la télévision canadienne Business News Network. ■

NABIL WAKIM

Le Japon et la Suisse, ces pays où le rail va bien

Les compagnies ferroviaires nippones et helvètes sont réputées pour leur ponctualité

GENÈVE, TOKYO - correspondances

Qu'elles soient privées, semi-publiques ou publiques, comme au Japon, ou détenues à 100 % par l'Etat, comme en Suisse, les compagnies de chemins de fer nippones et helvétiques affichent des performances à faire pâlir d'envie la SNCF, notamment en termes de qualité de service. Enquête dans ces deux pays où les trains arrivent à l'heure.

Au Japon, un mode de transport plébiscité

« Nous sommes profondément désolés pour le grave préjudice causé à nos clients. » Le 14 novembre 2017, le Tsukuba Express, reliant Tokyo à Tsukuba, dans le département d'Ibaraki, au nord de la capitale, est parti à 9 h 44 et 20 secondes et non à 9 h 44 et 40 secondes, comme prévu. Ces vingt secondes de retard anticipé sont à l'origine des excuses de l'opérateur, la compagnie ferroviaire métropolitaine intercity (MIRC).

Au Japon, la ponctualité reste sacrée. La moyenne des retards du Shinkansen, le très rentable train à grande vitesse, ne dépasse pas trente secondes, depuis son entrée en service en 1964. Le système ferroviaire nippon, dont la première ligne, entre Tokyo et Yokohama, date de 1872, transporte plus de 23 milliards de passagers par an. Propre, ponctuel, fiable, sûr, le train demeure le mode transport favori des Japonais (72 % des voyageurs), malgré une certaine complexité.

Le secteur est divisé entre 211 opérateurs répartis en trois catégories : privés (l'immense majorité), publics et semi-publics. Le voyageur devant emprunter des lignes de plusieurs compagnies doit payer à chacune un ticket. Dans Tokyo, le prix de base d'un trajet tourne autour de 160 yens (1,20 euro).

Les trois premières compagnies, JR-East, JR-Central et JR-West (près de 60 % du marché) sont issues de la privatisation, en 1987, de la compagnie nationale Japanese National Railways (JNR), qui avait été créée en 1906. La JNR avait accumulé une dette de 27 000 milliards de yens en raison d'une baisse de la fréquentation et de scandales politiques. Le gouvernement a choisi de la privatiser en la divisant géographiquement en sept sociétés, dont une réservée au fret. Il a également pris en charge la dette. Sur les 277 000 employés, 210 000 ont été réembauchés par les nouvelles structures.

Propriétaire des actions des sept sociétés à leur création, l'Etat les a cédées progressivement, dès qu'elles devenaient rentables. JR Kyushu a été la dernière pleinement privatisée, en 2016, après avoir diversifié ses activités et innové en développant notamment des trains à thèmes comme le Nanatsuboshi, « train croisière », qui propose des voyages à plusieurs milliers d'euros dans un cadre luxueux.

Aujourd'hui, seules les compagnies JR Hokkaido (île du Nord) et JR Shikoku (île de l'Ouest), chargées de régions rurales et confrontées à un fort déclin démographique, restent à 100 % aux mains de l'Etat. Elles peinent à sortir de leurs difficultés financières. Au Japon, le train est devenu un symbole de fiabilité et de ponctualité. Les statistiques des Chemins de fer fédéraux (CFF), équivalent helvétique de la SNCF, sont éloquentes : en 2017, le taux de ponctualité était de 89 %, en augmentation par rapport aux années précédentes. En Suisse comme dans le monde, les CFF bénéficient d'une excellente réputation. Une large majorité des clients se disent satisfaits de leurs voyages, selon les sondages effectués par le groupe.

La plupart des compagnies ferroviaires restent pourtant bénéficiaires et fonctionnent sans aide du gouvernement – « sauf pour financer des grands travaux comme le percement de tunnels, particulièrement onéreux », explique Hironori Kato, de l'université de Tokyo. Leurs bons résultats découlent du fait qu'elles peuvent exercer d'autres activités, dans les transports, l'hôtellerie, le commerce ou l'immobi-



Le Shinkansen, à Himeji, dans le centre-ouest du Japon, en août 2017. ERIC LAFFORGUE/ART IN ALL OF US/CORBIS VIA GETTY IMAGES

lier, car elles sont souvent propriétaires des terrains adjacents aux gares. Ainsi, près de 70 % des revenus de la compagnie Tokyu, active dans la région de Tokyo, proviennent d'activités non liées au rail. La société affiche 83 milliards de yens de profits au terme de l'exercice clos fin mars.

La qualité du service a également un prix. Comme souvent au Japon, elle s'appuie sur un encadrement particulièrement sévère. Un retard peut être sanctionné financièrement ou par des « journées d'éducation » pour le conducteur coupable.

En Suisse, les CFF sont une institution

Les trains suisses sont réputés pour leur ponctualité. Les statistiques des Chemins de fer fédéraux (CFF), équivalent helvétique de la SNCF, sont éloquentes : en 2017, le taux de ponctualité était de 89 %, en augmentation par rapport aux années précédentes. En Suisse comme dans le monde, les CFF bénéficient d'une excellente réputation. Une large majorité des clients se disent satisfaits de leurs voyages, selon les sondages effectués par le groupe.

Bien sûr, il arrive que des problèmes et des dysfonctionnements surviennent. En novembre 2017, un train déraillait, par exemple, en gare de Bâle sans faire de victi-

mes. Cet hiver, les intempéries ont bloqué et ralenti de nombreuses lignes. Quant à la collision dramatique de Granges-près-Marnand, qui avait fait un mort et 26 blessés en 2013, elle s'est soldée par une peine avec sursis pour le conducteur, reconnu coupable d'homicide par négligence.

En Suisse, les CFF sont une véritable institution. Leur logo rouge et blanc s'affiche partout, dans les grandes gares de Zurich ou Genève jusqu'aux plus petits villages de montagne. Le réseau suisse est extrêmement dense, avec plus de 3 000 km de rail. Chaque jour, 1,26 million de passagers et 210 000 tonnes de marchandises empruntent ses lignes. En 2015, chaque personne résidant en Suisse a parcouru en moyenne 2 277 km en train, selon les données de l'Union internationale des chemins de fer. C'est deux fois plus qu'en France.

L'Etat suisse est actionnaire à 100 % des CFF depuis 1902. « [A notre égard], assurent ces derniers dans une vidéo promotionnelle, la Confédération a les mêmes attentes que vis-à-vis d'une entreprise normale. » En 2017, le chiffre d'affaires de la compagnie s'élevait à 9 milliards de francs suisses (7,5 milliards d'euros), pour un bénéfice évalué à 399 millions de francs suisses. Les revenus issus des activités sont les plus importants : les subventions publiques

Au Japon, un retard peut être sanctionné financièrement ou par des « journées d'éducation » pour le conducteur

reçues représentent 36 % du chiffre d'affaires. Elles sont limitées au trafic régional et à l'entretien des infrastructures de l'entreprise.

Les grandes lignes, le trafic de marchandises ainsi que l'immobilier sont, eux, tenus de faire des bénéfices, ce qui n'est pas facile. Les CFF sont endettés à hauteur de plus de 8 milliards de francs, une valeur qui est cependant au-dessous du taux de couverture imposé par la Confédération. Pour la clientèle, les performances du rail suisse ont un prix. Le coût des billets varie très peu selon les horaires. En outre, les seniors ou les familles nombreuses n'ont pas de réduction systématique. Pour payer moins cher, il faut acheter des abonnements coûteux : 3 860 francs suisses pour pouvoir circuler librement sur le réseau pendant douze mois. Un aller simple, sans rédu-

ction, entre Lausanne et Berne (100 km) vaut 42 francs.

Si les CFF sont une entreprise publique, leurs 32 000 collaborateurs ne sont pas fonctionnaires et ne partent à la retraite qu'à 65 ans, sauf exceptions. Plus de 50 % des employés sont membres du Syndicat du personnel des transports, le SEV, qui s'est récemment alarmé de la volonté de la direction de mettre « en pièces la convention collective de travail en exigeant moins de vacances, moins de protection contre le licenciement, des suppressions au niveau du salaire et des primes d'ancienneté ». Des négociations ont commencé. La situation est d'autant plus tendue que des projets de libéralisation du rail sont en cours.

Les compagnies étrangères n'ont le droit d'opérer sur le réseau ferroviaire helvétique que dans le cadre du fret. Pour les voyages internationaux de passagers, elles doivent encore faire alliance avec les CFF, comme dans le cas de Lyria, les TGV reliant la France à la Suisse, dont la compagnie suisse est actionnaire à hauteur de 26 %. Mais le gouvernement helvétique envisage de supprimer, dès 2019, le monopole des CFF sur certaines grandes lignes, où une compagnie bernoise, la BLS, se profile déjà. Ce projet inquiète les syndicats de cheminots. ■

MARIE MAURISSE ET PHILIPPE MESMER

Le gouvernement britannique déclare la guerre au plastique

Les autorités veulent commencer par interdire les pailles et les Coton-Tige faits avec cette matière dérivée du pétrole

LONDRES - correspondance

Dans l'océan de plastique utilisé chaque année, cela ne représente qu'une goutte d'eau. Mais en annonçant, jeudi 19 avril, sa volonté d'interdire les pailles, les Coton-Tige et les touillettes en plastique, le gouvernement britannique a su attirer l'attention avec une mesure symbolique. « Les plastiques à usage unique sont un fléau pour nos océans et sont mortels pour notre environnement et sa faune. Il est donc vital d'agir maintenant », explique Michael Gove, le ministre britannique de l'environnement.

Cette mesure fait partie d'un plan plus large de lutte contre le plastique annoncé en janvier. L'objectif est de supprimer tous les « plastiques évitables » d'ici vingt-cinq ans. Depuis janvier, la fabrication de produits contenant des microbilles de plastique,

comme des crèmes de beauté ou des dentifrices, est interdite. Une taxe de 5 pence (6 centimes) sur les sacs en plastique, qui était déjà en vigueur dans les grands magasins, a été étendue à tous les commerces. Un programme de consignés de bouteille est à l'étude et devrait être lancé avant la fin de l'année. Il fonctionnerait comme dans les pays scandinaves ou en Allemagne, où des distributeurs de boisson sont aussi utilisés comme réceptacles pour les bouteilles usagées.

Enfin, jeudi, à l'occasion du sommet du Commonwealth – qui comprend de nombreuses petites îles directement concernées par la pollution des océans –, les autorités du Royaume-Uni ont fait part de leur intention d'interdire les pailles. Cette mesure ne devrait entrer en vigueur qu'en 2020. Ses modalités seront précisées dans le courant de l'année. Des exceptions pourraient

Le taux de recyclage de ces déchets est faible, entre 25 % et 40 %, selon les estimations

être autorisées, notamment pour les usages médicaux.

Personne ne semble savoir combien de pailles sont utilisées au Royaume-Uni chaque année : 8,5 milliards, selon le gouvernement ; 42 milliards, d'après une étude menée pour l'association WWF. Mais cela fait beaucoup de plastique et l'annonce a été saluée par la plupart des groupes environnementaux comme un premier pas utile. « A l'instar de la taxe sur les sacs en plastique, ce genre d'action est nécessaire pour mettre fin à la suffocation de nos océans

par le plastique, estime Tanya Steele, directrice de WWF-UK. Mais il faut en faire plus et plus rapidement. » En cette période de Brexit, le gouvernement britannique ne le dit pas, mais sa stratégie et celle de l'Union européenne (UE) sont proches. La Commission a présenté en janvier – cinq jours après le Royaume-Uni – un plan qui partage les mêmes grandes lignes que celui de Londres.

Eveil tardif des consciences

La prise de conscience du problème du plastique dans les océans s'est accélérée au Royaume-Uni grâce à un documentaire, *Blue Planet II*, qui a beaucoup choqué. On y voit des albatros nourrissant leurs bébés de plastique ou des dauphins intoxiqués par des microplastiques ayant pénétré la chaîne alimentaire.

Cet éveil des consciences est cependant tardif. Le pays produit 5,2 tonnes de déchets de plastique

par an, ce qui est à peu près dans la moyenne de l'UE ramenée à sa population. En revanche, les Britanniques sont nettement au-dessus de la moyenne pour l'utilisation des emballages et des produits à usage unique (couteaux et fourchettes en plastique, gobelets, etc.). « C'est probablement dû à un marché plus développé de la nourriture à emporter que dans de nombreux pays européens », note une étude du cabinet Eunomia pour WWF. Les entreprises ayant rarement une cantine, les Britanniques se ruent dans des magasins qui vendent sandwiches, soupes ou plats à emporter aux nombreuses couches d'emballage. Plus de 4 milliards de gobelets à café sont utilisés chaque année.

Le taux de recyclage de ces déchets est faible, entre 25 % et 40 %, selon les estimations. « Le plastique est partout au Royaume-Uni. Il n'est pas toujours conçu pour être recyclé facilement et, quand il

est ramassé et trié pour le recyclage, la majorité est exportée, souligne Eunomia. La proportion de ce qui est effectivement recyclé à l'exportation n'est pas connue. »

Une bonne partie du plastique utilisé au Royaume-Uni est donc envoyée dans des décharges, sans compter les morceaux qui échouent dans la mer. Chaque année, l'ONG Marine Conservation Society organise une journée de nettoyage des plages. En 2017, 7 000 volontaires y ont participé, ramassant 255 000 bouts de détritus. Les plus courants – de loin – étaient des morceaux de plastique ou de polystyrène, suivis des emballages de chips, de bonbons et de sandwiches. Si, dans 40 % des cas, il n'était pas possible d'en identifier l'origine, dans 30 %, cette pollution venait de la consommation du grand public. D'ici quelques années, on devrait trouver quelques pailles en moins. ■

ÉRIC ALBERT

Quatre économistes s'interrogent sur les raisons du succès de la politique du président Xi Jinping, dont le pouvoir n'a jamais été aussi grand

La voie chinoise, l'avenir du capitalisme ?

Un système qui défie les théories économiques

Pour l'économiste Robert Boyer, l'interdépendance sociale entre entrepreneurs et politiques est le moteur, et non le handicap, du modèle chinois

Par ROBERT BOYER

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, nombre d'intellectuels avaient anticipé la « fin de l'histoire » : marché et démocratie allaient remplacer le Gosplan et la domination du Parti communiste. Or la trajectoire chinoise invalide le pronostic qui ferait de la démocratie le régime politique nécessaire à la modernité et à la performance économique.

Depuis deux décennies, comprendre la surprenante évolution de la Chine est un défi adressé à la plupart des théories économiques. Toutes s'y sont essayées, sans jusqu'à présent faire consensus. Pour les tenants de la concurrence, la libération des forces du marché a permis la réduction de la pauvreté. Pour ceux qui insistent sur le rôle de l'Etat, l'équivalent d'une planification originale explique ces succès. Les théories de la croissance pointent le rôle du rattrapage technologique comme facteur explicatif majeur. Pour les chercheurs en socio-économie, ce sont la variété et la puissance des réseaux liant l'économie et le politique qui distinguent la Chine.

Le pays a inventé un moyen d'aligner, au moins partiellement, les intérêts de la classe politique avec ceux des entrepreneurs au niveau local, puis national. Les autorités locales sont fortement en-

couragées à faciliter l'émergence des entrepreneurs, source de création de richesse et, par conséquent, d'une base d'imposition plus importante. L'existence d'une série de « corporatismes locaux » organise la coopération entre la classe politique et les entrepreneurs. C'est le résultat logique de la complémentarité de leurs objectifs respectifs : d'un côté récolter le maximum d'impôts, de l'autre améliorer l'avantage concurrentiel de chaque localité par le biais du dynamisme économique.

La concurrence entre toutes les localités ne tourne toutefois ni au chaos ni au conflit permanent grâce à la construction d'un réseau entre les entreprises et le gouvernement, qu'il soit l'œuvre du Parti communiste chinois (PCC) ou de la myriade de relations interpersonnelles (le *guanxi*). Le rôle du PCC est déterminant : ses membres ont beaucoup contribué à la création d'un groupe d'entrepreneurs, piliers du processus de réformes et de la croissance.

L'économie chinoise ne repose pas sur un capitalisme dont le seul moteur est la recherche du profit par les entrepreneurs privés, car les élites détiennent à la fois le pouvoir politique et la capacité d'allocation et de contrôle des ressources économiques. Le critère premier n'est pas d'accroître le bien-être des consommateurs ni d'augmenter la valeur pour les actionnaires, mais de combiner objectifs politiques et économiques pour augmenter le taux de croissance.

Mais l'insertion de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales semble avoir atteint son apogée dès le milieu des années 2000, avant même la crise mondiale de 2008. Du fait de la croissance des salaires, la production de biens intensifs en travail a migré vers d'autres pays d'Asie.

De plus, le second et le plus puissant des moteurs de la croissance chinoise, l'investissement, est entré dans une zone de rendements décroissants : il faut investir de plus en plus pour soutenir le même niveau de croissance.

Enfin, si dans le passé le crédit bancaire a contribué à l'investissement des entreprises d'Etat et des collectivités locales dans les infrastructures, la contribution des crédits à la croissance est devenue plus problématique depuis 2009. L'im-

possibilité pour les acteurs privés d'obtenir un crédit des quatre banques nationales a suscité l'essor de systèmes bancaires parallèles dont le contrôle est plus difficile et l'appréciation du risque malaisée. Ainsi le crédit contribue moins à la dynamique économique qu'il ne permet de reporter dans le temps la résolution des tensions d'un régime socio-économique qui atteint ses limites.

AUX AVANT-POSTES DE LA RECHERCHE

Parallèlement, une libéralisation du marché boursier et la tentative d'adopter un régime de change plus sensible aux mécanismes de marché ont débouché sur deux crises qui ont fait prendre conscience au gouvernement des difficultés de la régulation financière lorsqu'on donne une plus grande place aux arbitrages privés. Les liquidités en quête de placement se sont alors reportées sur l'immobilier qui, vecteur du financement des entités locales, s'est transformé en l'un des rares actifs spéculatifs accessibles aux individus. Le système financier est devenu dysfonctionnel par rapport aux exigences d'une allocation efficace du capital.

Depuis le milieu des années 2000, le gouvernement a pris conscience des limites d'une croissance tirée par les exportations et l'investissement, et a élaboré une stratégie visant à la rééquilibrer en faveur de la consommation intérieure. Les salaires minimaux ont augmenté, mais leur progression s'est heurtée aux autorités locales, qui n'entendent pas compromettre la compétitivité des entreprises. L'interdiction d'une représentation autonome et directe des salariés rend problématique la coordination des augmentations de salaires au niveau national. Et les efforts pour jeter les bases d'une couverture sociale, en réponse en particulier au vieillissement de la population, ne permettent pas une redistribution du revenu suffisante pour lier la demande au revenu salarial et aux transferts sociaux.

Tout comme la révolution industrielle anglaise avait abouti à d'insoutenables niveaux de pollution urbaine, les mégapoles chinoises butent aujourd'hui sur des situations parfois dramatiques tant l'air y est devenu irrespirable, tandis que la sécurité alimentaire est compro-

mise et les sols agricoles menacés d'épuisement. S'il est exact que l'innovation naît de crises majeures, la Chine devrait être l'une des économies les plus actives dans l'émergence d'une croissance soutenable. Une part significative des efforts de recherche porte sur les énergies renouvelables, qui se traduisent déjà par les fortes positions concurrentielles des firmes chinoises dans ces secteurs. L'originalité du système d'innovation chinois est de répondre aux priorités retenues par les autorités publiques et d'anticiper sur de possibles ruptures technologiques qui permettraient au pays de se situer aux avant-postes de la recherche scientifique et technique. La seconde révolution automobile, celle du véhicule électrique, pourrait bien avoir lieu en Chine...

Finalement, les Etats-Unis ne sont plus la référence incontestée dans l'organisation des sociétés contemporaines. La Chine est aujourd'hui perçue comme une alternative. Développement accéléré et succès économique, doutes sur les vertus de la démocratie, montée en régime d'une puissance scientifique sont autant d'atouts aux yeux de gouvernements tentés par la verticalité du pouvoir politique sur l'économie. En fait, ce « modèle » repose sur la puissance d'une économie continentale, le rôle d'un parti-Etat et l'inscription dans une longue tradition d'exercice du pouvoir – autant de caractéristiques qui hypothèquent sa diffusion. La leçon chinoise est sans doute que chaque société doit inscrire sa stratégie dans l'histoire longue... et que tout modèle finit par rencontrer ses limites. ■

R Robert Boyer est économiste à l'Institut des Amériques.

Il a codirigé, avec Sébastien Lechevalier, « Lectures institutionnalistes de la Chine », « Revue de la régulation », n° 21, 2017, et avec Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai « Capitalismes asiatiques : Diversité et transformations » (Presses universitaires de Rennes, 2015)

LE CONTEXTE

Un match Chine - Etats-Unis

Le président américain, Donald Trump, désigne de plus en plus clairement la Chine comme le principal rival de la domination économique et géopolitique mondiale des Etats-Unis. Depuis que le président chinois, Xi Jinping, a proclamé l'entrée de son pays dans une « nouvelle ère », lors du XIX^e congrès du Parti communiste chinois, en octobre 2017, Pékin n'hésite d'ailleurs plus à se présenter comme un modèle alternatif de développement et comme un candidat à la domination économique mondiale pour le XXI^e siècle. Mais les économistes demeurent partagés sur la capacité réelle du « modèle chinois » à tenir ses promesses.

LE CRITÈRE PREMIER EST DE COMBINER OBJECTIFS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES POUR AUGMENTER LE TAUX DE CROISSANCE

Un modèle original pour le XXI^e siècle

Pour l'économiste Michel Aglietta, la trajectoire chinoise peut aboutir à un mode de croissance apte à proposer un ordre mondial alternatif au capitalisme financier

Par MICHEL AGLIETTA

En 1950, après un siècle de pillages par les Occidentaux, puis le Japon, la Chine était, de très loin, le pays le plus pauvre du monde. Selon les données historiques d'Angus Maddison (publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques), le produit intérieur brut (PIB) par habitant y était deux fois plus faible que celui de l'Afrique, vingt fois plus faible que celui des Etats-Unis. En 2010, il était environ quatre fois et demie plus faible que celui des Etats-Unis.

Au fil de la trajectoire historique de 1950 à 2050, dont les deux tiers sont réalisés et un tiers en devenir, Mao a rétabli l'unité et l'indépendance d'un pays très pauvre, dont la population était à 95% rurale, et Deng a trouvé la voie vers la prospérité en éveillant les intérêts privés, en reconnaissant les droits de propriété et en ouvrant l'économie au monde. Le

succès se mesure à la performance réalisée : 50 millions de personnes arrachées à la pauvreté absolue en vingt ans.

Enfin, Xi ouvre une « nouvelle ère » qui a une double dimension : le passage de la croissance quantitative à la croissance qualitative pour corriger les déséquilibres accumulés par l'industrialisation, d'une part ; la transformation de la globalisation vers un nouvel ordre mondial à travers le projet « One Belt, one Road » (OBOR, « une ceinture, une route »), d'autre part. L'objectif est de rétablir l'autorité de la Chine dans la communauté mondiale. La nouvelle ère est divisée en deux périodes : 2020-2035 pour achever la « modernisation socialiste », 2035-2050 pour « harmoniser le bien-être social et la civilisation écologique ».

Les Occidentaux rencontrent une difficulté majeure à comprendre les transformations de la société chinoise, notamment à admettre que la Chine développe un capitalisme *sui generis*, qui ouvre une voie originale vers le XXI^e siècle.

Car notre manière de pensée est pétrie de stéréotypes universels : les droits de l'homme, la démocratie, et le marché, dont la réalisation est censée conduire à la fin de l'histoire.

UNE PENSÉE DU MOUVEMENT

Pourtant, le philosophe François Jullien nous a prévenus que la pensée chinoise est étrangère à cette conception du monde. C'est une pensée du mouvement, de la transformation silencieuse, globale et continue. Il n'existe pas d'essence idéale, pas de transparence et de fin de l'histoire faisant coïncider l'individu et son être social. L'harmonie est la transformation conjointe de la nature et de la société, par laquelle les contradictions qui constituent le mouvement se renouvellent.

Concernant la « modernisation socialiste » vers 2035, la source déterminante du progrès sera l'innovation technique et sociale. Le marché intérieur en sera l'aiguillon, car la classe moyenne est appélee à tripler, de 100 millions à 300 millions de personnes. Poussés par l'expansion de la demande, les objectifs du plan de rénovation industrielle de 2025 sont structurés par des industries stratégiques : numérique, intelligence artifi-

cielle. En direction de 2035, l'axe de la croissance soutenable est conçu comme l'imbrication de l'économie numérique et de la transition énergétique. L'essor fulgurant de l'économie numérique, depuis 2013, augure bien de cette évolution.

Ces politiques d'offre doivent aller de pair avec les réformes d'inclusion sociale dans une planification renouée, mettant l'accent sur les fonctions et non sur des secteurs : centralisation de la sécurité sociale, unification des régimes de retraites, réforme de la fiscalité pour réduire les disparités entre régions. L'enjeu est que la production des biens publics soit financée par des transferts adéquats pour que les régions défavorisées ne soient plus contraintes à la fuite dans l'endettement pour produire les biens et services communs que la population est en droit de demander.

Le projet OBOR, lui, s'étend jusqu'en 2050. Il se propose de créer un nouvel ordre multilatéral en liant la Chine à l'Europe par le biais de deux types d'infrastructures : une voie terrestre à travers l'Asie centrale et une route maritime de la Chine à la Méditerranée. Il s'agit d'un nouveau concept de globalisation fondé sur les infrastructures.

A l'opposé du modèle Wall Street, entièrement bâti sur la domination de la finance, OBOR recherche des formes multiples d'interdépendances : collaborations politiques, interconnexions de territoires, échanges commerciaux mutuels, investissements à long terme. Cette initiative espère contribuer à résoudre les problèmes qui minent la communauté internationale : les inégalités de développement, les rivalités de la gouvernance politique, l'incapacité à agir de concert pour stopper et inverser la détérioration des biens communs globaux.

OBOR est une initiative en adéquation avec les objectifs stratégiques de Pékin, au premier chef, l'intégration de l'Asie autour de la Chine. Au-delà, il cherche à établir un régime de croissance soutenable en réunissant les moyens financiers de l'investissement à long terme. ■

M Michel Aglietta est professeur émérite à l'université Paris-Nanterre, consultant au Centre d'études prospectives et d'informations internationales et à France Stratégie

ENQUÊTE

2

Touchons du bois

De plus en plus de Français éprouvent le besoin de se raccrocher aux branches et vivent la forêt comme un espace de méditation et un moyen de se ressourcer

Le Monde *L'époque*



ALDO SPERBER/PHANS LUCAS

5

CRAVATE

Soieries mondaines

L'entretien présidentiel du 15 avril a relancé le débat autour de la symbolique de cet accessoire masculin

7

VIN

Raisins d'or

Pourquoi accepter de payer un prix exorbitant pour s'offrir une bonne bouteille?

8

MORNIFLES

Royal gala

Flesh Gordon et la crème du catch amateur français ont fait le show dans un gymnase de Vendôme (Loir-et-Cher)

Sculpture végétale de Spencer Byles, réalisée en 2014, dans la forêt de La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes).
SPENCER BYLES
WILD FOREST SCULPTOR.
PHOTO DE LAURENT DEL FABBRO-BRUNO GROS



ENQUÊTE

Promenons-nous dans les bois

Rien de tel qu'un bain de chlorophylle pour se ressourcer seul, entre collègues, entre amis. Avec ses arbres centenaires, la forêt est un refuge bienveillant pour des citadins en manque d'oxygène

Par Marlène Duret

La veille encore, la météo nous invitait à décliner l'invitation de Laurent Tillon, auteur de *Et si on écoutait la nature?* (Payot, 325 pages, 22 euros). Aller crapahuter à la nuit tombée en forêt de Rambouillet sur des chemins détremés par la pluie incessante de la fin mars? Pour s'encourager, on s'était endormie avec Jack London, son *Appel de la forêt* (1903) sur le bout du nez: «*Des profondeurs de la forêt, il entendait résonner tous les jours plus distinctement un appel mystérieux, insistant, formel; si pressant que parfois, incapable d'y résister, il avait pris sa course, gagné la lisière du bois.*» Le lendemain, le chien Buck en tête et les bottes lestées de boue, on a finalement emboîté le pas à Laurent Tillon. *La Vie secrète des arbres*, de Peter Wohlleben (Les Arènes, 2017) – plus de 600 000 exemplaires vendus –, il l'a lu, bien sûr. Mais le chargé de mission en biodiversité à l'Office national des forêts (ONF) et chiroptérologue (spécialiste des chauves-souris) qui siège au Conseil national de protection de la nature regrette que le forestier allemand se soit laissé aller à un excès d'anthropomorphisme. Ce qui ne l'empêche pas, lui, de tomber dans le même panneau affectif quand il désigne un chêne: «*C'est un gamin, il a 120 ans. Il nous enterrera tous.*»

Aujourd'hui, près de 80 % de la population française vit en milieu urbain, loin des bois. Mais au pays d'Idéfix, le chien d'Obélix qui sort les crocs quand on menace de s'en prendre à un arbre, la forêt reste une passion très enracinée.

«*Touche pas à mon arbre*», se sont insurgés des Corréziens début avril, après que plus de 10 000 sujets des bords de route ont été abattus à l'instigation du conseil départemental. «*Honteux, scandaleux*», s'est entendu dire la maison de couture Chanel, après la présentation, en mars, de sa collection automne-hiver dans un Grand Palais décoré de chênes et de peupliers arrachés dans le Perche. Qu'on se le dise, les Français aiment leurs forêts! On estime à environ 600 millions le nombre d'incursions annuelles dans les forêts françaises. Autrement dit, chaque seconde, seize personnes pénètrent dans une forêt en France – contre sept dans un cinéma! – évalue le computeur Planétoscope du site ConsoGlobe. «*Quelle soit associée à un espace d'évasion hors de la ville ou envisagée comme un espace de sociabilité et de partage, la forêt n'implique pas de s'isoler ou de s'immerger dans une nature sans l'homme pour se retrouver soi-même*», rappelle Anne-Marie Granet, référente nationale pour l'accueil du public à l'ONF.

Syndrome Idéfix ou pas, chacun de nous a un arbre fétiche, un arbre refuge, un arbre miroir, témoin de son histoire personnelle ou familiale. Ce platane dans la cour de l'école. Ce saule pleureur, ce tilleul ou ce figuier dans les jardins de nos résidences estivales. Ce chêne dans l'allée de la maison de nos aïeux. Un arbre où l'on a grimpé ou fait de la balançoire, où l'on a construit une cabane, gravé notre «*Amour pour toujours*» ou sous lequel on a festoyé, siesté, où l'on s'est abrité un jour de pluie ou de grande chaleur. Ces patriarches végétaux, on vient à eux, seul ou en meute, à la recherche de leurs bienfaits, réels ou supposés, pour faire le plein de chloro-

phyllé et d'activités sportives, se promener, chasser les tensions. Le terrain de jeu est vaste, avec plus de 20 000 km de pistes forestières dans l'Hexagone à parcourir à pied, à cheval, à ski ou à vélo.

«*La forêt permet de rentrer en résonance avec son espace intérieur*», selon le docteur en sciences humaines Benoît Boutefeu. Mais, si elle procure des émotions positives de bien-être, elle peut également être source de peurs et d'angoisses, qui trouvent souvent leur origine dans l'enfance. Merci aux Bambi, Petit Poucet et autres Chaperon rouge d'avoir semé dans nos jeunes esprits l'image d'une forêt hostile pouvant abriter les plus noires créatures! «*Si la peur du loup est évoquée sur le ton de l'humour*, écrit la sociologue Nathalie Lewis dans une enquête sur le lien entre forêt et société réali-

sée pour l'ONF, elle permet d'exorciser une crainte plus enfouie, celle de l'agression physique. (...) Ce n'est pas la forêt en tant que milieu naturel qui fait peur mais ceux qui la fréquentent avec de mauvaises intentions. Et l'isolement de ces milieux renforce les craintes.» Des funestes faits divers aux pires scènes de thrillers et films d'horreur, la forêt doit aussi composer avec cette mauvaise réputation.

Mais cet environnement naturel peut aussi insuffler le meilleur, à commencer par le regain de vitalité et de productivité dont on bénéficierait à son contact. Alexis de Loynes, cofondateur de Wildesk, suggère ainsi aux entreprises de tirer parti de cet atout et de rompre avec le décor routinier de leur siège pour celui, plus inspirant, de la forêt. Afin de sensibiliser l'entreprise à la nature, il ins-

talle, dans les forêts franciliennes, «*un espace de travail vraiment open*», une caravane-bureau de cinq places. «*Si le lien à la nature et la quête de bien-être sont flagrants dans la sphère privée, explique-t-il, on a du boulot dans la sphère professionnelle!*» Mot de passe du Wi-Fi dans la caravane? Intothewild, en référence au film de Sean Penn (2007).

Alexandre Eber, chef de projet événementiel depuis 2006 chez One to Team, spécialiste des séminaires d'entreprise à Nancy, constate, quant à lui, la frilosité des entreprises en matière de *team building* (renforcement d'équipe) en forêt: «*Beaucoup de décideurs rechignent à y aller car ils craignent de déplaire à certains de leurs collaborateurs: Richard, le rôleur de la compta, ou Sonia, qui sera à la traîne.*» Pourtant, Alexandre Eber affirme que le taux de satisfaction est très élevé à la fin des activités proposées en forêt et regrette la sempiternelle interrogation: «*Et s'il pleut, on fait comment?*»

En matière d'usages récréatifs, si les accrobranchés craignent aussi la pluie, ils ont été près de 5 millions à se mesurer aux vertigineux parcours dans les arbres (Baromètre des sports et loisirs de nature en France, 2016). Mathieu Malleret, gérant des Cabanes de France, premier réseau français d'hébergements insolites et de cabanes perchées, constate, lui, que le nombre de nuitées a doublé en huit ans, autour de 100 000 par an pour un réseau hexagonal de 1100 cabanes au total. «*En forêt, souvent, on n'a pas besoin de s'interroger sur ce qu'il se passera dans une heure, dix minutes ou une minute. On se contente de vivre l'instant présent. De respirer, et ça fait du bien*», souligne Laurent Tillon, pour qui les immersions forestières ont toujours favorisé une meilleure connaissance de soi et un enrichissement.

MARÉE VERTE

20

C'est, depuis mars 2016, le nombre d'ormes «*plantés*» dans des bouées installées dans le port de Rotterdam (Pays-Bas). On doit cette première forêt flottante («*Bobbing Forest*») à Jorge Bakker/Mothership

Choisir un arbre, le saluer, le caresser, le respirer...

Pas besoin d'avoir le pied marin pour faire un « bain de forêt ». La sylvothérapie, nommée *shinrin-yoku* au Japon, est reconnue depuis 1982 comme une médecine préventive dans ce pays, où il existe une soixantaine de sites où la pratiquer. En France, on lui préfère la balnéothérapie et la thalassothérapie. Le docteur Qing Li, qui vient de publier *Shinrin Yoku, l'art et la science du bain de forêt* (First, 320 p., 17,95 €), fait état de ses recherches

scientifiques, effectuées entre 2004 et 2012: outre un système immunitaire renforcé pour les « baigneurs » qui font le plein de phytoncides, molécules rejetées par les arbres, il a constaté une réduction de la pression artérielle, une baisse du taux de glycémie, une amélioration de la concentration et de la mémoire, mais aussi de la santé cardio-vasculaire et métabolique. « Vous allez marcher lentement sans aucun but pendant

deux heures. (...) Laissez-vous guider par votre corps. Écoutez où il souhaite vous emmener, écrit le médecin immunologiste Qing Li. Peu importe si vous n'arrivez nulle part. Vous n'allez nulle part. » Conscients de ces sylvestres atouts psychophysiques sur l'homme, une poignée de naturopathes, sylvothérapeutes, ou thérapeutes des bois, dispensent en France l'art de se ressourcer au contact des arbres. « Je ne vais pas vous

apprendre à vous promener. Tout le monde sait le faire. L'idée n'est plus d'entrer dans une forêt, mais de laisser la forêt entrer en vous », avance Jean-Marie Defossez, auteur de *Sylvothérapie, le pouvoir bienfaisant des arbres* (Jouvence, 144 p., 15,90 €). « Je ne suis pas sylvothérapeute, c'est la forêt qui est thérapeutique, insiste ce docteur en biologie animale, fondateur de l'École buissonnière de sylvothérapie en 2013. Il n'y a aucun délire de l'esprit dans cette approche, ni ésotérique ni magique. La "sylvique attitude" est un apprentissage, une philosophie de vie... »

La naturopathe Laurence Monce, auteure de *Ces arbres qui nous veulent du bien* (Dunod, 240 p., 16,90 €), distingue deux types de « bains »: l'un tonifiant, de préférence dans des forêts de conifères; l'autre relaxant, au contact de feuillus (bouleau, peuplier, tremble). Jean-Marie Defossez comme Laurence Monce ou encore Eric Brisbare (*Un bain de forêt*, Marabout, 224 p., 15,90 €) invitent leurs stagiaires à faire corps avec les arbres pour se ressourcer: choisir un arbre, le saluer, accoler son buste et ses jambes à son tronc, l'explorer et le caresser, le regarder au plus près, écouter le bruit de l'écorce au passage de sa main, le respirer et même le goûter.

« Les arbres ne sont pas des distributeurs de sensations pour autant. Celui qui ne voit qu'un arbre ne rencontrera qu'un tronc et des branches. Mais vous pouvez aussi renouer et prendre soin de l'être enraciné en chacun de nous », explique Jean-Marie Defossez. « Soyons clairs, les arbres ne me parlent pas, et je n'entends pas de voix d'arbres, prévient l'écrivain Claude Faber, stagiaire en sylvothérapie à l'automne dernier en forêt de Fontainebleau. C'est une réelle opportunité d'éveiller véritablement ses sens. Pendant ces deux jours, je me suis détaché du superflu, je me suis recueilli et apaisé au contact des arbres. Ils ont une énergie indéniable. J'ai posé mes mains sur eux et j'ai ressenti un contact émouvant. Oui, j'ai enlacé ces arbres avec tendresse et j'ai imaginé qu'ils me prenaient à leur tour dans leurs bras. » Pour Jean-Marie Defossez, « même si les arbres n'agissent que par l'effet placebo, la démarche mérite largement un petit détour en forêt ». « Et n'oubliez pas... d'oublier votre téléphone portable », conclut-il.

M. Du.

BALADE BRANCHÉE

Ecrans de verdure

Vous venez de pénétrer dans un espace naturel: nous vous invitons à parcourir les sentiers, saluer les arbres, parler aux oiseaux et sentir l'humus des sous-bois. Rien ne le laisse penser, mais c'est bien l'écran d'un smartphone qui propose ces recommandations délivrées par l'appli Balade branchée, née en octobre 2017 de l'engagement commun de gestionnaires d'espaces naturels et d'institutions publiques, parmi lesquels l'Office national des forêts et l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France. Pour « se connecter à la nature », Balade branchée propose une palette variée de 30 promenades, d'une distance comprise entre 2 et 19 km, réparties sur six départements franciliens, soit plus de 100 km de sentiers à parcourir. Le nez au vent ou (encore) sur l'écran? Ce guide de poche n'implique pas de l'avoir greffé à la main: ses contenus audio, photo et vidéo, d'une durée d'une minute tout au plus, se déclenchent automatiquement à proximité

des points d'intérêt et éléments remarquables géolocalisés, notifiés par une vibration ou une alerte sonore. Au promeneur de les consulter, ou non, pour connaître son environnement et mieux l'approprier.

Avant d'explorer la forêt de Fontainebleau, en Seine-et-Marne, le plus grand parc yvelinois du Peuple de l'herbe, ou encore la forêt régionale de Grosbois, entre Seine-et-Marne et Val-de-Marne, il est recommandé de préalablement télécharger son parcours. Le promeneur solitaire ou en tribu le choisira en fonction de ses envies et de sa condition physique, de son mode de déplacement (piéton, cycliste, poussette, personne à mobilité réduite), de la proximité, du lieu ou encore du temps dont il dispose. Le plus long, à parcourir de préférence à vélo sur ses 19 km, est un circuit scénarisé – un audioguide dans un musée vert! – pour visiter la forêt de Fontainebleau avec Paul Domet, sous-inspecteur des forêts au XIX^e siècle, et auteur, en 1873, d'une *Histoire de la forêt de Fontainebleau* (Hachette): « Partout en France, il y a de cela quelques siècles, on trouvait toujours à côté des villages deux espèces d'arbres: le châtaignier et le charme, explique la voix du comédien qui l'incarne. Le premier pour la nourriture, le

second pour le chauffage. (...) Attention, ne confondez pas avec le marronnier! Aux forêts et bois, le châtaignier, aux arbres isolés, le marronnier. »

M. Du.

Appli gratuite, sous iOS et Android. Pour parfaire son exploration de la forêt, l'appli pl@ntNet est considérée comme le « Shazam » du végétal, et les applis Ornithopedia Europe (Android) ou Chants d'oiseaux avec reconnaissance et référence automatiques (iOS, 4,99 €), comme celles de l'identification des emplumés.

Quand l'arbre de la justice cache la forêt

L'arbre est devenu un élément central de la scénographie architecturale moderne, presque un lieu commun. La Cité judiciaire de Paris, tout récemment inaugurée dans le quartier des Batignolles et imaginée par l'architecte italien Renzo Piano, s'inscrit dans ce rêve de reconquête écologique qui prend la forme poussivement iconique d'une urbanité sylvestre. Mais si l'arbre est ici assigné à comparaître, c'est moins pour ombrager les terrasses en étage de ce bâtiment monumental de 160 mètres de haut que pour figurer une réminiscence de la justice archaïque, celle qui se rendait sous les branches. Comme l'explique le professeur de théorie du droit Laurent de Sutter dans l'ouvrage *Post-tribunal* (Editions B2, 96 p., 12 €), consacré à la sémiotique de cet édifice, « la présence massive des arbres à l'intérieur de la serre de la Cité judiciaire peut donc être comprise en ce sens: il s'agit d'un rappel de la fonction cosmique jouée par l'arbre dans le rituel judiciaire ».

Sauf que, en réalité, on se trouve ici au cœur d'une ritualité revisitée au travers du prisme de l'artifice. Protégée derrière ses parois de verre, la Cité est un écosystème coupé de l'extérieur, un monde de synthèse. Dans cet isolat, les arbres poussent hors-sol, témoignant de notre désir démiurge de faire advenir une seconde nature. Ce qui fait dire à Laurent de Sutter que nous n'avons plus affaire à un tribunal au sens traditionnel, « ce lieu d'exception, où quelque chose comme un mystère du rejointement du cosmos peut se déployer », mais à un « post-tribunal ». L'arbre, convoqué pour être vidé de son sens, n'y « articule » plus le monde d'en bas et le monde d'en haut, la terre et le ciel. Dans ce nouveau décorum, la décision de justice n'aurait plus vocation, alors, à être rendue au nom d'un ordre transcendant (Dieu ou le cosmos), mais en vertu d'une simple immanence administrative. Voilà pourquoi la Cité judiciaire de Paris, avec ses arbres-prétextes, ressemble autant à une succursale de chez Truffaut qu'à un immeuble de bureau. Au cœur de cette totalité fonctionnelle dominée par l'idée de « pré-jugé », la majesté de l'arbre de justice tendrait, d'après l'oxygénante analyse du théoricien, à être ravalée au rang du ficus.

Nicolas Santolaria



ISSEY MIYAKE



baobaisseymiyake.com

©2017 ISSEY MIYAKE INC.



BUREAU-TICS

«Suis dans le rush, on se tél dans l'aprèm?»

Par Nicolas Santolaria

Ai récemment été le destinataire d'un mail qui commençait bizarrement par une phrase sans sujet. Orphelin de son «j», il disait: «*Ai bien reçu votre message. Reviens vers vous rapidement.*» Pour signifier l'urgence qui est censée être le courant électrique irradiant le corps entrepreneurial, est-il vraiment nécessaire d'amputer systématiquement les énoncés? Apparemment oui. Si l'on y regarde de plus près, on se rend compte que la langue de bureau, tout comme celle de l'armée où le «pitaine» remplace le «capitaine», est profondément marquée par cette tendance à la compression. Qu'il s'agisse d'un missile ou d'un nouveau contrat, tout peut vous tomber dessus en une nanoseconde et il faut donc pouvoir réagir vite, sans se perdre en palabres inutiles.

En vue de fluidifier l'échange d'informations, cette langue mobilisatrice escamote non seulement les sujets de l'énonciation, mais érode également les objets qui se trouvent dans son champ de force. «*Tu veux un café?*», vous demande votre collègue, comme si le gobelet avait soudain vu sa taille diminuer de 50%. Alors que vous vous apprêtez à assister à la «réu», un collègue vous interroge, soucieux: «*T'as pu avancer sur la propal?*» Dans un monde où tout va trop vite, la «proposition» est un terme si encombrant qu'il est menacé d'obsolescence avant même d'avoir été intégralement prononcé. Bien sûr, vous n'avez pas pu avancer sur cette fameuse «propal» car, en raison d'une imminente «conf call» avec des clients importants, vous êtes «hyperdébordé».

La langue de bureau, tout comme celle de l'armée où le «pitaine» remplace le «capitaine», est marquée par cette tendance à la compression

A ce point submergé de travail que vous disposez de nombreux synonymes pour exprimer cet horrible enlèvement sous la charge. Quand vous n'êtes pas dans le «rush», il vous arrive d'être «sous l'eau», ou de n'avoir tout simplement «pas une minute à vous». Vous marchez évidemment d'un pas pressé vers les toilettes car vous ne cédez à vos besoins physiologiques qu'en extrême limite. Dans le se-

cret des waters, vous pouvez enfin tomber le masque et vous laisser aller à une partie de Candy Crush. Une étude menée en 2015 par l'agence Havas Worldwide sur 10000 adultes de 28 pays différents a montré que l'urgence professionnelle s'apparentait bien souvent à une vaste commedia dell'arte. 40% des sondés avouaient ainsi en rajouter lorsqu'ils prétendaient être débordés. Proportion grimant à 51% pour la génération Y, née avant l'an 2000.

Le fait d'avoir l'air assommé de travail recèle au moins deux avantages: 1) on évite ainsi de se voir proposer de nouvelles missions, 2) on se valorise aux yeux des autres, passant à moindres frais pour une personne dont l'existence professionnelle est extrêmement intense. Confierait-on autant de tâches stratégiques à un individu moyen? Au final, 60% des sondés reconnaissent ne pas être dupes de la théâtralité pressée de leurs confrères. Avec son immobilisme fulgurant, on peut donc voir le bureau comme un lieu favorisant, voire encourageant, l'épanouissement d'une forme banalisée de post-vérité. Je vous laisse, j'ai un «déj» avec les membres du «comex», suivi d'un golf avec le «prez».

AMOUR

« Il faut oser être dépendant de l'autre »

La journaliste et réalisatrice Stefania Rousselle a sillonné les routes de France pour entendre des histoires de cœur. Elle a rencontré Annemiek et Duke



Duke van Egmond et Annemiek Couwenbergh sont propriétaires d'une chambre d'hôte à La Montagne (Haute-Saône). Retrouvez la série sur Instagram: @stefaniarousselle

Annemiek Couwenbergh, 63 ans.



A 18 ans, il fallait que je parte de chez moi. Je cherchais à tout prix un moyen d'en déguerpir. Et puis il y a eu cet Américain, un militaire, qui m'a annoncé: «*Tu es différente. Je veux être avec toi.*» Je suis partie vivre avec lui aux Etats-Unis. Mais, très vite, les abus ont commencé. Physique et mental. Je pense: «*Si je reste, quelqu'un va mourir.*» Je croyais que si on avait un enfant ça irait

mieux, mais ça n'a pas marché. Notre fille est handicapée mentale. Il n'était pas violent avec elle, mais ce n'était pas un bon père. J'ai divorcé. J'avais 22 ans, et je suis retournée vivre aux Pays-Bas.

Vingt ans plus tard, j'ai 40 ans. Je me dis que je vais vieillir seule, mais ça me va. Je ne me sens pas incomplète. Un soir, je vais à un concert. Duke y est aussi. Deux jours après, je suis chez lui. Sur son canapé. Nous sommes assis l'un à côté de l'autre. Il me touche le bras. Et il se passe quelque chose de puissant, d'électrique. Je n'avais jamais ressenti quelque chose d'aussi fort, lui non plus. Nous savions... Nous savions à ce moment-là que nous allions passer le reste de notre vie ensemble.

Nous avons eu un mariage celtique, nos mains ont été liées avec une corde pour symboliser notre engagement. Cela va faire vingt et un ans. C'était beau, et ça l'est toujours. Nous sommes partis vivre dans la montagne, en France, et nous y avons construit notre maison.

Certains disent qu'il faut être indépendant si l'on veut s'aimer pour toujours. Mais alors où est-ce que l'on se rejoint? Il faut oser être dépendant de l'autre.

Duke van Egmond, 59 ans.

J'étais amoureux d'une fille. C'était en Bretagne. Il y avait cet endroit que j'aimais beaucoup avec des dolmens. On a pris un matelas, on l'a mis sur nos têtes et on a marché cinq kilomètres jusqu'aux dolmens. On a posé notre matelas dessus et on a fait l'amour sous la pleine lune.

Un an après, notre fille est née. Mais sa mère ne m'aimait plus et elle m'a mis à la porte. J'avais le cœur brisé, je ne voulais pas quitter ma fille. Je n'avais pas d'argent. J'ai dû louer une chambre dans un bordel. C'est ce que j'avais trouvé de moins cher.

Les années passent. J'ai 37 ans. Je suis musicien aux Pays-Bas. Je suis toujours entouré de belles filles. Les filles, ça n'a jamais été un problème. Jamais. Mais, un jour, je rencontre Mieke. Et c'est comme si je rentrais à la maison. Enfin une fille qui me comprend. Je ne suis pas simplement bien avec elle. C'est plus que ça. Une âme sœur, ça peut être un ami, un homme, ou une femme.

Mais avec Mieke, c'est plus que ça. Je crois qu'on a inventé le mot «amour» pour définir ce qui nous unit. Je sais qu'elle est avec moi et que je ne suis pas seul. Nous sommes forts, ensemble. Sa fille est la mienne. Et ma fille est la sienne. Elles sont sœurs.

Il y a quelque chose de spécial chez Mieke. Je pense qu'elle est une guérisseuse. Je suis amoureux de sa façon d'être avec les gens, de déborder d'émotion, d'être forte et empathique. Parfois, je suis assis dans ma chaise à bascule, je regarde autour de moi, et je me dis: «Si je meurs aujourd'hui, ça ira.»



LES MOTS DU SEXE

Ondinisme

Par Maïa Mazaurette

Les beaux jours reviennent, vous prendrez bien un rafraîchissement? Gloire au Grand Timonier (pardon, au président Trump), les joies de l'urine récréative font à nouveau l'actualité. Malheureusement, on ignore toujours si la fameuse sextape russe existe. En attendant, le français possède deux mots pour décrire cette préférence sexuelle: la très médicale urophilie (focalisée sur l'urine)... et

l'ondinisme (une hypersensibilité aux ondes liquides). Comment expliquer l'attrait pour l'urine? Tout d'abord, quelques données anatomiques: la proximité de la vessie et des parties génitales fait entrer l'urètre en territoire érogène. Toutes les confusions sont possibles, comme le montrent les questions anxieuses des internautes: «Par où les femmes font-elles pipi?» (réponse: par le coude gauche). Sans compter les témoignages préoccupés des femmes fontaines concernant la nature de l'émission (réponse: lavage des draps en machine, 40°). Les adeptes régressent vers le lâcher-prise jouissif de l'enfance, tout en jouant sur l'humiliation consistant à tremper son lit après son 71^e anniversaire (bisou,

Donald). Ces fantasmes s'associent aux cinq sens autant qu'à des préférences plus répandues: voyeurisme, BDSM, plaisirs olfactifs et/ou gustatifs. Trop salissant? Ramenons donc ce fantasme à l'anecdotique: il ne concerne que 10% des hommes et 3,5% des femmes (université de Montréal, 2014). Et sur Pornhub, plate-forme de vidéos pornographiques, seuls les Japonais et les Allemands s'y intéressent vraiment. Les plus dégoûtés prendront les choses avec philosophie, en relisant par exemple *L'Amour liquide*, de Zygmunt Bauman (Fayard, 2010). Avec une coupette de champagne.

NŒUDS

Derrière la cravate

Est-elle un signe d'élégance ou un outil de la régression démocratique? Vaste débat, relancé par l'entretien présidentiel du 15 avril

Michel Dalloni

C'est l'ancien monde à l'envers. Le plus jeune des présidents de la V^e République, jupitérien en diable, jabot dûment noué, face à deux éditorialistes millésimés, remontés comme des coucous, col ouvert. Le régalien en proie à la régalaide. La cravate pour signe distinctif. Emmanuel Macron la porte comme Charles de Gaulle son cordon de grand-croix de la Légion d'honneur. Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel ne la portent pas, comme pour avertir de leur liberté. Il s'agit d'incarner sa fonction sans renoncer toutefois à faire oublier son âge. L'entretien télévisé du 15 avril relève autant de l'anthroposémiotique que de la coquetterie. Et tout ça par le truchement de 50 grammes de soie (poids vérifié sur ma balance de cuisine).

«L'affichage "Pas de cravate, Emmanuel Macron", c'était dire: "On vous a élu, demain vous n'êtes plus président", on est pareils, on est égaux en dignité et en droit», a expliqué Edwy Plenel sur BFM-TV. «La cravate, c'est l'attribut de l'autorité, du pouvoir et de l'encadrement du personnel, dit Marc Beaugé, arbitre des élégances dans les colonnes de *M*, le magazine du Monde et des débats de société dans celles de *Society*. Elle marque aussi une occasion, un moment. Elle peut enfin être interprétée comme un signe de respect, de déférence.» Cet élément du vestiaire masculin serait donc plus clivant encore que l'impôt sur la fortune immobilière. Une sorte de licol social dont il conviendrait de se défaire.

Le 27 juin 2017, les députés de La France insoumise avaient refusé de s'en munir lors de la première session de la XV^e législature. «Nous rejetons les codes vestimentaires qui nous sont imposés. Nous serons les "sans cravates"», avait alors justifié Jean-Luc Mélenchon. Le 20 juillet suivant, le bureau de l'Assemblée nationale reconnaissait officiellement aux élus le droit de siéger sans veste ni cravate (mais pas en costume de footballeur). Depuis, Jean-Luc Mélenchon a renoué la sienne. Elle est magenta.

Entre-temps, le 29 juin 2017, la Chambre des communes du Royaume-Uni autorisait ses «honorables membres» à ne pas s'en affubler en séance après avoir dispensé ses clercs, c'est-à-dire les greffiers, du port de la perruque poudrée. De quoi faire râler Mark Zuckerberg. Pour son audition au Congrès des Etats-Unis au sujet de la gestion hasardeuse des données de ses adhérents, les 10 et 11 avril, le PDG de Facebook a dû troquer son ensemble fétiche jeans-tee-shirt-sweat à capuche contre une panoplie complet deux boutons-chemise col italien-cravate bleu ciel, qui le vieillissait terriblement. Et, en plus, il s'est fait engueuler.

«La véritable outrance, de nos jours, serait de bien la porter plutôt que de ne pas en mettre, estime Marc Beaugé. Là, au moins, on se ferait remarquer.» On n'y comprend plus rien. La cravate brouille les pistes. Impossible de distinguer le cadet de l'ancêtre, l'élégant du débraillé, le conformiste du rebelle, le fourbe du sincère, la vessie de la lanterne. Elle fait diversion. En définitive, c'est un faux nez, un trompe-couillon pour messieurs.

Souvenons-nous du *Wall Street* d'Oliver Stone (1987), où Charlie Sheen, ambitieux courtier d'une banque d'affaires, en use pour appâter ses victimes, avant de se faire rouler dans la farine par Michael Douglas, lui-même enrubanné à merveille. Et n'oublions pas *Comment réussir quand on est con et pleurnichard*, de Michel Audiard (1974), où Jean Carmet, VRP à la triste mine, en met une pour fourguer des hectolitres de Vulcani, vermouth hallucinogène, à des bistrotiers sur le retour.

Dans la vraie vie, ça marche aussi. Au moment de définir «le dress code idéal du commercial», le site Regionjob.com, incontestable n° 1 du marché de l'emploi en ligne, indique que la cravate «n'est pas de mise dans toutes les structures ni imposée par tous les patrons lors des rendez-vous» mais conseille cependant d'opter pour «le bon goût et la modernité» en la choisissant d'une couleur «plus sombre que la chemise». Conclusion: le port de cette fanfreluche est tactique.



LARS TUNBJÖRK/AGENCE VU

Rien d'étonnant à ça. Elle est d'extraction militaire. Pour certains historiens, elle est le fruit de l'imagination des soldats de la garde personnelle de l'empereur chinois Qin Shi Huangdi (vingt siècles avant ce dandy de George Brummell), qui ornaient leur cou d'un nœud en soie. Pour d'autres spécialistes, elle est la conséquence de la précaution des cavaliers croates de Louis XIII, qui, épris de galop, entendaient protéger leur gorge des courants d'air. Cette unité sera baptisée en 1667 Royal-Cravates, une déformation de «Croates», avant de rejoindre le 10^e régiment de cuirassiers (batailles de Valmy en 1792, de Fleurus en 1794, d'Austerlitz en 1805, d'Eckmühl en 1809, de la Moskova en 1812, d'Ypres en 1914, des Flandres en 1914-1918, du Laonnois en 1940). Pour finir, veuillez noter que ses soldats casernèrent longtemps à Lyon (Rhône), capitale des Gaules et de la soie. Tout s'explique.

Des siècles plus tard, est-il encore à la mode, cet ornement adriatico-disruptif? Eh bien, ça va, ça vient. Il alterne heures de gloire et années de naphthaline; ressort du placard sans prévenir. Alors qu'elle jouit de son triomphe postcolonial, la bourgeoisie britannique voit débarquer au pied de ses cottages une bande de jeunes mods, qui écoutent du reggae, du ska, voire du rocksteady en costume-cravate avant d'aller caillasser quelques rockeurs sur la plage de Brighton. A peine remise, elle doit affronter, vingt ans plus tard, la vague punk qui saccage tout sur son passage, y compris ladite cravate, caricaturée en laisse par

Sid Vicious *himself*. De l'autre côté de l'Atlantique, ce n'est guère mieux. Dans les années 1990, Kurt Cobain, héros du mouvement grunge, s'en affuble tout en consommant force héroïne.

Chez nous, c'est nettement plus sage. Les minets du Drugstore ne s'en séparent pas, les soixante-huitards finiront par l'adopter une fois rangés des barricades, et Jérôme Kerviel y aura recours pour jouer les tradeurs, avec l'insuccès qu'on connaît.

«Aujourd'hui, elle n'inspire pas les créateurs, constate Marc Beaugé. On est sorti de la période un peu rock qui, sous l'influence d'Hedi Slimane, avait permis son retour au début des années 2000. La cravate n'est plus un accessoire cool.» La voilà de nouveau cantonnée aux missions de représentation: réunion de conseil d'administration, réveillon en famille, enterrement de grand-mère, entretien d'embauche, rendez-vous chez le notaire, conférence de rédaction matinale du *Monde* (mais de moins en moins, avouons-le). Elle est aussi un cadeau de Noël idéal pour beau-frère mal-aimé, ainsi que *L'Epoque* vous l'a rappelé dans son édition du dimanche 11-lundi 12 mars.

«The times they are a changin'» («Les temps sont en train de changer»), chantait Bob Dylan en 1964. Au fait, que portait-il, le héraut de la *protest song*, lors de la discrète réception de remise de son prix Nobel de littérature? Une cravate à motif cachemire? Un *bolo tie*, cordon à médaille que les vachers texans utilisent pour fermer leur chemise? Un nœud *twist*, genre de nœud papillon en beaucoup plus sobre? Ou un *bow ribbon*, ruban à larges boucles dont il raffole? On ne sait pas. Peu importe, après tout. L'essentiel est ailleurs. Alors, la prochaine fois, entretien présidentiel ou prix Nobel, tous en col roulé, histoire de tordre le cou à «l'entre-soie»!

«LA VÉRITABLE
OUTRANCE,
DE NOS JOURS,
SERAIT DE BIEN LA
PORTER PLUTÔT
QUE DE NE PAS
EN METTRE»

Marc Beaugé,
journaliste

Chacun son style

> Côté nœuds

Il n'y a pas 36 façons de faire un nœud de cravate. Il y en a 85. Elles ont été répertoriées par deux chercheurs de Cambridge, Thomas Fink et Mao Yong (*85 Façons de nouer sa cravate. Petit traité d'esthétique masculine*, L'Archipel, 2001), qui ont également employé le génie mathématique pour en inventer quelques autres. Le plus connu des nœuds, le nœud simple ou *Four in hand*, n'est pas le plus recommandé. «Il manque d'équilibre, tranche le journaliste Marc Beaugé, spécialiste du style. Il est plus raisonnable de lui préférer le Old Bertie, qui assure une meilleure symétrie.» On peut également pratiquer le *Windsor* ou le *demi-Windsor* si on est un peu pressé, le *Trinity*, le *Cavendish* et, bien entendu, le *Pratt*. Il est même possible de ne pas nouer du tout, comme l'entreprend parfois le journaliste-romancier-cinéma Philippe Labro, ou de serrer à mort, quitte à se faire pêter la veine jugulaire, tel le sergent Hartman dans *Full Metal Jacket* (Stanley Kubrick, 1987). Entre les deux: l'animateur Frédéric Taddeï, dont le nœud n'en finit pas de couler sur une chemise absolument déboutonnée. Ou l'art de porter la cravate et le décollé.

> Rayon rayures

Avec l'heure du thé, la cravate à rayures est le moyen le plus efficace pour distinguer un Anglais d'un Américain. Quand les rayures partent de l'épaule gauche de votre interlocuteur pour s'incliner vers son flanc droit, il s'agit d'un sujet de Sa Majesté. Quand les rayures partent de l'épaule droite pour s'incliner vers le flanc gauche, c'est un neveu de l'Oncle Sam. NB: quand la cravate est trop rose, trop longue et trop large, c'est que vous avez affaire à Donald Trump. A l'origine, la cravate club permettait de porter haut les couleurs de son régiment, de son école ou de son équipe de cricket tout en adressant un élégant message de connivence à ses coreligionnaires. La cravate est aussi un mot de passe.

> Version sport

On pourrait croire que les footballeurs, longtemps voués à la panoplie survêt-claquettes-coupe-mulet, soient les derniers sportifs à porter la cravate au pinacle, afin de rassurer leurs sponsors et de plaire aux filles. Ce serait une erreur. Les joueurs de rugby ont montré la voie et pas toujours lors du banquet d'après-match, où la tenue de soirée est de rigueur. En effet, la cravate est également de mise sur le pré. Mais il s'agit alors de la passer au cou de son adversaire. La «cravate» est un plaquage aussi brutal qu'illicite. Il consiste à stopper la course d'un ailier débordant ou d'un trois-quarts intrusif en tendant soudainement le bras au niveau de sa glotte comme pour lui arracher la tête. S'ensuivent généralement un début d'étranglement ou un traumatisme cervical (coup du lapin) pour la victime et une expulsion immédiate pour l'auteur. Ce sale geste est également répertorié sous le nom de «manchette».

Russie

Le Transsibérien, dépaysement garanti

La ligne, ouverte en 1916, est toujours en activité et reste le plus long trajet ferroviaire continu du monde, avec plus de 9 200 kilomètres entre Moscou et Vladivostok. Suivre cette voie sans interruption équivaut à passer sept jours entiers sur les rails et à changer sept fois de fuseau horaire. Sur le chemin, on a l'embaras du choix... pour rêver. Car s'il traverse plus de 200 villes, le train ne permet pas de les visiter toutes, à moins d'en descendre et de ne plus pouvoir rejoindre sa destination finale. Le voyageur spécialisé Trains des Tsars propose une formule accompagnée de dix-sept jours, avec un départ en août pour Pékin. Au programme, Kazan, Iekaterinbourg et Irkoutsk, avant de changer pour le Transmongolien, qui rejoint Pékin en passant par Oulan-Bator (Mongolie). En septembre, sans changement, cette fois, à Irkoutsk, la capitale de la Sibérie orientale, on peut pousser jusqu'à la forteresse de Vladivostok qui domine son port. Soit seize jours entre Europe et Asie, pour un dépaysement garanti.

A partir de 5 000 € env. (vols et visas inclus), Trains-des-tsars.com



Mexique

« El Chepe », canyons en cinémascope

Le Chihuahua al Pacifico, « El Chepe » pour les intimes, relie Chihuahua, dans le nord du pays, à Los Mochis, sur la côte Pacifique, après 673 kilomètres de virages plus ou moins serrés, près de 40 ponts et 86 tunnels. Un train mythique, avec ses belles rames bicolores, dont la construction a pris... quatre-vingt-dix ans! La ligne est principalement consacrée au fret, mais les locaux et les touristes continuent d'en profiter. A raison. A son bord, pendant presque dix-huit heures, on passe de 2 438 mètres d'altitude au niveau de la mer, et on admire les montagnes de la sierra Madre occidentale, appelée dans cette partie sierra Tarahumara, du nom du peuple indien qui y vit. Un peuple qui a volontairement tourné le dos à la civilisation occidentale et trouve dans la sierra Madre un refuge idéal pour la préservation de ses traditions, vivant d'élevage et d'agriculture dans des grottes ou des cabanes de bois. Le train longe ensuite les Barrancas del Cobre – les « canyons du cuivre », découverts par des missionnaires jésuites au XVII^e siècle –, un ensemble gigantesque de six gorges parmi les plus imposantes au monde. « El Chepe » les enjambe, descend au fond pour jouer avec le fleuve et remonte pour le dominer. Vertigineux.

A partir 35 € env., Chepe.com.mx et Mexique-voyage.com/elchepe.html

VOYAGE

Des trains nommés désir

En période de grève, ne restez pas à quai, embarquez pour ces destinations réjouissantes et dépayesantes

Thomas Doustaly et Yoanna Sultan-R'ibbo

Suisse

**Le Glacier Express, vue panoramique sur les Alpes**

Depuis chaque siège, grâce aux grandes baies vitrées investissant même une partie du plafond, les voyageurs du Glacier Express peuvent profiter d'une vue panoramique sur les Alpes et les immenses forêts helvètes. Départ Saint-Moritz: perchée à 1 822 m d'altitude, dans la vallée de l'Engadine, la station est divisée en un vieux village, Saint-Moritz-Dor et Saint-Moritz-Bad, où sont installés les sources thermales et tous les hôtels plus récents. Une fois dans le train, c'est parti pour 291 km en... huit heures, ce qui en fait, comme dit la brochure, « le train rapide le plus lent du monde ». Mais impossible de s'ennuyer. Les paysages, enneigés ou pas, sont admirables de bout en bout, notamment ceux des gorges du Rhin, puis le passage dans la vallée de Conches. Le train gravit le col de l'Oberalp, point culminant du périple (2 044 mètres), en passant par le viaduc de Landwasser, jusqu'au terminus, Zermatt. Tout le monde descend... à 1 600 mètres d'altitude, où il est fortement recommandé de fêter son arrivée avec une barre de Toblerone, dont la forme en triangle rend hommage aux montagnes suisses.

A partir de 375 € la formule comprenant un trajet en train et 2 nuits en hôtel 3 étoiles (petits déjeuners inclus), Switzerlandtravelcentre.ch/fr

Norvège

Le Flamsbana, de fjord en fjord

A bord du Flamsbana, le voyage, fait de zigzags à travers les vallées norvégiennes, peut s'apparenter à des montagnes russes. Ce joli train aux wagons vert sapin, utilisé toute l'année par les habitants des fjords, monte de la petite gare de Flam, au bord de l'Aurlandsfjord, jusqu'à Myrdal, à 865 mètres. Il a gardé un intérieur d'époque, tout en bois, comme dans les années 1920... mais avec écran plat sur chaque siège pour suivre le parcours et découvrir l'histoire de cette ligne de chemin de fer. C'est parti pour quarante minutes à lente allure, parfois en pente (très) raide, avec des vues spectaculaires sur le plus long et le plus profond des fjords, le Sognefjord, les ravins, les cascades et surtout l'incroyable chute d'eau Kjosfossen. Une impression de bout du monde.

57 € le trajet, Visitflam.com/en/flamsbana

Portugal

**La Linha do Douro, remontée dans le temps**

Rouler à 30 km/h dans une locomotive à vapeur construite en 1925... La Linha do Douro, qui longe le fleuve portugais et cette région classée au Patrimoine de l'Unesco, est un voyage dans le temps. On embarque à la gare de Régua et, dès le départ, on admire par la fenêtre les vignes en terrasse, à perte de vue. A douce allure, toujours tout près des rives, on arrive à la gare de Pinhao, l'une des plus belles du pays, avec ses façades décorées de panneaux d'azulejos représentant les travaux de la vigne et les paysages de la région. La balade sur rails se poursuit, franchissant des cols qui compriment le lit du fleuve et des pics escarpés. La gare de Tua boucle le parcours. Trois heures et demie d'un joli périple, pendant lequel vous pourrez bien sûr aussi déguster un verre de porto.

Tous les samedis et dimanches du 3 juin au 29 octobre. Aussi les mercredis en août et le mardi 15 août. Trajet A/R 42,50 €, Cp.pt

Robes de luxe

Quand on aime on ne compte pas, surtout quand on veut marquer le coup et se faire plaisir avec une bonne bouteille

FLACONS À PRIX D'OR

> **JEAN-LUC ET PAUL AEGERTER, « GRAND CRU CLOS-VOUGEOT », 2015**

Depuis le décès de Jean-Luc en décembre 2017, son fils Paul, qui travaillait avec lui depuis 2001, est seul à la barre. Ensemble, ils ont créé des pépites, comme ce clos-vougeot emblématique de l'élégance bourguignonne. **190 €**

> **CHÂTEAU LASCOMBES, « MARGAUX », 2009**

Ce deuxième grand cru classé de Bordeaux est très moderne : opulent, mûr, gourmand, il fait la danse des sept voiles dans le palais. A boire dès maintenant ou dans les vingt prochaines années. **120 €**

> **CHAMPAGNE EGLY-OURIET, « BRUT GRAND CRU TRADITION »**

Ne me croyez pas si vous voulez mais... ce n'est pas cher ! C'est même un super rapport qualité-prix pour ce champagne puissant, complexe, magnifique, façonné par l'un des meilleurs vignerons de tout le vignoble champenois. **59 €**

Ophélie Neiman



REIN JANSSEN POUR «LE MONDE»

La scène se passe dans un bar à une heure avancée de la soirée. Un homme proche de la cinquantaine, un verre de vilain pinard à la main, discute avec un couple d'à peu près le même âge : « C'est dingue, le prix que vous acceptez de mettre dans une bouteille. Le vin, c'est du vin, non ? » La femme lui répond : « Quelle est la marque de ta voiture ? » « Une BMW. Pourquoi cette question ? » Un amateur de beaux flacons qui dépense une fortune en vin, c'est à peu près comme un passionné d'automobile qui préfère une Mercedes Classe S à une Fiat Panda. Sans offense pour les propriétaires de Fiat Panda, qui y trouvent sûrement leur compte. Tout comme ceux qui ne mettent pas plus de 10 euros dans une bouteille. Les arguments des dilapidateurs sont proches : prestige de la marque, longévité, rareté du modèle, plaisir de la conduite ou de la dégustation. La viticulture et l'œnologie possèdent, malgré tout, quelques variantes avec la mécanique et le design automobile.

Mais d'abord une mise au point : on paye un vin cher... parce qu'on en a envie – et qu'on en a les moyens. Il existe d'excellents vins à moins de 15 euros. Mais, parfois, on veut se faire plaisir : pour un anniversaire, une naissance, des fiançailles, l'officialisation d'un divorce, une promotion, un voisin bruyant qui déménage... bref, pour marquer le coup. Et si vous acceptez d'y mettre le prix, d'autres aussi. Le vin répond à la loi intangible de l'offre et de la demande. De nombreux autres facteurs s'y ajoutent. Le plus évident est le coût de production. C'est le cas des liquoreux, dont les rendements sont dramatiquement bas. C'est le cas des bordeaux élevés dans d'opéuses barriques neuves. C'est le cas des champagnes, qui sont stockés plusieurs années en cave et nécessitent une série de manipulations. Mais cela ne suffit pas pour justifier un prix de plusieurs dizaines d'euros.

Un vin qui coûte, mettons entre 30 et 100 euros, est le plus souvent issu d'une appellation prestigieuse. Un vin de Margaux, de Saint-Estèphe ou de Saint-Julien, dans le Bordelais ; de L'Hermitage dans le Rhône ; d'Ay ou du Mesnil-sur-Oger en Champagne ; d'un grand cru bourguignon comme chambertin, clos-de-tart, bonnes-mares, richebourg, corton, montrachet... est toujours onéreux. En plus de la réputation, le foncier coûte autour de 1 million d'euros l'hectare, jusqu'à 10 millions pour les plus jolies parcelles de Bourgogne. Ce sont des terroirs historiquement qualitatifs, qui donnent au vin trois caractéristiques majeures : puissance, complexité et potentiel de garde.

Le domaine est un autre facteur. Qu'il soit situé, ou non, sur un terroir viticole distingué, il a été conduit par un vigneron ou une famille avec un tel talent qu'il a atteint un statut quasi mythique. Citons le Clos Rougeard ou le Clos de la Coulée de Serrant dans la Loire, le Domaine Zind-Humbrecht en Alsace, le Château Rayas à Châteauneuf-du-Pape, le Domaine de Trévallon dans les Alpilles, le Domaine de La Grange des Pères dans le Languedoc, le Château Cheval Blanc à Saint-Emilion ou Château Le Pin à Pomerol pour le Bordelais, le Domaine de la Romanée-Conti à Vosne-Romanée, en Bourgogne. Si certains sont encore abordables en sortie de propriété, ils sont si rares que leur prix peut atteindre plusieurs centaines voire milliers d'euros chez le caviste. Pour une bouteille.

Les prix flambent avec la rareté. Le summum ? Si le vigneron qui a produit ces bouteilles est... mort. Elles deviennent de vrais objets de collection, dont le nombre d'exemplaires encore pleins s'épuise au fil des diners. Les richebourgs et cros-parantoux d'Henri Jayet, décédé en 2006, battent ainsi tous les records dans les ventes aux enchères : un flacon de 1978 a ainsi dépassé les 50 000 €. Vous êtes tenté ? Le 17 juin, 1 064 bouteilles d'Henri Jayet seront mises aux enchères à Genève par le cabinet spécialisé Baghera Wines. Ce sont les dernières encore conservées au domaine. L'événement est déjà surnommé « la dernière vente ». Un marketing bien enrobé qui peut encore gonfler la somme.

LES ENFANTS D'ABORD

« Oups, j'ai perdu mon sang-froid »

Marlène Duret

Personne n'est parfait. A commencer par nous, parents, dont les enfants semblent s'être donné le mot pour nous mettre dans des situations toutes plus incongrues et déstabilisantes les unes que les autres. Et cet apprentissage n'est pas sans accroc. Il y a cette parole lâchée sous le coup de la colère et qu'on n'aurait jamais envisagé formuler, même dans ses pires cauchemars. Ou encore cette giflette qui est partie, au sommet de l'exaspération parentale, à court d'arguments et de sang-froid. « Une horreur, la lose totale », reconnaît Sandrine, qui ne pensait pas « tomber si bas ».

Les parents sont un peu comme les piscines. A débordement. Si certains « trop-pleins » sont absorbés, vite et sans encombre, d'autres seront regrettables. Les têtes parentales ne sont pas restées froides : paroles et

gestes « malheureux » sont partis plus vite que de raison. Les enfants ont fait les frais de ce qui n'aurait pas dû s'exprimer ainsi. Et maintenant, faute de machine à remonter le temps ou de gomme magique, culpabiliser ? Réparer son erreur ? S'excuser ?

« On ne naît pas et on n'est pas parent le jour de la naissance de son enfant, relativise le pédopsychiatre Patrick Ben Soussan. C'est un rude métier que d'éduquer – éduquer étant un des trois métiers que Freud qualifiait d'impossibles – et, qu'on le veuille ou non, nos enfants seront les cobayes de cette expérience d'accès à notre parentalité. » Comme dans tout apprentissage, personne n'est à l'abri de se tromper. « Soyez assuré en tant que parent qu'un jour ou l'autre, et quoi que vous envisagiez, vous allez faillir,

« SOYEZ ASSURÉ EN TANT QUE PARENT QU'UN JOUR OU L'AUTRE, ET QUOI QUE VOUS ENVISAGIEZ, VOUS ALLEZ FAILLIR, VOUS ALLEZ ÊTRE DÉBORDÉ. PENSER LE CONTRAIRE EST ILLUSOIRE »

Patrick Ben Soussan, pédopsychiatre

vous allez être débordé. Penser le contraire est illusoire », souligne le pédopsychiatre.

Aussitôt le mot ou le coup parti, la tension qui a pu le provoquer est désamorcée. Mais il ne peut pas rester le dernier stade de cet échange – un échange dont le caractère doit faire exception ! –, car il laisse souvent

l'enfant comme le parent dans la confusion, la culpabilité, le désarroi ou encore la tristesse. « Cela constitue pour l'enfant un apprentissage indéniable de la grammaire des émotions », observe Patrick Ben Soussan, auteur de *De l'art d'élever des enfants (im)parfaits* (Eres, 264 p., 10 €). Dès lors, il importe que le parent puisse qualifier, sans attendre et avec sincérité, ce qui vient de se passer et pourquoi c'est advenu, en utilisant le « je ». Ce n'est pas « Tu m'as mis en colère », mais « Tu vois, j'ai été très en colère ». « Car cela concerne le parent en propre, pas l'enfant, même si ce dernier a induit l'exaspération parentale, ce n'est pas lui qui est responsable. C'est moi, adulte, qui dois être capable de contenir mes émotions, mes élans, mes pulsions. »

L'enfant blessé peut attendre de son parent qu'il lui dise combien il regrette ses paroles ou son geste, combien il est navré de la situation. Et c'est tout à fait légitime. Comme il peut entendre que c'était aussi la cinquantième fois qu'on lui demandait quelque chose, que c'était la énième fois qu'il ne se pliait pas à ce qu'il aurait dû consentir. « Le moment du débordement est tellement chargé émotionnellement qu'il est peu propice aux ajustements », reconnaît M. Ben Soussan, qui préconise de les faire une fois l'orage passé.

UN APÉRO AVEC... ADRIEN GLOAGUEN

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Celui qui retape des hôtels comme il joue au Monopoly vient d'inaugurer sa quatrième adresse



Adrien Gloaguen, à l'Hôtel Bienvenue (Paris 9^e).
JULIEN MIGNOT POUR «LE MONDE»

«Tout ce que je voulais, c'était être indépendant»

Par Caroline Rousseau

Quand on arrive rue Buffault, dans le 9^e arrondissement de Paris, le photographe est déjà sur place. Face à lui, Adrien Gloaguen a mis sous son lainage un tee-shirt avec écrit «*Bienvenue*» dessus. Comme le nom du dernier hôtel qu'il a ouvert. «*C'était pour la blague.*» Sa femme, Julie Revuz, attachée de presse, «*préfère avec le pull*». Elle nous lance : «*On a ouvert une bouteille de blanc, ça vous va ?*» Evidemment que ça nous va ! On commence à siroter notre verre dans l'entrée, à côté de Chloé Nègre. L'architecte d'intérieur est passée vérifier deux ou trois choses, notamment cette histoire de chaises qui cassent – «*Les clients auraient-ils grossi ?*», s'enquiert-on. On suit d'un œil la séance photo qui se termine et, de l'autre, le jeune homme de l'accueil qui va et vient dans son pantalon imprimé de fleurs.

Le motif ne plairait pas follement au directeur du Bienvenue, apprendra-t-on pendant l'apéro. Nous, on l'aime bien, ce pantalon fleuri. Aussi rafraîchissant que le propriétaire des lieux qui, du haut de ses 35 ans, participe au renouveau de l'hôtellerie parisienne. «*Je n'ai jamais eu cette ambition !, se dédouane Adrien Gloaguen. Moi, tout ce que je voulais, c'était être indépendant.*» Dans quoi ? Il ne savait pas trop. Mais un petit job l'été de ses 18 ans dans une auberge de jeunesse à Londres va orienter sa carrière. «*C'était génial. Des clients de 20 ans, un staff de 25 ans maximum, des chambres pas chères, le pub en bas... Le voyage, la jeunesse, la convivialité.*» Saupoudrez ça d'un appétit féroce pour la décoration, d'un constat simple (l'hôtellerie indépendante parisienne de milieu de gamme se meurt) et d'une volonté d'être tout sauf branché, et vous obtenez la patte Gloaguen.

Désormais à la tête de quatre hôtels parisiens (Paradis et Beaufort, dans le 10^e arrondissement, Panache et Bienvenue, dans le 9^e arrondissement), dont la déco affole les magazines branchés et qu'il a regroupés sous une toute nouvelle entité baptisée «*Touriste*», le fils de Philippe Gloaguen (cofondateur du Guide du routard) vient de racheter le Carlton's, boulevard de Rochechouart, face à La Cigale.

L'inauguration est prévue au printemps 2019. Avec ses 110 chambres, sa boîte de nuit, son toit-terrasse et sa brasserie des années 1930, ce «*mini-Lutetia*» de la rive droite constitue une grosse prise pour ce jeune patron échevelé. Rien à voir avec son premier pari, le Sophie Germain, acheté en 2008 – et revendu depuis –, dans le quartier de Denfert-Rochereau (14^e). Il l'évoque avec une certaine tendresse tout en engloutissant l'assiette de jambon servie avec notre blanc. «*L'ancien propriétaire s'était donné du mal, les tissus avaient été achetés à Saint-Germain-des-Prés, mais c'était quarante ans plus tôt ! C'est ça qui me plaisait : pouvoir faire ce que je voulais en achetant un truc vieillot mais pas cher.*»

En dépit de son enthousiasme, notre globe-trotter (avoir un père «*routard*», donc, et une mère attachée de presse dans le tourisme, ça aide à voir du pays) diplômé d'une école de commerce essuie six refus de la part des banques. «*Quatorze éditeurs avaient rejeté le guide de mon père... Il m'a dit de persévérer.*» L'une d'elles finit par accepter, mais comme le dossier passe ric-rac, elle refuse de financer les travaux de rénovation. «*J'ai exploité l'hôtel dans son jus pendant un an. J'ai mis un ordinateur à l'accueil et passé pas mal de temps à réparer les chasses d'eau...*» Il atteint les objectifs fixés par la banque qui lui accorde enfin ses travaux, mais pas un centime pour refaire les salles de bains, qui resteront orange. Et puis un jour, c'est le banquier qui est venu demander au gamin tenace : «*Alors ? On le fait quand le deuxième ?*» Ce sera le Paradis, en 2011, dans le 10^e arrondissement.

Bien installé sur la banquette de la salle à manger du Bienvenue, avec vue sur une cour arborée au sol couvert d'une fresque de Julien Colombier, impossible de ne pas voir la filiation entre les quatre hôtels du groupe Touriste. Ils ont beau être tous différents, ils ont ce truc qui laisse songeur : «*Mais pourquoi ce n'est pas comme ça, chez moi ?*» Un truc de bobo certainement. Et alors ? On a le droit de ne pas aimer le laiton, les papiers peints fleuris, le velours et le bleu canard, mais le charme opère auprès des étrangers comme des Parisiens. Car les «*locaux*» viennent volontiers petit-déjeuner, déjeuner, dîner ou prendre un verre dans ces espèces de résidences secondaires que forme cette nouvelle génération d'hôtels – Henriette (13^e), C.O.Q (13^e), Grand Pigalle (9^e), Grand Amour (10^e) ou Providence (10^e).

Mais revenons au Paradis. Quand il visite celui qui s'appelle encore le Caravelle, l'hôtel est depuis trois ans sur le marché. Et Adrien Gloaguen, «*pur produit de la rive gauche*», précise sa femme, ne connaît pas le 10^e arrondissement. C'est risqué. Rares sont ceux qui croient au potentiel du quartier. «*On savait surtout qu'y sévissaient les fameuses bandes de la gare du Nord venues régler leurs comptes à Paris lors de bastons géantes...*», rappelle-t-il. Comme argument pour attirer les touristes, on a fait mieux. Mais les deux derniers étages de cet établissement que personne ne s'arrache donnent sur le Sacré-Cœur... Il signe le 1^{er} juillet 2011, fait tout refaire à l'architecte d'intérieur Dorothee Meilichzon et ouvre son Hôtel Paradis en décembre 2012. Avec ses chambres à 150 euros, où l'on rêve d'une grasse matinée, loin des beaux quartiers classiques, il offre une autre carte postale de Paris à une clientèle (très américaine) qui veut sortir des sentiers battus. Fox News n'a pas encore identifié les célèbres «*no-go zones*» et aucune vidéo des rats du square de l'église Saint-Laurent ne circule...

Les attentats ont évidemment fait fuir les clients. En 2015 et 2016, que vous soyez propriétaire d'un deux-étoiles un peu craspouille sans Wi-Fi dans le 5^e arrondissement ou d'un boutique-hôtel avec mobilier scandinave des années 1950 et chef japonais sur la rive droite, la peine est la même. «*On a serré les fesses pendant deux ans. En juillet 2016, on lançait tout juste le Panache, faubourg Montmartre, c'était la basse saison à Paris, il fallait que la sauce prenne, puis il y a eu Nice... C'est terrible, mais quand il y a eu des attentats ailleurs dans le monde, les gens ont commencé à revenir à Paris. Ils se sont dit que ça pouvait arriver partout et que ça ne devait pas les empêcher de voyager.*» Ni le stopper, lui, dans ses envies de créer de nouveaux lieux hospitaliers et de faire migrer sa famille du 5^e arrondissement aux abords des Grands Boulevards, où sa femme et lui vivent depuis trois ans avec leurs deux petites filles dans un grand appartement qui... ressemble à ses hôtels. Ni de continuer à espérer ouvrir un jour un hôtel en Corse, terre de ses rêves et de sa femme. De tout ça, des projets, de l'hôtellerie, des nouvelles manières d'être un touriste dans sa ville et ailleurs... il en parle avec son père, tous les quinze jours, en tête-à-tête. Apparemment, leurs histoires de boulot commencent à plomber les repas de famille.

PENDANT CE TEMPS-LÀ... À VENDÔME

Bataille royale sur le ring

Par Frédéric Potet

Ramdam à Vendôme : Flesh Gordon et ses lutteurs sont de retour en ville. Tous les deux ans depuis le milieu des années 1990, la figure tutélaire du catch français fait le show, avec sa troupe, dans un gymnase de la ville du Loir-et-Cher. Le gala était jusque-là commandé par l'Amicale des sapeurs-pompiers. Il l'est, depuis cette année, par une association, Vendôme Sport Organisation, dont l'unique vocation est d'organiser cet événement. Plus de 90 commerçants et artisans ont déboursé entre 50 et 300 euros au titre du sponsoring. Huit cents spectateurs, de tous âges, garnissent la salle.

Bacchantes tombantes à la Tarass Boulba, Flesh Gordon, 64 ans, porte un costume noir qui le fait ressembler à un représentant de commerce ukrainien. Victime d'une vilaine blessure, l'ancien vider des Sables-d'Olonne a définitivement rangé sa combinaison en lycra floquée d'un éclair. Le patron de la Catch Wrestling Stars – «*la première fédération européenne de catch*», dicit son site Internet – joue désormais au Monsieur Loyal, micro en main.

Sur le ring, la crème du catch amateur s'ébroue bientôt, au fil d'un spectacle relevant

plus de la voltige que de la compétition. Slips moulants et bottes à lacets remontant jusqu'aux genoux, les cascadeurs déclinent des pedigrees exotiques qui évoquent leurs origines. Viendront se caresser les côtelettes, ce soir-là, Caïman Colorado Junior, «*arrivé directement de Jamaïque*»; Master Kong, qui «*s'entraîne dans la jungle de son pays* [la République démocratique du Congo]»; le «*marquis du Pakistan*», Baadshah Pehalwan Khan; l'«*Apollon portugais*», Tyson Dos Santos; le «*tourbillon équatorien*», le général Hugo Perez... «*Dans le sport comme dans tout, il*

n'y a rien de tel que le mélange des cultures», assure Flesh Gordon – Gérard Hervé de son vrai nom.

Deux femmes viendront s'immiscer dans cet épanchement de testostérone : la furieuse Pauline et la peu commode Angel's Bombita. Une «*légende*» du catch hexagonal complète, enfin, le casting : l'arbitre «*M. Jacky*», alias Jacky Richard, 73 ans, qui combattit aux côtés de l'Ange blanc et du Bourreau de Béthune, à la grande époque des galas organisés à l'Élysée-Montmartre.

Creuset d'un manichéisme assumé, le catch vaut surtout pour la bêtise crasse de ses



A Vendôme, Pauline était en mauvaise posture face à Angel's Bombita, le 13 avril. F.P.

«*méchants*». Le premier des sept combats programmés donne le ton. Débarqué du département voisin d'Indre-et-Loire, Tony d'Anjou harangue la foule : «*Eh, le Loir-et-Cher, vous n'êtes que des paysans ! Vous ne savez pas conduire !*» Tonnerre de sifflets dans les gradins. Ce fourbe d'Anjou rapidement knock-out, arrive le deuxième duel. «*Je pensais que j'allais catcher à Paris ou Marseille devant des femmes sexy, et je me retrouve à Vendôme devant des campagnardes*», ricane à son tour le «*prince d'Orient*» Eddy Karaoui. Re-barouf de lazzis.

Une autre règle immuable au catch résume à ceci le scénario de tout combat : le gentil commence à dominer son vis-à-vis, avant de subir les perfidies d'icelui, puis de le terrasser au prix d'efforts herculéens. Le reste n'est que ramponneaux (portés mais peu appuyés), esquives, sauts de cabri, clés de bras, étranglements, écrasements de nez avec la semelle... Cette pantomime plus technique qu'il n'y paraît peut tourner à l'hystérie collective quand, comme au bien nommé gymnase Ampère, treize lutteurs se retrouvent sur le ring pour une électrique «*bataille royale*».

Tous les coups, ou presque, sont alors permis, l'arbitre ne pouvant tout voir. Seul lutteur à ne pas avoir été projeté par les autres au-dessus des cordes, Yacine Osmani, alias l'«*Etoile de Kabylie*», 105 kg, vainqueur d'ange et caleçon mauve, est déclaré gaulueur de la bataille de Vendôme, façon *struggle for life*.